

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 385 - JUILLET/AOÛT 2026

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 385

Viandes bovines

Gros bovins

France

- Des prix supérieurs à 2025, mais des inquiétudes sur les ressources fourragères

Jeunes bovins

Europe

- Peu d'offre mais marchés peu dynamiques

Femelles

France

- Quasi-stabilité de la consommation apparente de viande bovine en France

Europe

- Évolution divergente du prix des femelles

Maigre

- Retour à des disponibilités habituelles

Veaux de boucherie

- Ventes difficiles et cours en baisse dans toute l'Europe

Veaux laitiers

- Les disponibilités élevées font chuter les prix

Lait de vache

Collecte laitière

- Ralentissement limité de la collecte globale. L'Europe affectée par la canicule
- La reprise estivale de la collecte contrariée par la chaleur

Consommation

- Les yaourts tirent la croissance des produits laitiers

Marché des produits laitiers

- Recul des cotations des commodités

Viande ovine

France

- Le thermomètre s'affole et la cotation dégringole

UE et monde

- L'Océanie se prépare à affronter un El Niño potentiellement très virulent

Lait de chèvre et viande

Lait de chèvre

- Les fortes chaleurs pénalisent la production laitière

Recul de 20% des semis de maïs en France

La filière viande bovine européenne attend la fin des fortes chaleurs

Dernière révision le 22 juillet 2026

Viandes bovines » Gros bovins » France »

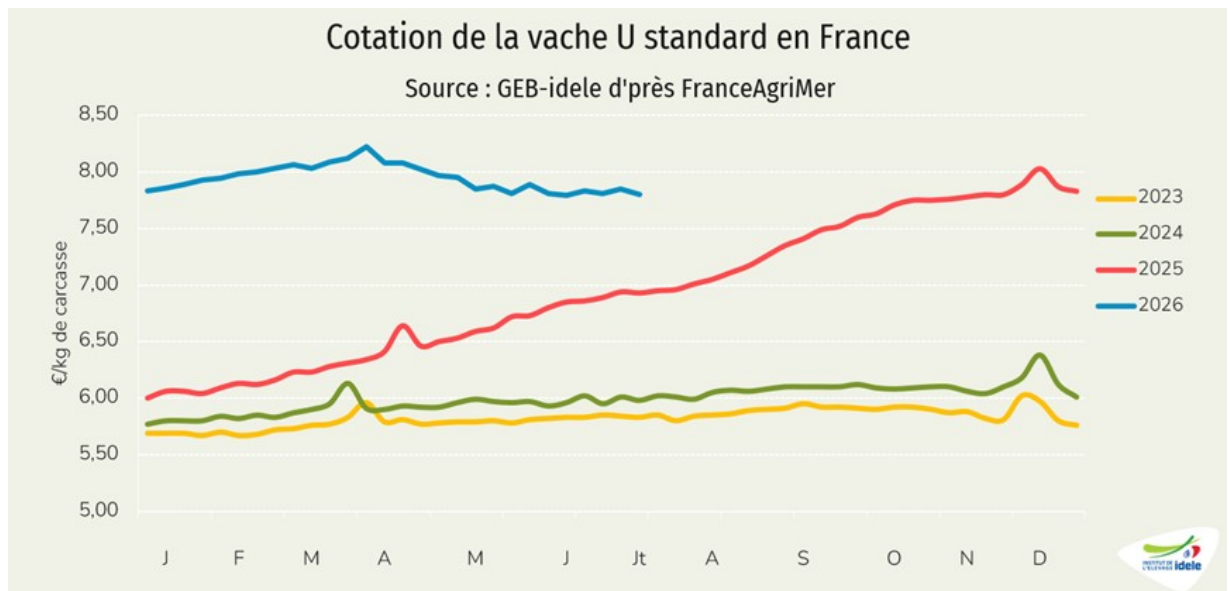
Des prix supérieurs à 2025, mais des inquiétudes sur les ressources fourragères

Dernière révision le 21 juillet 2026

Les prix des femelles restent relativement stables. Ceux des jeunes bovins ont encore perdu quelques centimes en juin mais restent supérieurs à leur niveau de 2025. Les prairies grillent et l'inquiétude monte.

Les cotations des vaches de type viande relativement stables depuis mi-mai

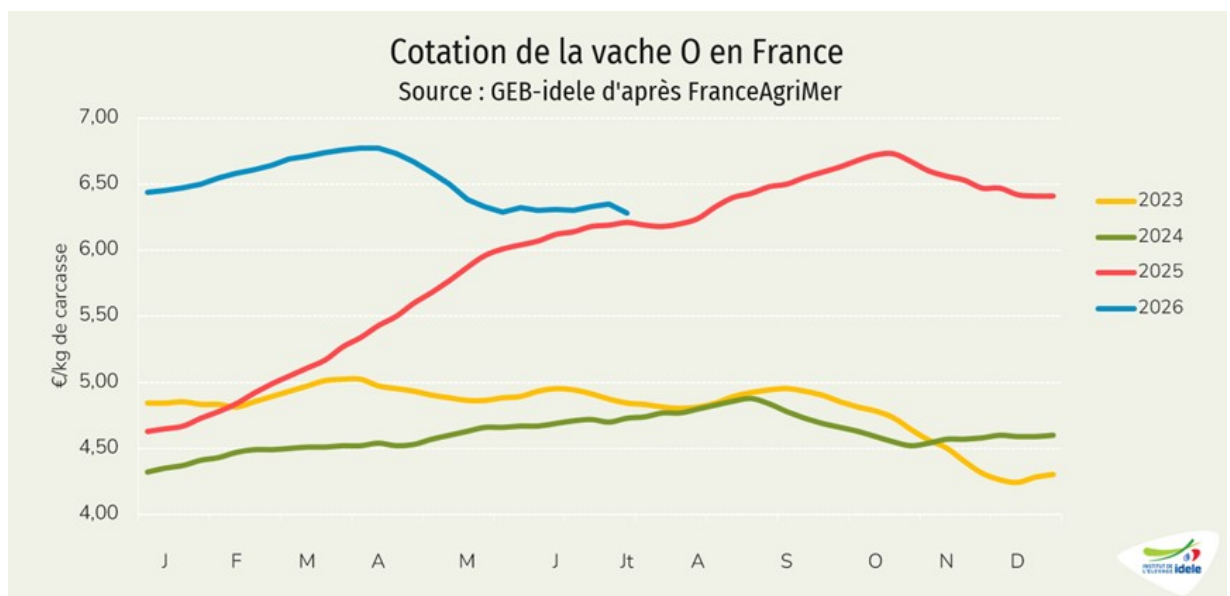
Après avoir baissé au printemps, les cours des vaches de réforme se sont stabilisées mi-mai. En type viande, les cours restent largement supérieurs à ceux de l'an dernier.



La cotation de la **vache U standard** oscille autour de **7,80 €/kg** de carcasse et se situait en semaine 28 toujours 13% au-dessus de son cours de 2025 et 30% au-dessus de celui de 2024. Celle de la **vache R** a perdu 4 centimes en semaine 28, à **7,24 €/kg de carcasse** (+9% /2025 et +31% /2024).

Les cotations des laitières retrouvent leur niveau de 2025

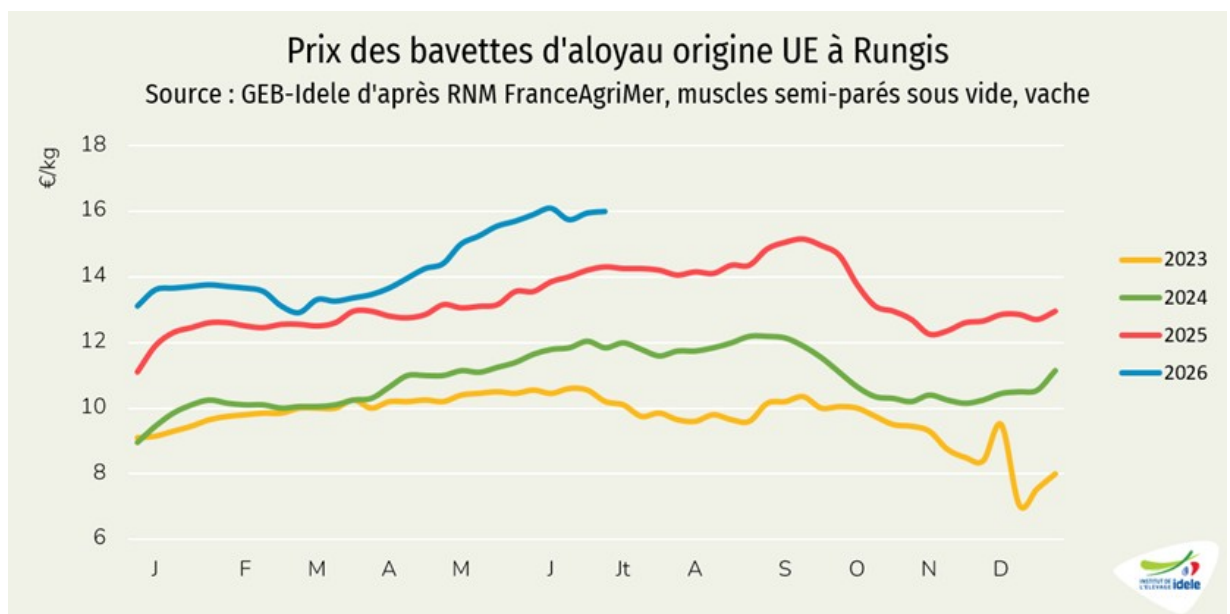
Les cotations des vaches laitières se rapprochent de leur niveau de 2025 tout en restant à des niveaux largement supérieurs à ceux des années précédentes.



En semaine 28, la **vache O** cotait **6,28 €/kg de carcasse** (+1% /2025 mais toujours +33% /2024) et la **vache P**, **5,89 €/kg** (-2% /2025 mais +33% / 2024).

Faible pression à l'import

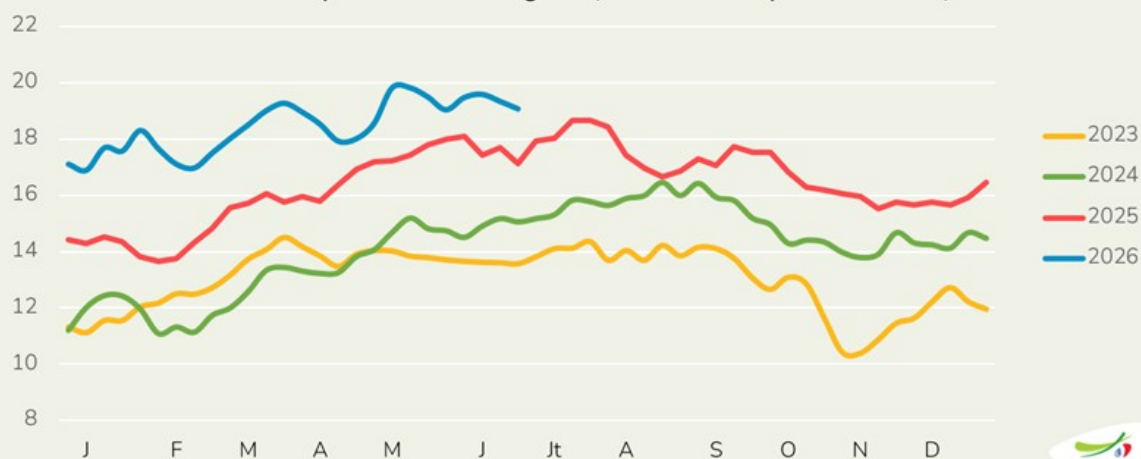
Sur le marché de Rungis, la viande origine UE reste à un prix élevé, tout particulièrement les pièces à griller, très prisées à cette saison. La pression exercée par la viande européenne sur le marché français est donc très modérée.



La **bavette d'ailan origine UE** était à 16,00 €/kg le 10 juillet à Rungis, soit +12% /2025 et +33% /2024. La **bavette de flanchet** était à 12,70 €/kg (+14% /2025 et + 52% /2024).

Prix des entrecôtes origine UE à Rungis

Source : GEB-Idele d'après RNM FranceAgriMer, muscles semi-parés sous vide, vache



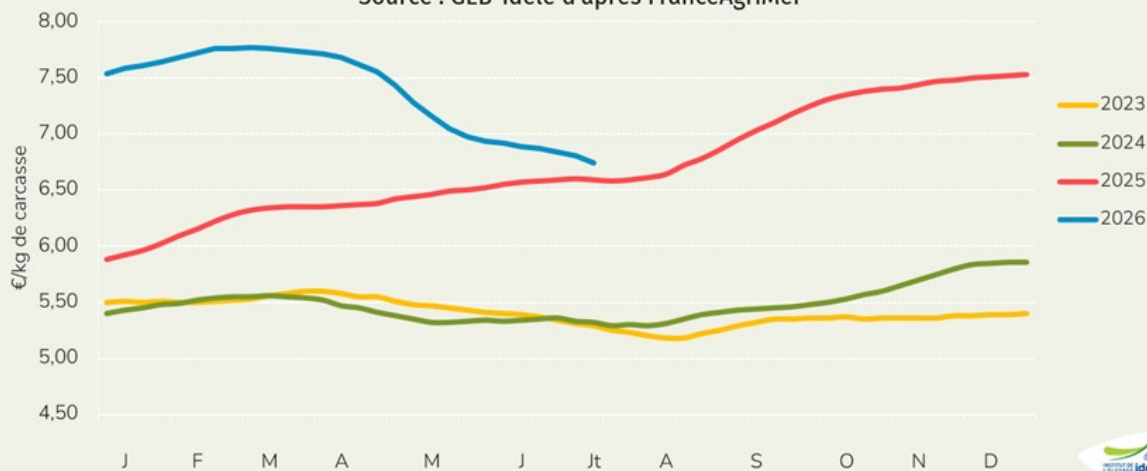
L'**entrecôte** origine UE était à 19,30 €/kg (+4% /2025 et +28% /2024) et le **faux filet** à 15,30 €/kg (+5% /2025 et +30% /2024).

Les cours des jeunes bovins pâtissent de la vague de chaleur en Europe

Les **cotations des jeunes bovins** finis semblaient se stabiliser le mois dernier après avoir décroché courant avril. Mais les cours se sont de nouveau infléchis début juillet sous l'effet d'un marché européen figé par la canicule (lire l'article sur les jeunes bovins en Europe). Les températures plus fraîches annoncées pour la fin du mois de juillet tant en Allemagne qu'en Italie pourraient aider les cours à se stabiliser.

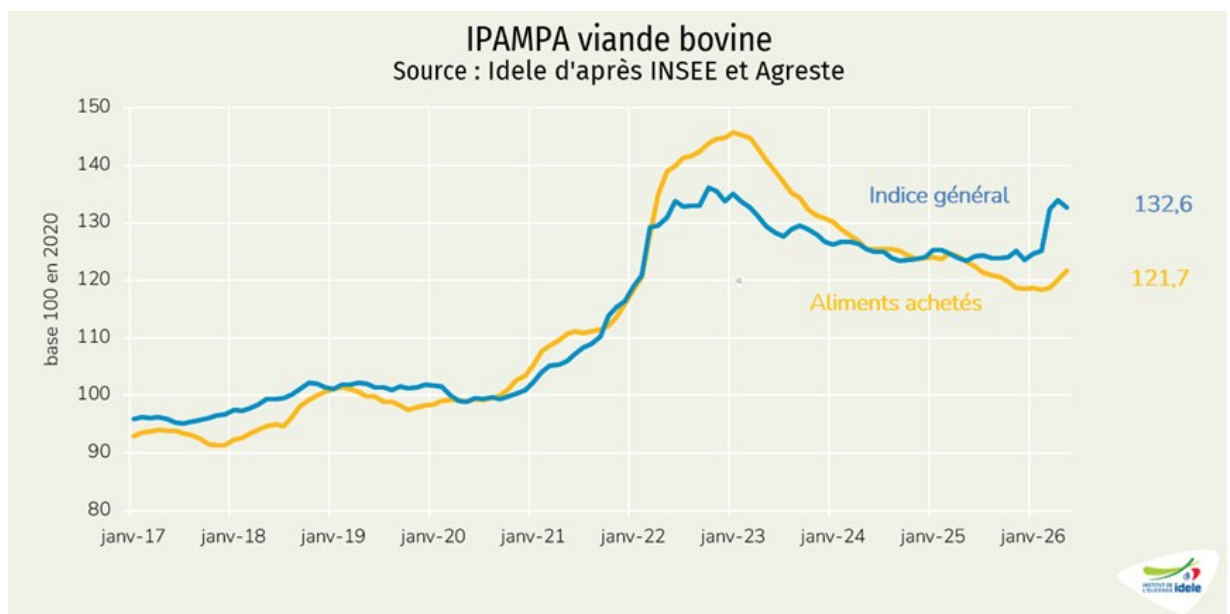
Cotation du jeune bovin U en France

Source : GEB-idele d'après FranceAgriMer



L'IPAMPA en hausse sur un an

L'**IPAMPA viande bovine** (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles) **est à la hausse depuis le mois de mars**. En mai, il était à l'indice 132,6 (+7,5% / mai 2025). La flambée des postes énergie et lubrifiants (+54% /2025) et engrais et amendements (+20%) déclenchée par le conflit au Moyen-Orient explique l'essentiel de la hausse. Le 9 juillet, le gouvernement a annoncé une aide exceptionnelle à l'achat d'engrais, pour 50% de la consommation de l'année 2025. Mais le seuil minimal de demande fixé à 750 € empêchera la plupart des éleveurs spécialisés de souscrire à cette aide.



À noter, l'IPAMPA ne couvre pas l'ensemble des charges des exploitations. D'autres charges comme les coûts salariaux ou les coûts des travaux par tiers, qui ne sont pas prises en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à 2024. Compte tenu de l'inflation de plus de 2% constatée en mai, le SMIC a été revalorisé automatiquement de 2,42% à partir du 1er juin.

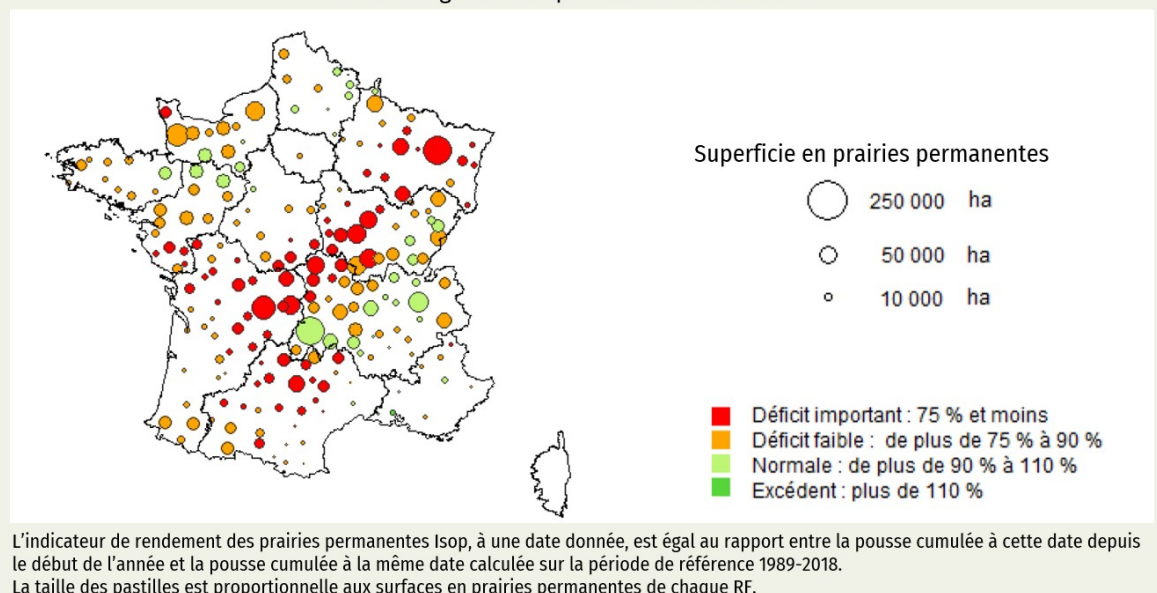
La canicule a mis la pousse de l'herbe à l'arrêt

Alors que la pousse de l'herbe avait été relativement dynamique au printemps, **la deuxième vague de canicule démarrée le 20 juin l'a stoppée net et la troisième vague du 10 juillet a fini de griller les prairies**. Les éleveurs ont été contraints d'affourager au champ très tôt dans la saison et de puiser dans les stocks constitués au printemps.

D'après le tableau de bord ISOP d'Agreste sur les prairies permanentes, **le cumul de pousse au 10 juillet affichait une chute de 20%** par rapport à la période de référence 1989-2018 alors même que la pousse avait été supérieure à la normale au printemps. Les bassins limousin, charolais et rustique sont particulièrement impactés, de même que le Grand-Est et la Vendée.

Indicateur de rendement des prairies permanentes, par région fourragère, au 10 juillet 2026

Source : Agreste – Isop – Météo-France – INRAE

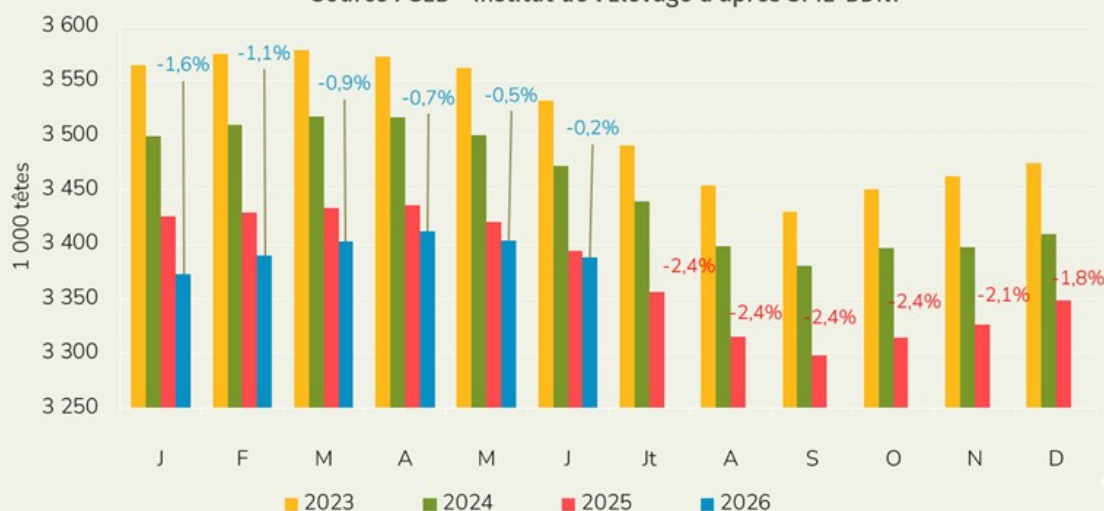


Ralentissement de la décapitalisation

La baisse conséquente des abattages de femelles de type viande depuis plusieurs mois conduit à un **ralentissement de la décapitalisation**, voire un début de stabilisation.

Vaches allaitantes présentes au 1^{er} du mois

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI

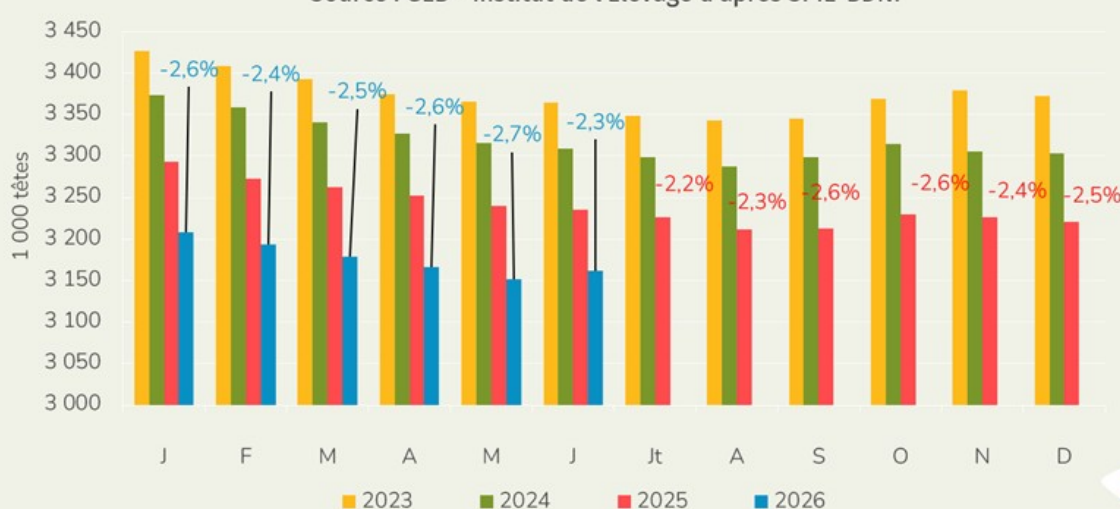


Au 1^{er} juin, la ferme France comptait **3,388 millions de vaches allaitantes, soit -0,2% /2025**. Rappelons qu'elle en comptait 4,076 millions au 1^{er} juin 2016, soit 688 000 de plus. La baisse de cheptel se chiffre donc à 17%.

Le cheptel de **vaches laitières a lui aussi ralenti sa baisse** au 1^{er} juin. Les entrées de génisses ont été plus importantes en mai du fait d'un rattrapage de naissances après le creux d'avril lié au passage de la FCO3 dans l'Ouest de la France l'été dernier (voir l'article sur les veaux laitiers). Au 1^{er} juin, la France comptait **3,162 millions de vaches laitières, soit -2,3% /2025** et -15% /2016.

Vaches laitières présentes au 1^{er} du mois

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI



Des abattages toujours restreints

D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, **le nombre de gros bovins abattus était en recul de 11% /2025** sur les semaines 25 à 28 (entre le 15 juin et le 12 juillet).

Le repli atteignait **15% pour les vaches de type viande** et **12% pour les génisses de type viande**, ce qui devrait conduire à une poursuite de la stabilisation du cheptel allaitant, à conditions que les disponibilités en fourrages soient suffisantes.

Les abattages de **vaches laitières**, qui avaient été plutôt dynamiques au printemps, affichaient également une forte **baisse** sur ces mêmes semaines 25 à 28 : **-11%**.

Les abattages de **jeunes bovins de type viande et croisés lait-viande** étaient en **baisse de 7%** et ceux de **jeunes bovins laitiers** de **9%**.

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

Peu d'offre mais marchés peu dynamiques

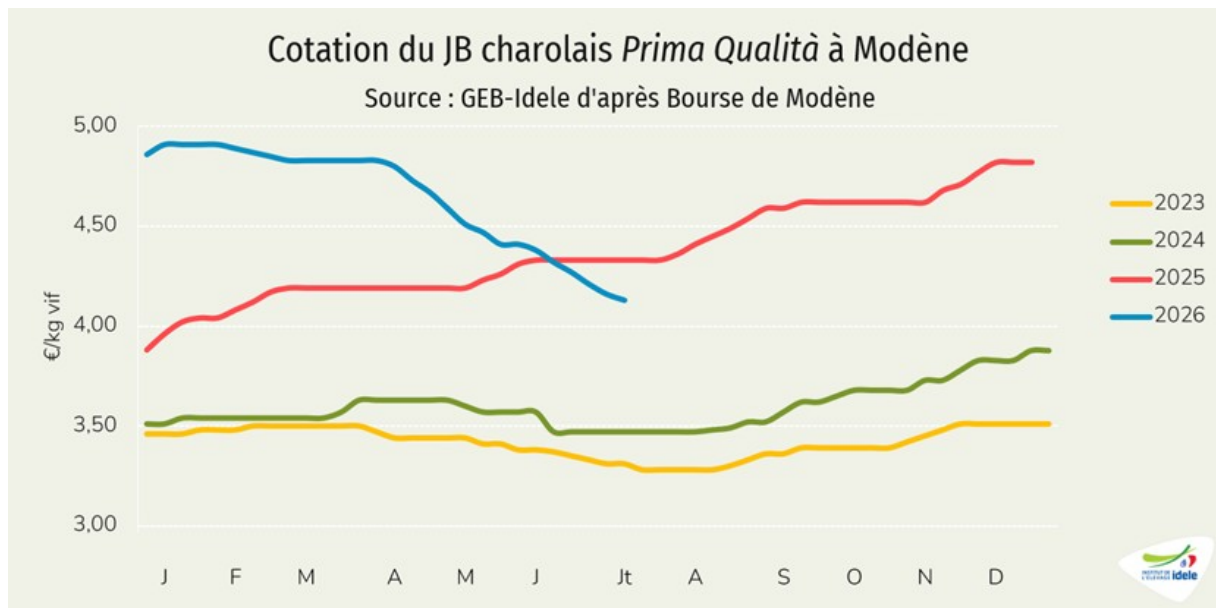
Dernière révision le 21 juillet 2026

L'offre de jeunes bovins est en baisse en Europe dans le sillage de la baisse des cheptels. Mais la demande patine, les achats des consommateurs restant dans une tendance baissière, face à la contrainte budgétaire et aux

fortes chaleurs.

Coup de chaud sur la demande en Italie

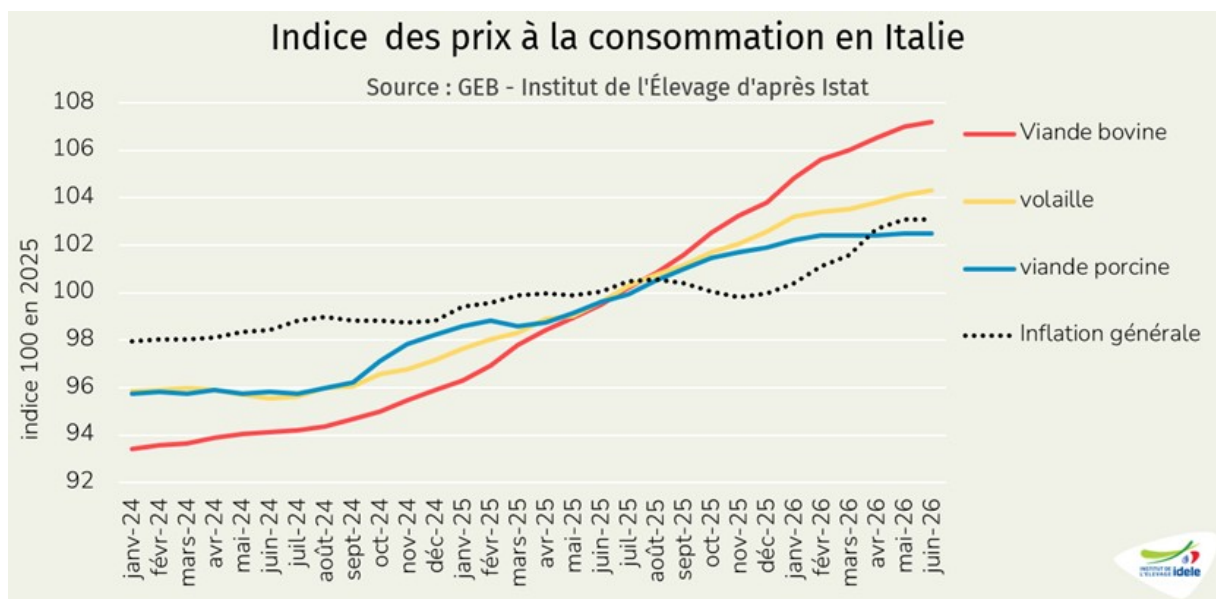
En Italie, la demande de ce début d'été a pâti des vagues de chaleur. L'offre à sortir reste très limitée par rapport aux années précédentes, face à une demande atone. Les prix des jeunes bovins mâles finis sont restés orientés à la baisse jusqu'en semaine 28. Les mâles charolais ont accusé le plus fort repli, passant sous leur cours de l'an dernier. Les cotations des mâles limousins et des femelles restaient supérieures à leurs niveaux de 2025.



En semaine 28 à Modène, le **jeune bovins charolais *Prima Qualità*** cotait **4,13 €/kg vif** (-5% /2025 mais toujours +19% /2024). Le **mâle limousin *Extra* de 600-650 kg** cotait **4,72 €/kg vif** (+3% / 2025 et + 25% /2024). Les femelles ont mieux résisté, mais les **Charolaises** ont fini par dévisser, à **4,59 €/kg vif** en semaine 28 (+9% /2025 et +30% /2024). Les **Limousines** occupent toujours le créneau haut de gamme, avec une cotation imperturbable, à **5,16 €/kg vif** en semaine 28 (+13% /2025 et +37% /2024).

Au 1^{er} semestre, le panel **d'achat des ménages Nielsen** a enregistré une **baisse de 6,2%** sur un an des volumes de viande bovine achetés par les familles italiennes. Les dépenses étaient toutefois en hausse de 4,5% du fait de prix plus élevés. Un transfert entre viandes est constaté, les ménages italiens ont acheté davantage de viande de porc (+6,0% en volume et +5,3% en valeur) et de volaille (+3,3% en volume et +7,8% en valeur).

La viande bovine est la viande dont le **prix à la consommation a le plus augmenté ces derniers mois**, une hausse qui s'est faite dans le sillage des prix à la production. En juin, la hausse de prix sur un an se chiffrait à 7,7% pour la viande bovine contre 2,9% pour le porc et 4,7% pour la volaille. L'inflation générale quant à elle était de 3,0% sur un an en juin.

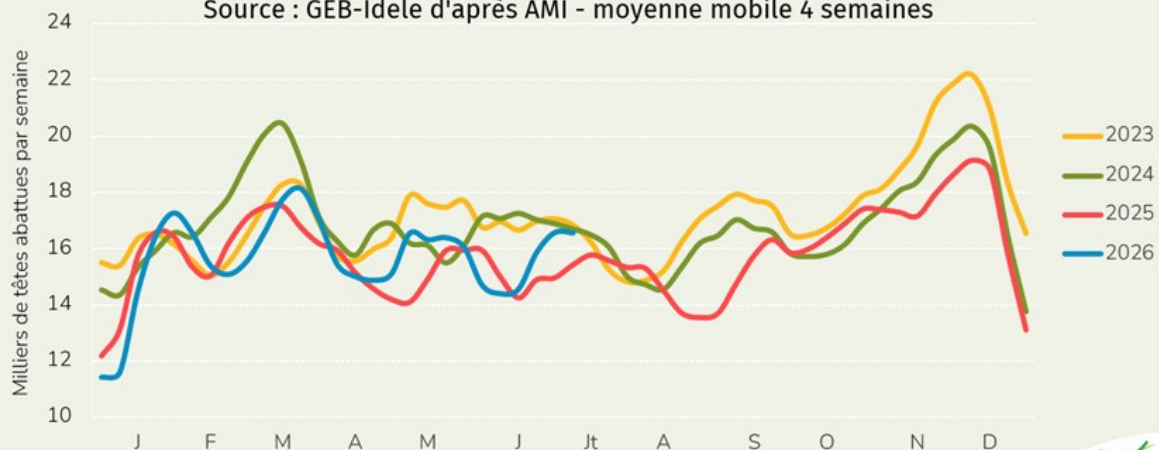


En Allemagne, la hausse ponctuelle des sorties pèse sur les prix

En Allemagne, les sorties de jeunes bovins ont été dynamiques en juin, ce qui a interrompu la remontée des cours.

Abattages hebdomadaires de jeunes bovins en Allemagne

Source : GEB-Idele d'après AMI - moyenne mobile 4 semaines

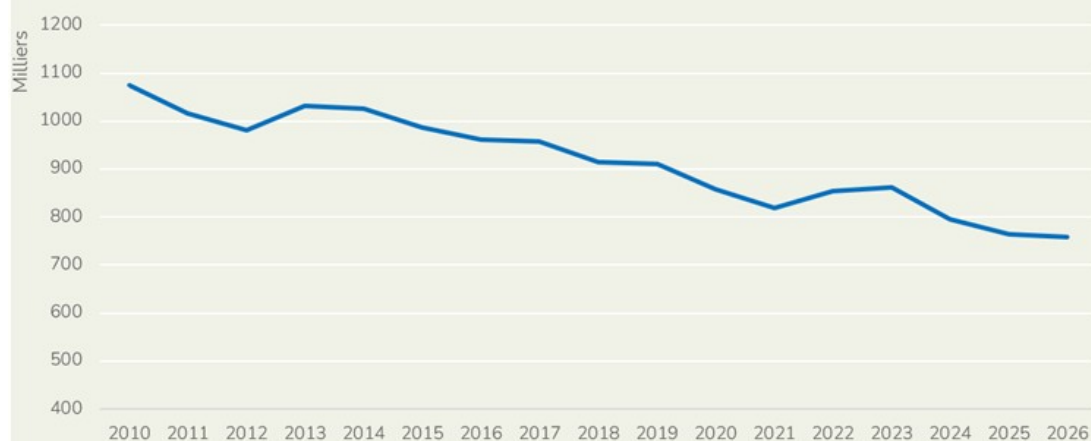


Sur les semaines 25 à 28, les abattages de jeunes bovins ont enregistré une hausse de 9% /2025 d'après l'indicateur hebdomadaire d'AMI. Ils restaient toutefois 2% sous leur niveau de 2024.

D'après l'enquête cheptel de mai, **les effectifs de jeunes bovins à l'engraissement en Allemagne restent très modérés, à 759 000 têtes, soit -0,6%/2025 et -4,5% /2024**. L'accélération ponctuelle des sorties constatée au mois de juin ne devrait donc pas se prolonger. D'ailleurs, les observateurs du marché allemand évoquent déjà une nouvelle phase de réduction de l'offre à partir de mi-juillet.

Effectif de mâles de un à deux ans en Allemagne, enquête de mai

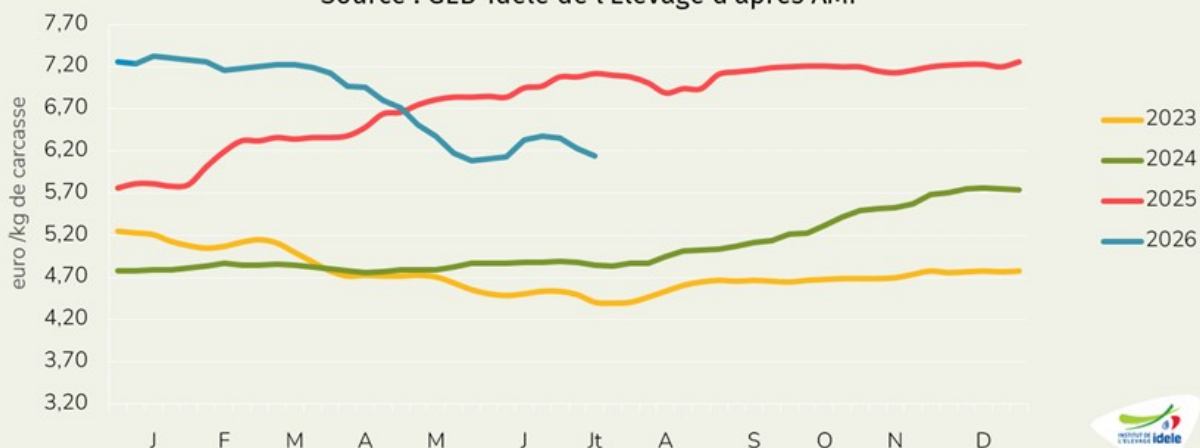
Source : GEB-Idele d'après Destatis



Alors qu'ils avaient amorcé une remontée début juin, **les prix des jeunes bovins sont repartis à la baisse**, sous le poids de l'accélération ponctuelle des sorties.

Cotation du JB R en Allemagne

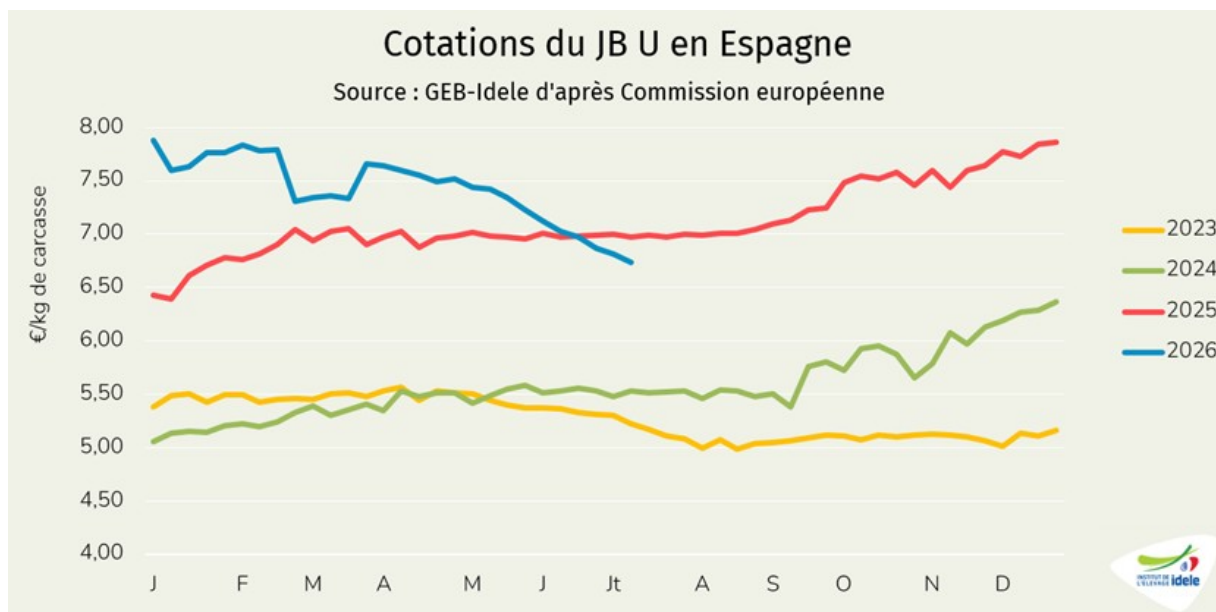
Source : GEB-Idele de l'Élevage d'après AMI



A **6,14 €/kg de carcasse en semaine 28** (-14%), la cotation du **jeune bovin R** est passée sous son cours de 2025 début mai, mais est toujours largement au-dessus de celui de 2024 (+27%).

En Espagne, les prix des jeunes bovins réajustés à la baisse

Les prix des jeunes bovins en Espagne sont sous la pression d'un marché national poussif et d'une demande européenne limitée. Les **fortes chaleurs** constatées sur l'ensemble du continent restreignent la demande. Après le ramadan et l'Aïd, pics de demande annuels dans les pays du Maghreb, les opérateurs espagnols comptaient sur le marché européen pour prendre le relai. Mais les concurrences allemande et polonaise ont entraîné un réajustement de leurs prix.



La cotation espagnole du **jeune bovin U** a perdu 29 centimes en quatre semaines pour retomber au niveau de la cotation française, à **6,73 €/kg de carcasse en semaine 28**.

Les opérateurs espagnols estiment que les baisses de prix des dernières semaines leur permettent des regains de compétitivité sur le marché européen. Ils comptent à présent sur le démarrage de la saison touristique en Grèce et au Portugal pour redynamiser leurs ventes. Par ailleurs, des bateaux de jeunes bovins finis sont en cours de remplissage pour des exports vers les pays méditerranéens.

Une météo plus propice à la consommation jusqu'à la fin du mois de juillet

Les prévisions météo en Europe affichent pour la fin du mois des températures inférieures à ce qu'on a connu sur la première quinzaine de juillet, dans l'ensemble des pays clients de la France (Allemagne, Italie, Grèce, Belgique). Ceci pourrait conduire à une **reprise de la demande après des semaines difficiles**.

Viandes bovines » Femelles » France »

Quasi-stabilité de la consommation apparente de viande bovine en France

Dernière révision le 21 juillet 2026

La consommation apparente de viande bovine et de veau sur les cinq premiers mois de l'année 2026 était en léger retrait. Le recul des exportations s'est accentué en mai. Pour la première fois depuis janvier, l'inflation sur le bœuf et le veau est passée sous la barre des 10% en juin.

La consommation apparente presque inchangée en France

Le disponible consommable de bœuf et de veau sur les cinq premiers mois de 2026 a totalisé 580 000 téc (-0,6% /2025). Sur cinq mois, la production de viande bovine recule peu, de 2% /2025, celle de viande de veau plus nettement, de 8% /2025. Les exportations de viande bovine ont reculé de 16% sur janvier-mai 2026, comparées à 2025, permettant de conserver un peu plus de viande en France pour la consommation domestique, tandis que les importations de viande s'érodaient de 2% sur la même période.

Attention, ce calcul ne tient pas compte des variations de stocks de viande en abattoir qui peuvent influencer sur les volumes d'un mois sur l'autre ou sur de plus longues périodes.

Consommation apparente de viandes bovines en France, calculée par bilan

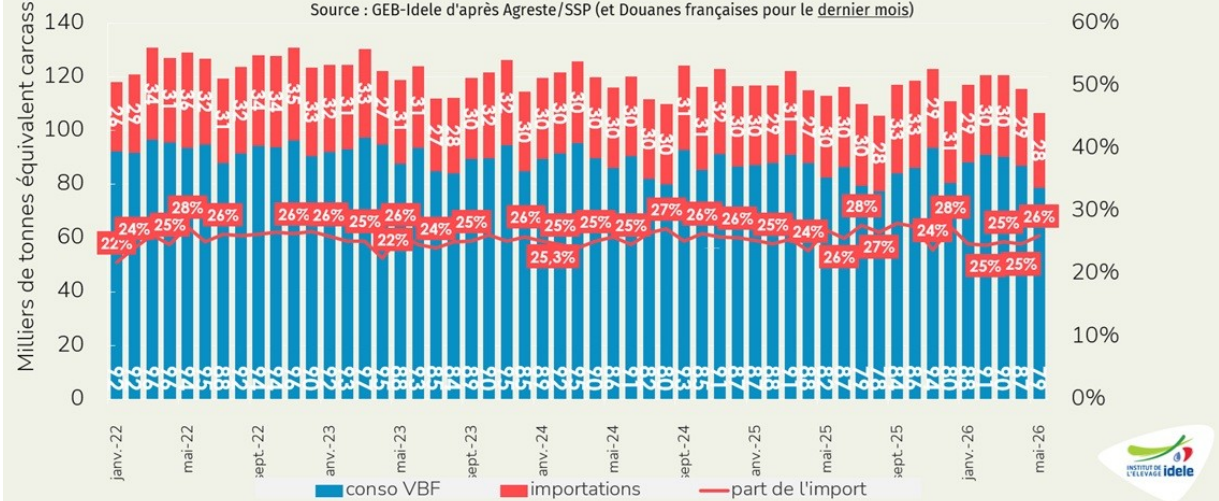
Source : GEB-Idele d'après SSP (et Douanes pour le dernier mois affiché)



Le part de viande d'import dans la consommation apparente (hors stocks) reste stable, à 25%, comme sur les cinq premiers mois de 2025.

Consommation apparente de viandes bovines : viande française et viande importée

Source : GEB-Idele d'après Agreste/SSP (et Douanes françaises pour le dernier mois)



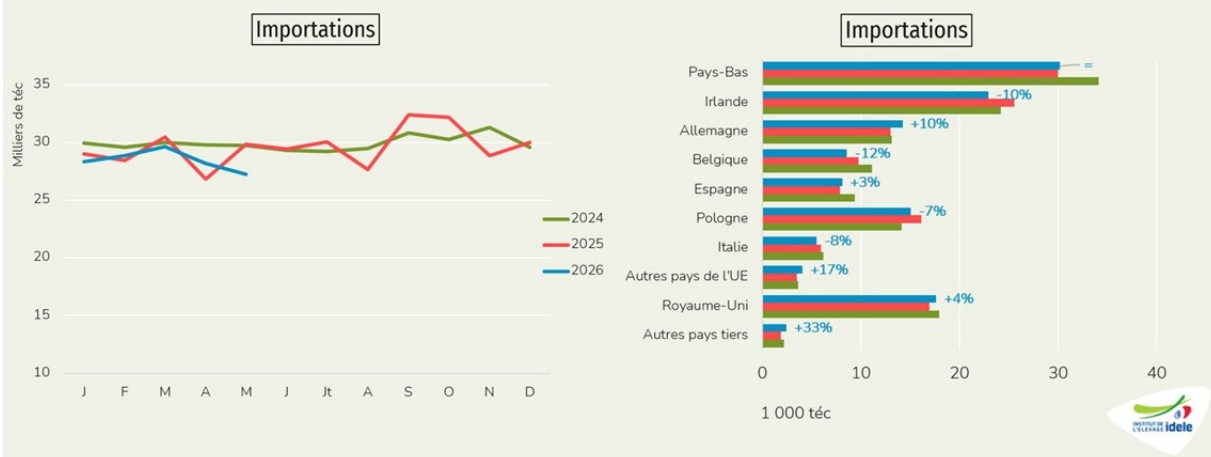
Depuis le Brexit début 2021, les statistiques douanières sont perturbées par la nouvelle organisation des opérateurs. Plusieurs exportateurs britanniques font dédouaner leurs viandes en France avant de les réexpédier vers les Pays-Bas, afin de faciliter les procédures de dédouanement. Ces effets ne sont pas déduits ici.

Les importations de viande s'effritent en 2026

Les importations de viande bovine réfrigérée, congelée et transformée se montaient à 142 000 téc sur les cinq premiers mois de l'année 2026, en léger recul de 2% /2025 (-2 000 téc). En mai, les importations ont reculé assez nettement de 9% (-2 500 téc) à 27 000 téc, avec toujours des volumes importants d'Allemagne et un net recul d'Irlande, en lien avec les dynamiques d'abattages de vaches dans les deux pays.

Importations françaises de viande bovine* et provenances (5 mois)

*viande réfrigérée, congelée et transformée
Source : GEB-Idele d'après Douanes françaises



Sur les cinq premiers mois de l'année, les importations françaises sont restées stables en provenance des Pays-Bas, premier fournisseur, à 30 000 têtes.

Nos importations ont progressé depuis les pays suivants :

- le **Royaume-Uni (+4% /2025, +700 têtes)** à 17 500 têtes, sans que ces volumes supplémentaires ne provoquent de hausse de nos envois vers les Pays-Bas comme cela a pu être le cas par le passé,
- l'**Allemagne (+10% /2025 ou +1 000 têtes)** à 14 000 têtes, la viande de réforme allemande étant attirée par le différentiel de prix intéressant en France,
- l'**Espagne (+3%, +200 têtes)** à 8 000 têtes, par comparaison avec le début de l'année 2025, où l'Espagne exportait beaucoup vers d'autres pays de l'UE et vers les rives sud et est de la Méditerranée,
- et depuis d'autres pays tiers **(+33%, +600 têtes)**, à 2 500 têtes, **surtout de la viande uruguayenne** (1 300 têtes, +84% /2025) et **brésilienne** (500 têtes +26% /2025) un peu moins d'argentine (200 têtes, -40% /2025).

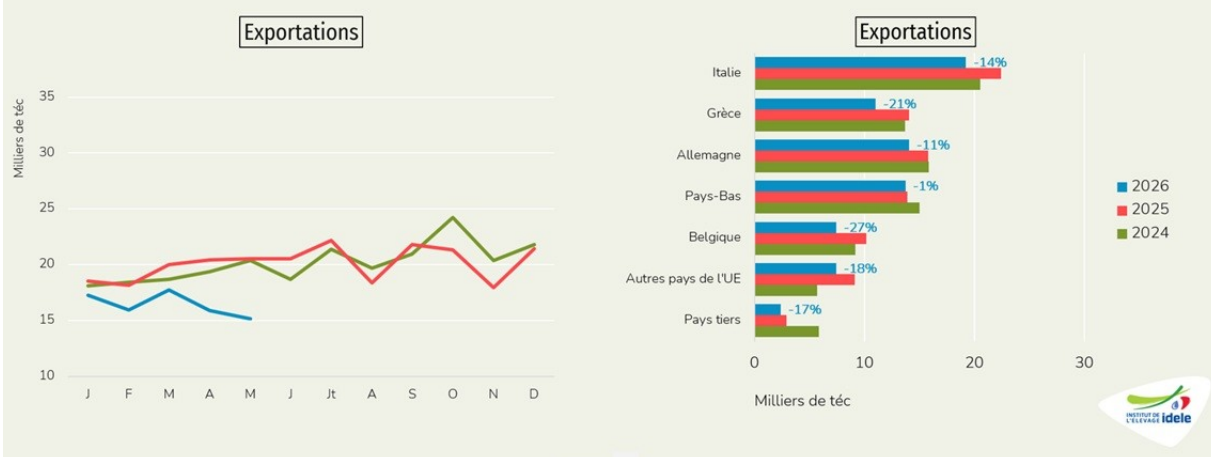
Plus fort revers pour nos exportations de viande en mai

En mai 2026, les exportations de viande bovine française sont particulièrement affectées, avec un recul de **26% /2025** (-5 500 têtes), à 15 000 têtes, après une baisse de 22% sur un an en avril et de 11% en mars. Les exportations ont ainsi reculé de 25 à 26% vers l'Italie, l'Allemagne et la Grèce, de 43% vers la Belgique et de 20% vers les autres destinations en UE. En mai, les abattages de bovins avaient reculé de 10% en têtes, dont -7% pour les jeunes bovins viande, réduisant le potentiel exportable.

En cumulé sur les cinq premiers mois de l'année, les expéditions françaises de viande bovine se montent à **82 000 têtes, -16% /2025 et -14% /2024**.

Exportations françaises de viande bovine* et destinations (5 mois)

*viande réfrigérée, congelée et transformée
Source : GEB-Idele d'après Douanes françaises



En cumulé de janvier à mai 2026, les exportations françaises de viande bovine ont reculé vers toutes les destinations :

- vers l'**Italie (-14% ou -3 000 têtes par rapport au bon début d'année 2025)**, à 19 000 têtes, et encore -7% /2024,
- vers l'**Allemagne (-11% /2025, -1 500 têtes)** à 14 000 têtes,

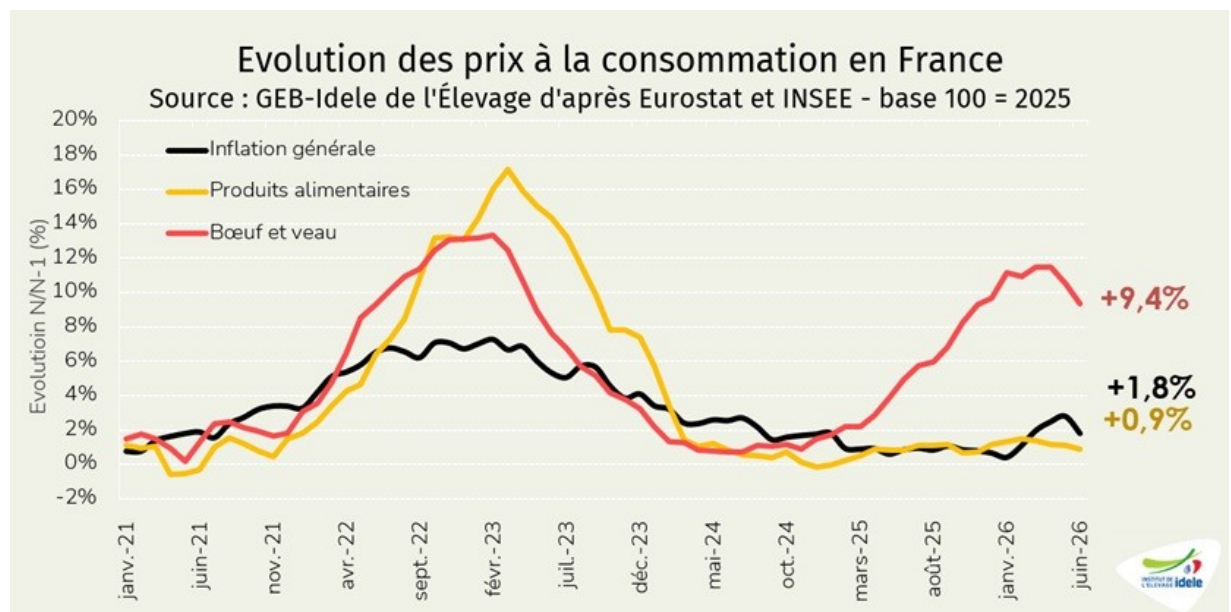
- **vers la Grèce (-21% /2025, -3 000 téc)** à 11 000 téc, du fait d'une inflation à deux chiffres qui touche le bœuf en Grèce depuis mi-2025,
- **vers la Belgique (-27% /2025)** à 7 500 téc,
- **vers les autres pays de l'UE (-18% /2025)** à 7 500 téc, notamment vers le Portugal (1 500 téc, soit -43% /2025),
- **vers les pays tiers (-17% /2025)** à 2 500 téc, principalement vers le Royaume-Uni et la Suisse.

Les envois français de viande bovine étaient quasi-stables vers les Pays-Bas (-1% ou -150 téc) entre janvier et mai 2026, à 13 500 téc.

En effet, les échanges sont affectés par des flux « parasites » avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas depuis la mise en œuvre du Brexit. Des opérateurs britanniques font dédouaner des viandes britanniques en France, avant réexportation ensuite vers les Pays-Bas. Ces flux ne sont pas retranchés des chiffres ci-dessus.

L'inflation sur le prix du bœuf reflue en juin

En juin selon l'INSEE, l'inflation générale sur les prix en France était de **1,8% sur un an (contre 2,4% un mois plus tôt)**. Les prix des produits pétroliers ont moins augmenté sur un an en juin, qu'en mai (+11% sur un an, après +17%) avec une période de reflux du prix du pétrole, ce qui a ralenti l'inflation. L'alimentaire a de nouveau nettement ralenti son rythme de hausse, à 0,9% en juin contre 1,1% le mois précédent. L'alimentaire frais augmentait aussi moins vite (+2,8% sur un an contre +3,4% un mois plus tôt). **Pour la première fois depuis janvier 2026, le prix du bœuf et du veau progressait de moins de 10%**, précisément de 9,4% sur un an.



Viandes bovines » Femelles » Europe »

Évolution divergente du prix des femelles

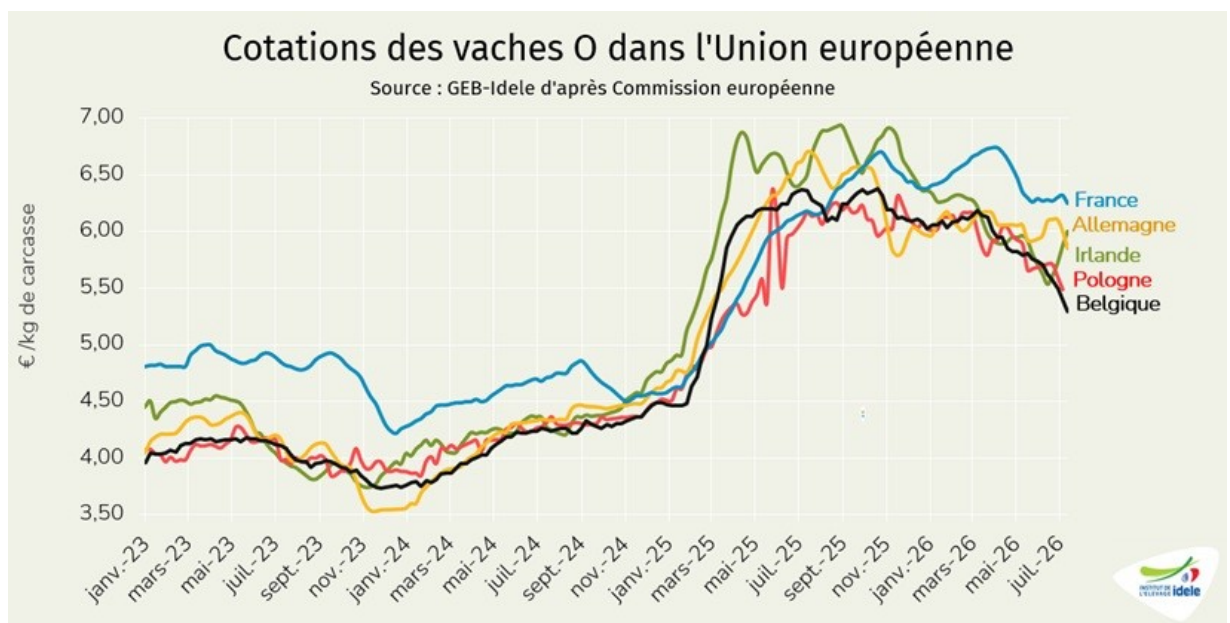
Dernière révision le 21 juillet 2026

Les prix des vaches laitières de réforme sont de nouveau plutôt à la baisse en Union européenne, sauf en France et en Irlande. Les réformes sont plus nombreuses en Allemagne actuellement, mais toujours très faibles en Irlande.

Le prix des vaches plutôt baissier

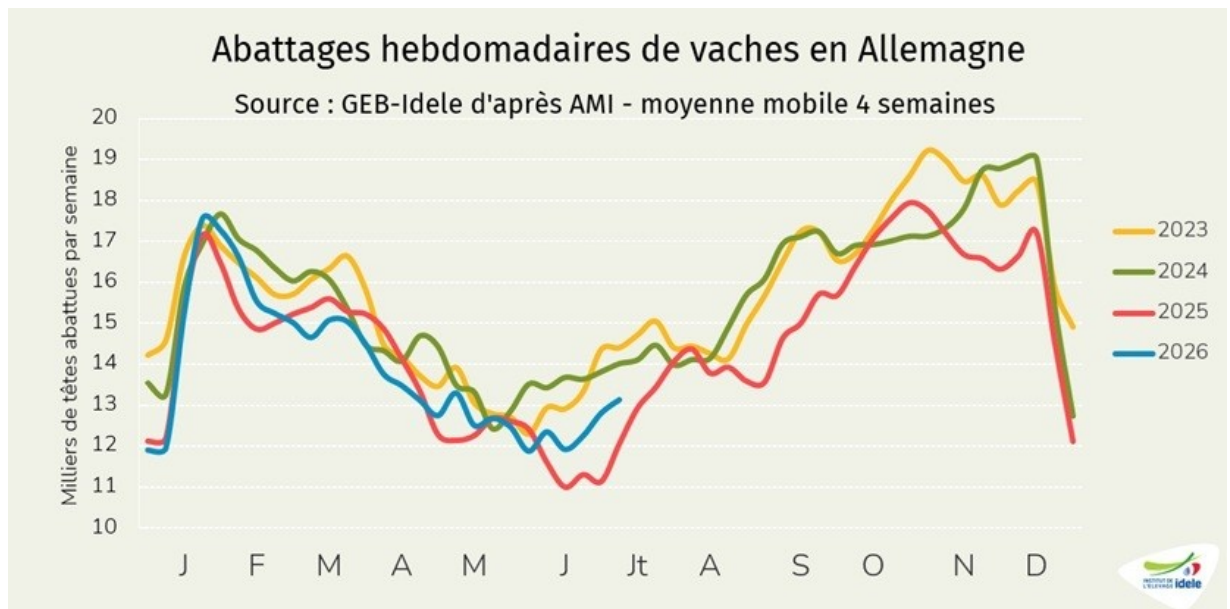
De mi-juin à mi-juillet (semaines 25 à 28), les cotations des vaches ont plutôt reculé en UE, à l'exception de la France, quasi stable, et de l'Irlande, en hausse :

- **La cotation française est quasiment inchangée en semaine 28, à 6,28 €/kg éc (-3 centimes en quatre semaines, -0,5% /2025)**, encore un peu au-dessus du haut niveau 2025 (+1%) ce qui n'est déjà plus le cas ailleurs en Europe. Elle reste comme à l'accoutumée, au-dessus des autres valeurs en UE.
- **La vache O polonaise valait 5,49 €/kg éc, en semaine 27** (pas de valeur en semaine 28), perdant 20 centimes en quatre semaines, soit -10% /2025, mais un niveau encore très élevé par rapport à il y a deux ans : +28% /2024. Les cours reculaient également en Belgique et en Allemagne.
- **À l'opposé, la vache O irlandaise, après avoir perdu 43 centimes de mi-mai à mi-juin, les a regagnés (+47 centimes entre s25 et s28)**, retrouvant le niveau de 6,00 €/kg éc en semaine 28 (-8% /2025 mais toujours +40% /2024).



Un peu plus d'abattages en Allemagne, prix en baisse

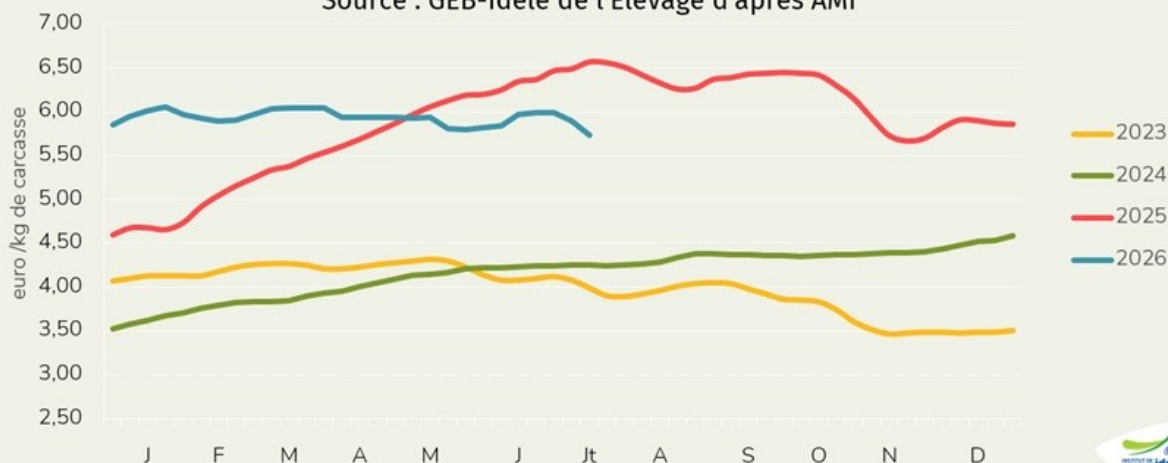
En Allemagne, le rythme des réformes est plus élevé que l'an passé à pareille époque, alors ralenti par la très bonne conjoncture laitière de mi-2025. Les abattages de vaches ont progressé de 9% /2025 sur les semaines 25 à 28.



Cette petite reprise des abattages a suffi à effriter le prix de la vache O allemande de 24 centimes en quatre semaines, à 5,73 €/kg éc en semaine 28, 13% sous son niveau de 2025 mais toujours bien au-dessus de 2024 (+35%). **La consommation apparente a reculé de 4% /2025 au premier quadrimestre 2026**, malgré des abattages stables. Ceci a accru le disponible exportable. L'Allemagne a ainsi augmenté de 11% ses exportations de viande bovine sur les quatre premiers mois de l'année.

Cotation de la vache O en Allemagne

Source : GEB-Idele de l'Élevage d'après AMI



Les abattages irlandais de laitières restent bas

En Irlande, les abattages de vaches restaient faibles entre les semaines 25 et 28 (-1% par rapport au bas niveau 2025 et -31% /2024), selon le ministère de l'Agriculture irlandais.

Abattages hebdomadaires de vaches en Irlande

Source : GEB-Idele d'après ministère irlandais de l'Agriculture - Moyenne mobile 4 semaines



Ces abattages contenus soutiennent les prix. La cotation de la vache O irlandaise a regagné 47 centimes entre les semaines 25 et 28. Il atteignait 6,00 €/kg éc, certes à -8% /2025 mais encore +40% comparé à il y a deux ans.

Cotation de la vache O en Irlande

Source : GEB-Idele d'après Commission européenne



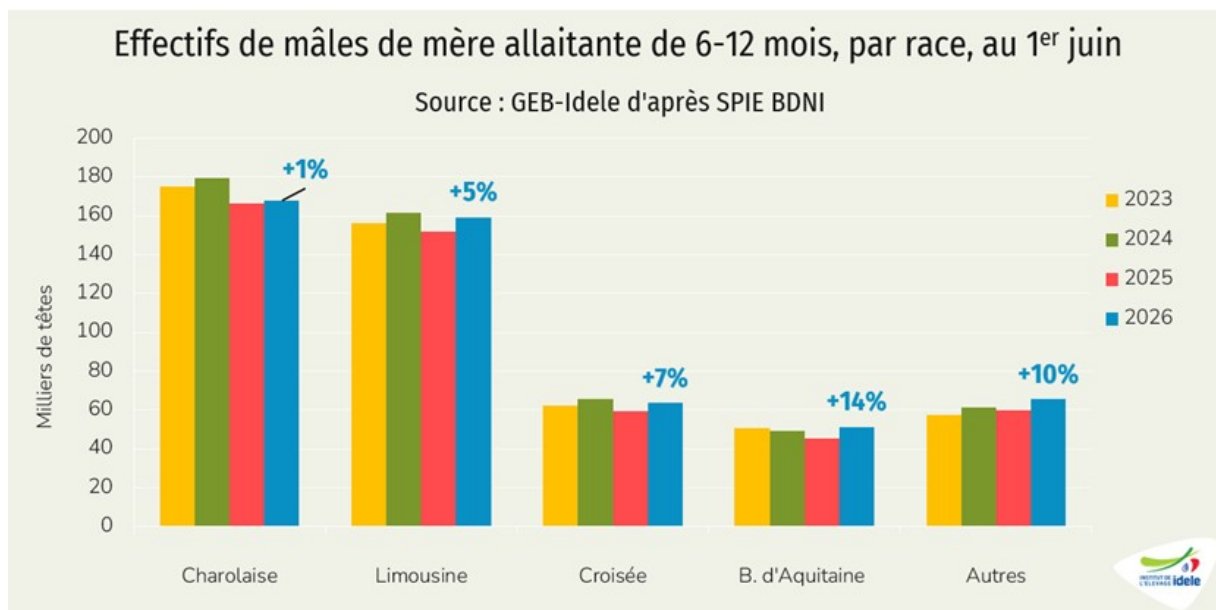
Viandes bovines » Maigre »

Retour à des disponibilités habituelles

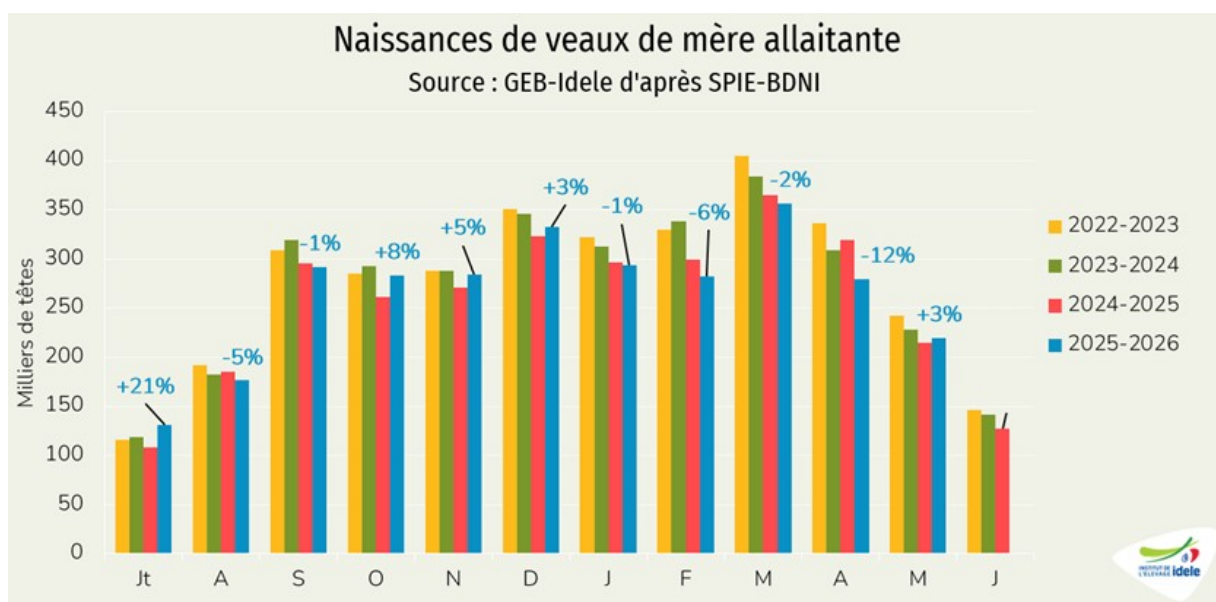
Le rattrapage des naissances à l'automne 2025, par rapport à un deuxième semestre 2024 perturbé par les maladies vectorielles, a conduit à des disponibilités renforcées en broutards au 1^{er} juin.

Effectifs en hausse après une récupération des naissances d'automne

Les effectifs en ferme de mâles allaitants de plus de six mois étaient en hausse au 1^{er} juin, retrouvant des niveaux habituels après les passages de maladies vectorielles.



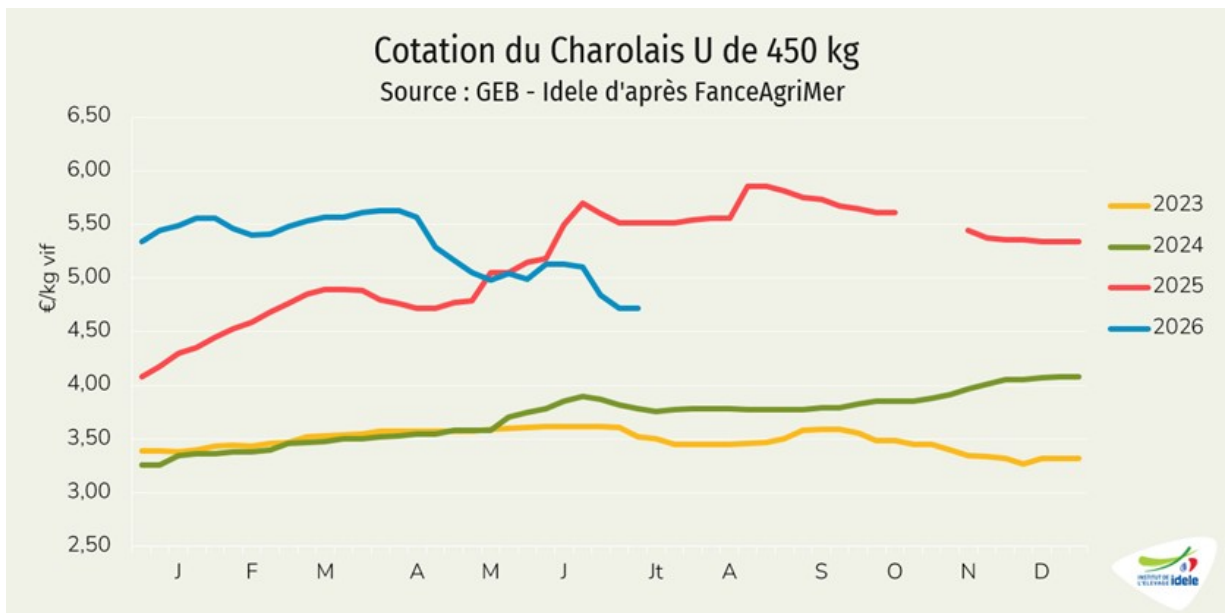
Au 1^{er} juin, **508 000 mâles de six à douze mois** (nés entre le 1^{er} juin 2025 et le 30 novembre 2025), soit une hausse de 5% /2025 et de 1% /2024. Les naissances plus dynamiques à l'automne, surtout en comparaison d'une fin d'année 2024 touchée par les maladies vectorielles, ont conduit à ce net rebond.



À l'inverse, les **effectifs des broutards de moins de six mois** (nés entre le 1^{er} décembre 2025 et le 31 mai 2026) étaient, avec 824 000 têtes, en baisse de 1% /2025, et même de 10% /2024 au 1^{er} juin, conséquence de vélages allaitants en recul de 4% /2025 (-62 000 têtes) sur les cinq premiers mois de l'année, malgré un mois de mai en hausse de 3% /2025.

Cours à nouveau en baisse

Après s'être stabilisés en mai et juin, les cours de la plupart des catégories de broutards étaient à nouveau en baisse début juillet.

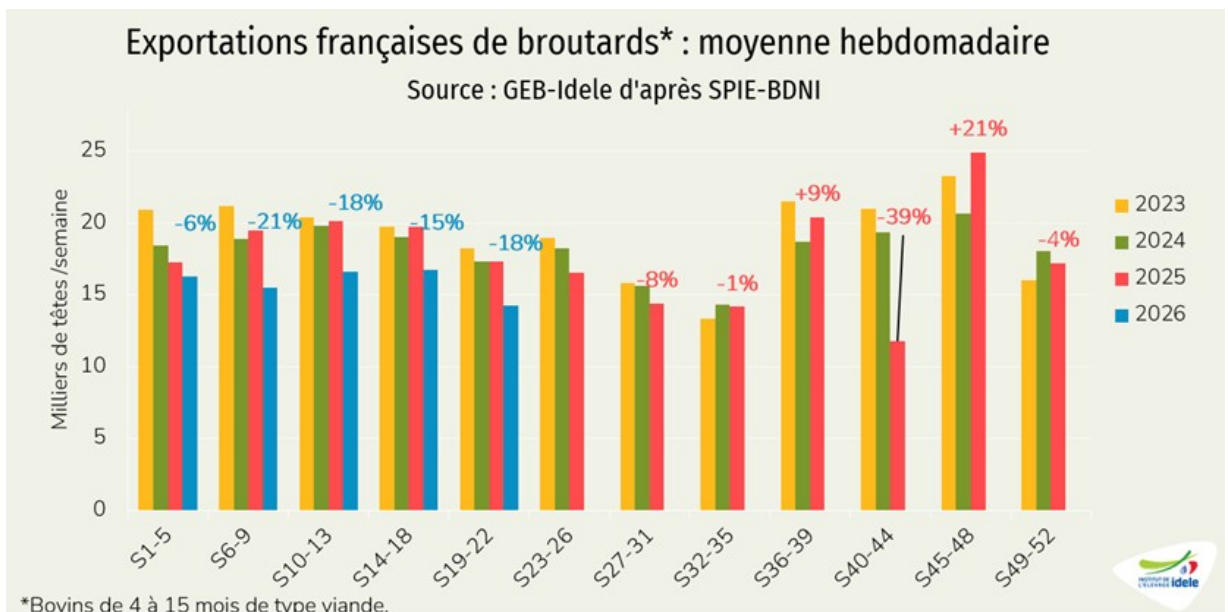


En semaine 28 :

- Le **Charolais U de 450 kg** cotait 4,72 €/kg vif, en recul de 41 centimes sur un mois, se stabilisant à présent,
- Le **Charolais U de 350 kg** cotait 5,13 €/kg vif (-38 centimes sur un mois), la baisse ralentissant cette semaine,
- Le **Limousin E de 350 kg** cotait 5,05 €/kg vif, en baisse de 65 centimes sur un mois,
- Le **Croisé R de 300 kg** cotait 5,20 €/kg vif, en recul de 50 centimes sur un mois,
- La **Limousine E de 270 kg** reculait à 5,15 €/kg vif (-25 centimes en un mois).

Baisse des exports en mai

Les exportations de broutards ont été en recul en mai, dans le sillage du début de l'année.



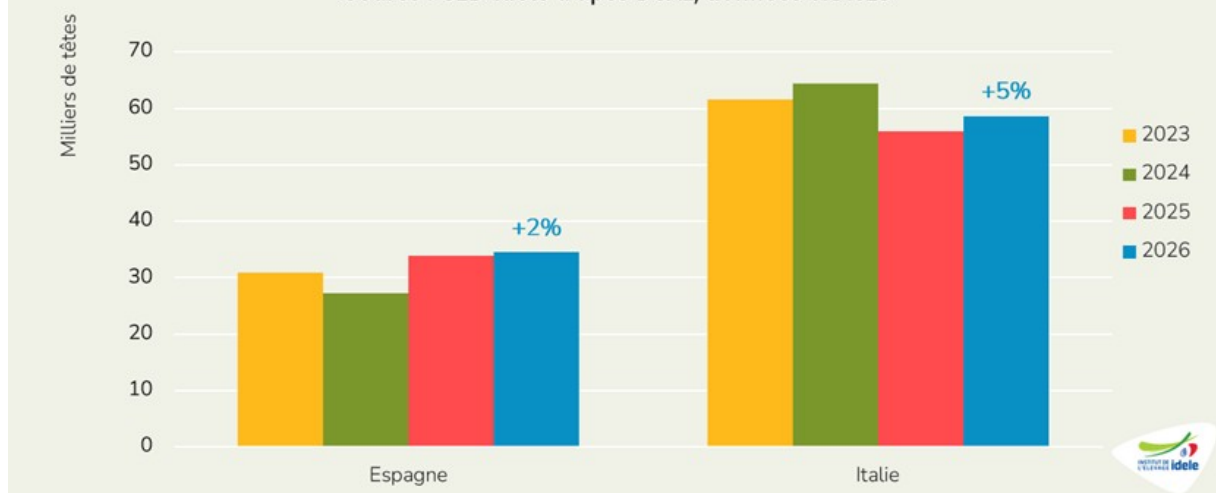
En mai (semaines 19 à 22), 57 000 broutards ont été exportés, en recul de 12 000 têtes /2025. En cumul sur 25 semaines, les exportations ont atteint 405 000 têtes (-13% /2025). L'Italie reste la destination de 80% des broutards exportés en mai.

Redressement des envois en début d'été

Sur les dernières semaines, les envois de bovins toutes races, âges et sexes confondus connaissent une hausse relative, la comparaison se faisant avec une année 2025 alors touchée par la DNC en Lombardie et dans une partie de la France.

Envois français de bovins vifs vers l'Espagne et l'Italie des semaines 25 à 28

Source : GEB-Idele d'après DGAL, données TRACES



Sur les semaines 25 à 28 (du 15 juin au 12 juillet), 93 000 bovins de tous types ont été exportés vers l'Espagne et l'Italie, en hausse de 4% /2025 et de 2% /2024.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

Ventes difficiles et cours en baisse dans toute l'Europe

Dernière révision le 21 juillet 2026

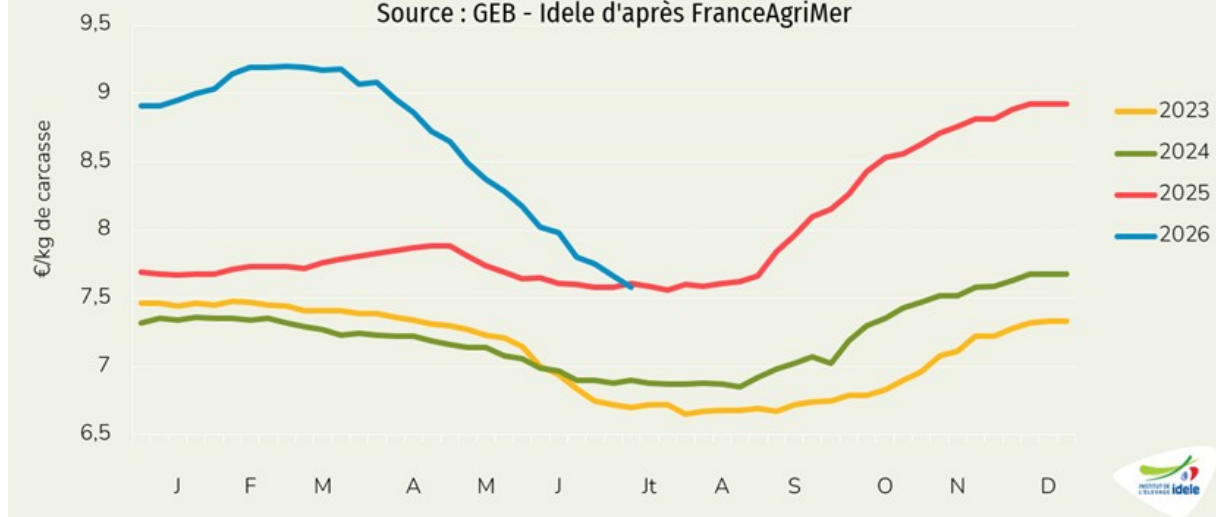
La consommation de viande de veau recule en Europe et tire les prix à la baisse, conduisant à des retards de sortie et à des poids carcasse record.

Prix toujours en baisse

Les épisodes caniculaires n'ont rien apporté à un commerce de viande de veau déjà difficile. En conséquence, les prix des veaux de boucherie ont connu un nouveau recul et sont passés en France sous leur niveau de 2025, ce qui avait déjà été le cas plus tôt aux Pays-Bas et en Italie.

Cotation du veau rosé clair O élevé en atelier

Source : GEB - Idele d'après FranceAgriMer



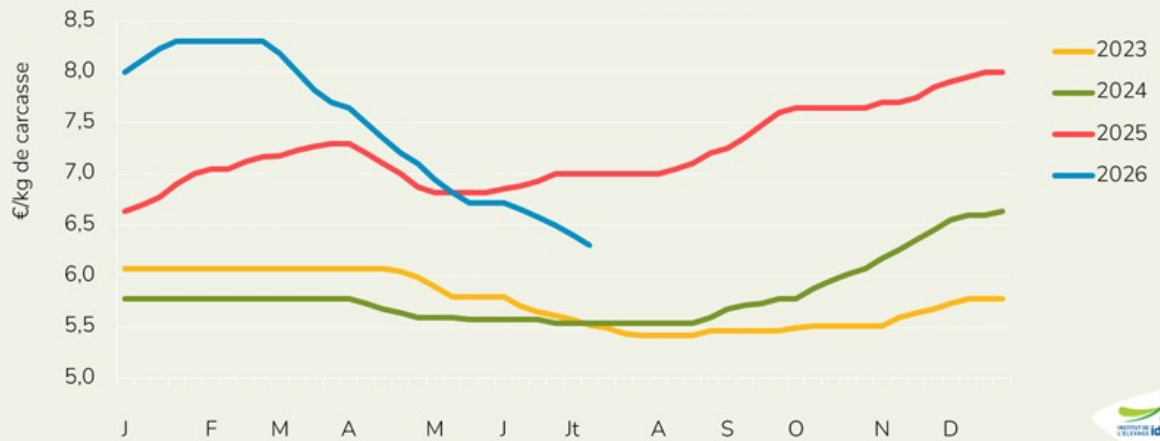
En semaine 28 :

- Le **veau de boucherie rosé clair O** perdait 40 centimes en un mois, à 7,58 €/kg de carcasse (-3 cts /2025, mais +68 cts/2024),
- Le **veau de boucherie rosé clair R** reculait de 44 centimes sur quatre semaines, à 8,15 €/kg de carcasse (+20 cts /2025 et +91 cts/2024),
- Le **veau sous la mère rosé clair U** cotait 11,40 €/kg de carcasse, en baisse de 38 centimes sur quatre semaines (+1,05 € /2025).

En Italie et aux Pays-Bas, la baisse se poursuivait au début de l'été, amenant l'écart de prix entrée abattoir entre les veaux français et européens à plus d'un euro.

Cotation du veau de boucherie pie-noir néerlandais

Source : GEB - Idele d'après De Kalverhouder



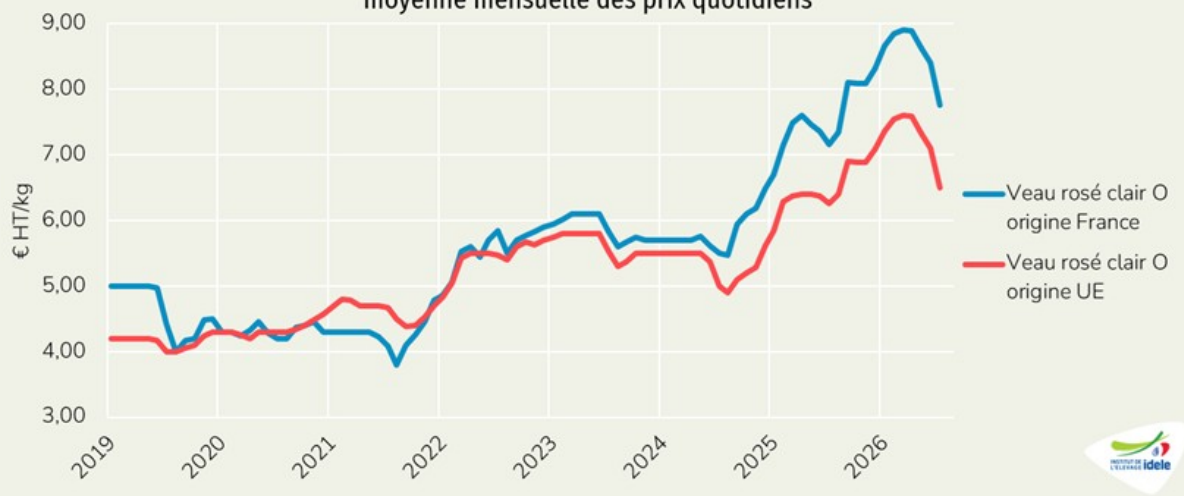
En semaine 28 :

- Le **veau de boucherie pie-noir néerlandais** reculait de 35 cts sur un mois, à 6,30 €/kg de carcasse (-70 cts /2025, mais +76 cts /2024),
- Le **veau de boucherie pie-noir italien** perdait 30 cts sur quatre semaines à Modène, s'établissant à 6,40 €/kg de carcasse (-80 cts/2025, mais +40 cts /2024).

L'écart de prix à la production se répercute sur les prix des carcasses vendues à Rungis.

Prix des carcasses de veaux à Rungis

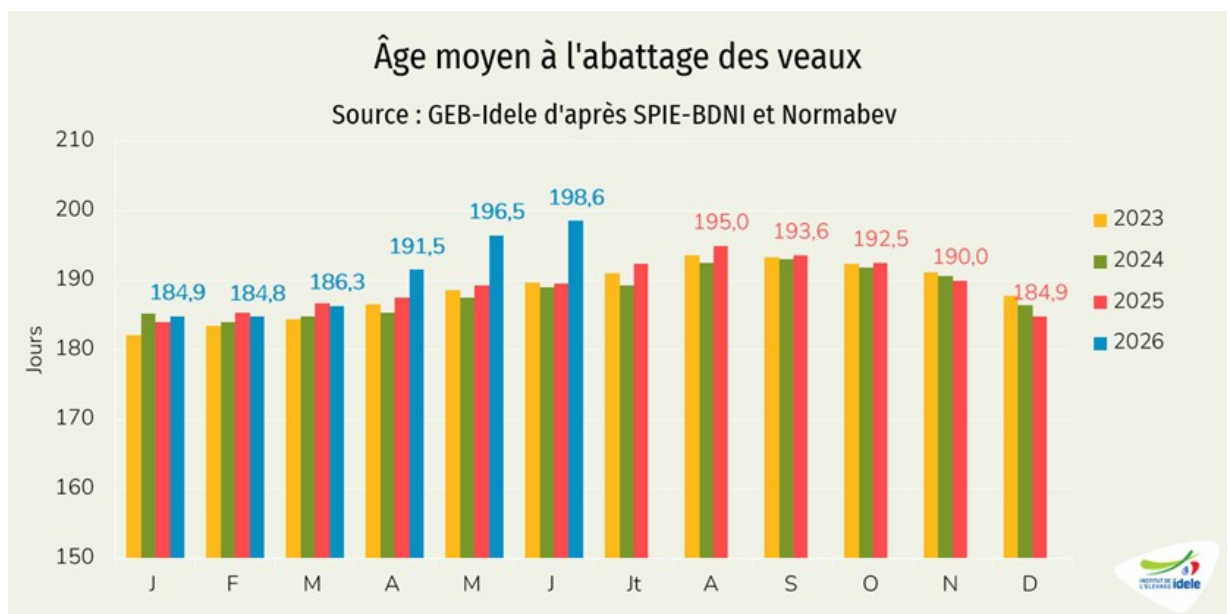
Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer, Réseau des nouvelles des marchés
moyenne mensuelle des prix quotidiens



En moyenne du 1^{er} au 17 juillet, les **carcasses O de veaux européens** cotaient 1,26 €/kg de moins que celles de veaux français de même catégorie. Cet écart toujours conséquent rend difficile l'utilisation de viande de veau française dans la restauration. Il a néanmoins reculé depuis janvier, où il atteignait 1,30 €/kg.

Sorties retardées en France

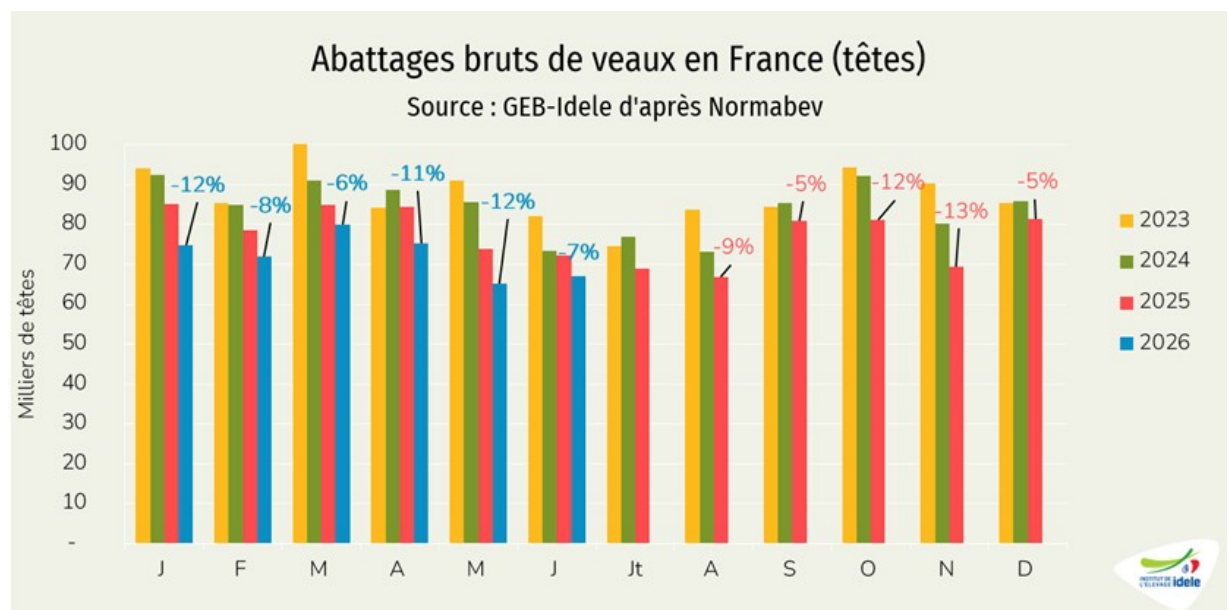
Faute de ventes, les sorties des veaux des boucherie sont toujours retardées en France.



En juin, les **veaux français ont été abattus en moyenne à 198,6 jours d'âge**, un niveau historiquement haut (+9 jours /2025) qui bat le précédent record de mai 2026, traduisant le manque de fluidité du commerce. Cependant, les épisodes caniculaires ont compliqué la croissance des animaux et les **poids carcasse moyens** reculent légèrement sur un mois (-0,7 kg), à 154,2 kg de carcasse, tout en restant très élevés par rapport aux références historiques.

Fort recul des abattages français

La hausse des poids carcasse compense en partie la baisse des abattages en effectifs.



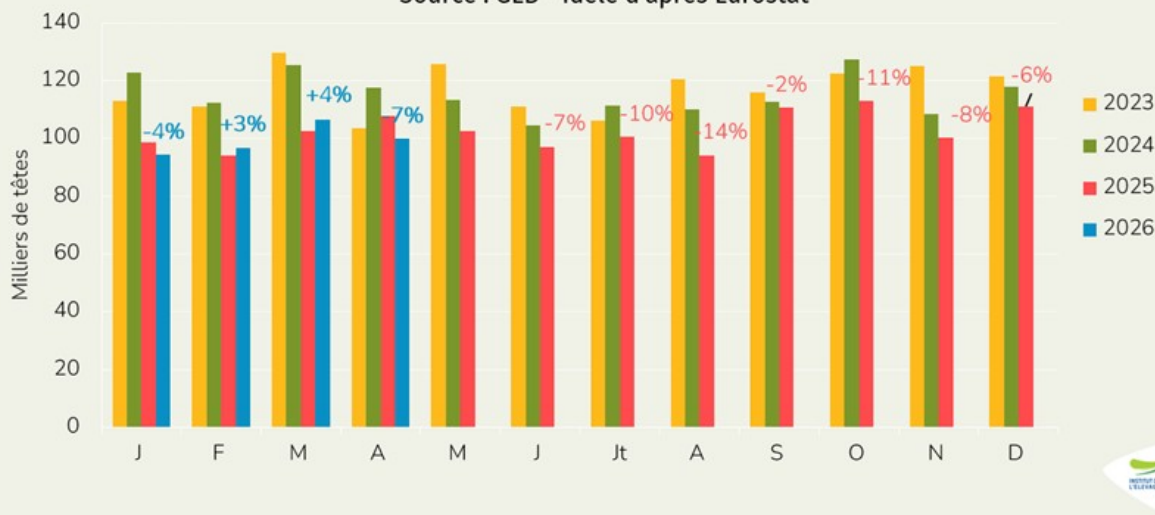
En juin, 67 000 veaux ont été abattus (-7% /2025) pour 10 000 téc (-3% /2025). La baisse des sorties depuis deux ans conduit à un cumul en fort retrait sur le premier semestre 2026 : seulement 434 000 veaux (-9% /2025, -16% /2024) pour 64 000 téc (-8% /2025 et -14% /2024). **En cinq ans depuis 2021**, les abattages cumulés sur six mois ont perdu 174 000 têtes (-29%) et 26 000 téc;

Baisse mesurée de la production en Europe

Aux **Pays-Bas**, la hausse des poids carcasse due probablement aux retards de sortie compensait la baisse des effectifs abattus sur les quatre premiers mois de l'année.

Abattages de veaux aux Pays-Bas, en têtes

Source : GEB - Idele d'après Eurostat

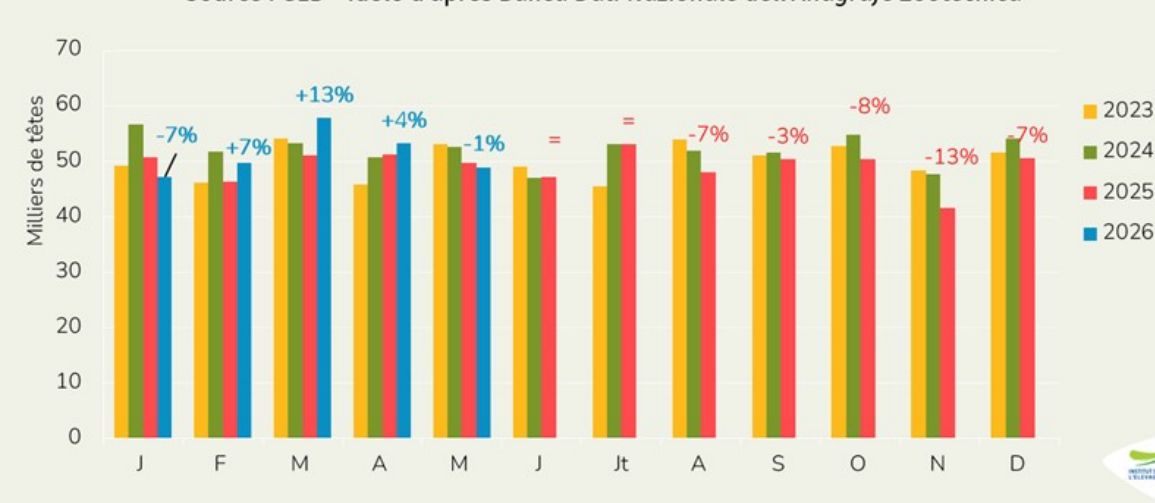


100 000 veaux ont été abattus en avril, en baisse de 7% /2025. En **cumul sur quatre mois**, la production néerlandaise se stabilise sur un an à 397 000 têtes (-1% /2025), mais reste en retrait des niveaux historiques (-17% /2024). La **hausse des poids carcasse dans un marché peu fluide**, à 160,1 kg en avril (+7 kg /2025, niveau le plus élevé pour un mois d'avril depuis 2010) limite la baisse de la production à 3% en avril (16 000 téc) et conduit même à une légère hausse de la production cumulée depuis janvier, à 61 000 téc (+2% /2025, mais -17% /2024).

Dans les autres pays producteurs, les abattages restent élevés, alimentant un marché déjà encombré.

Abattages de veaux en Italie

Source : GEB - Idele d'après Banca Dati Nazionale dell'Anagrafe Zootecnica

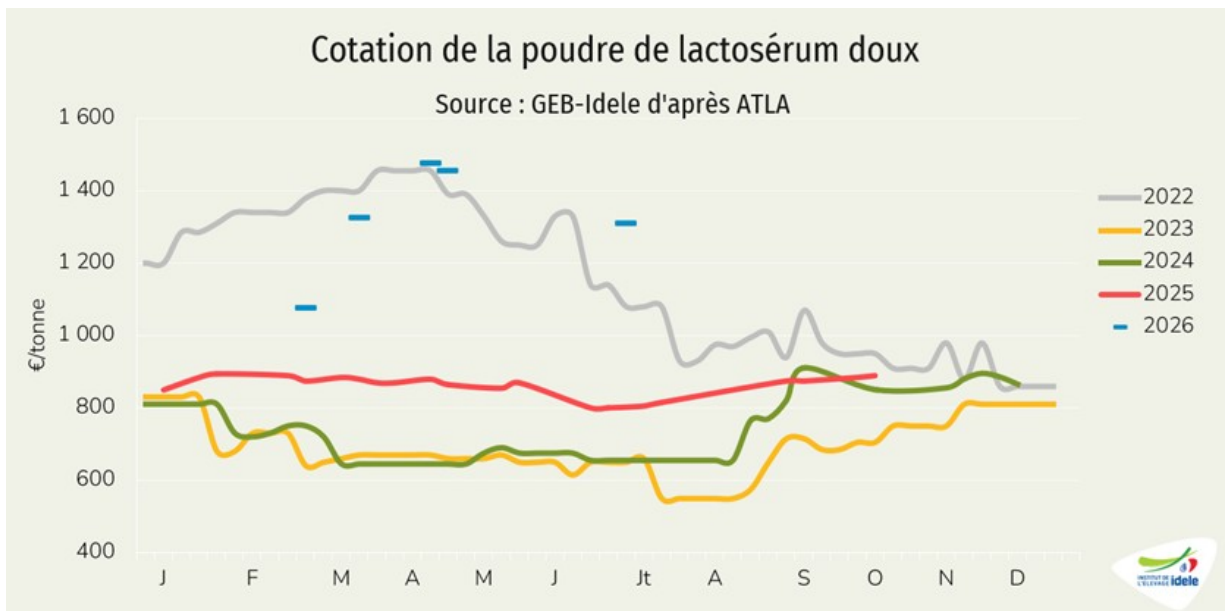


En Italie, après un printemps très dynamiques, les abattages de veaux ont légèrement reculé en mai, à 49 000 têtes (-1% /2025). Le cumul sur cinq mois reste nettement positif, à 257 000 têtes (+3% /2025, mais -3% /2024).

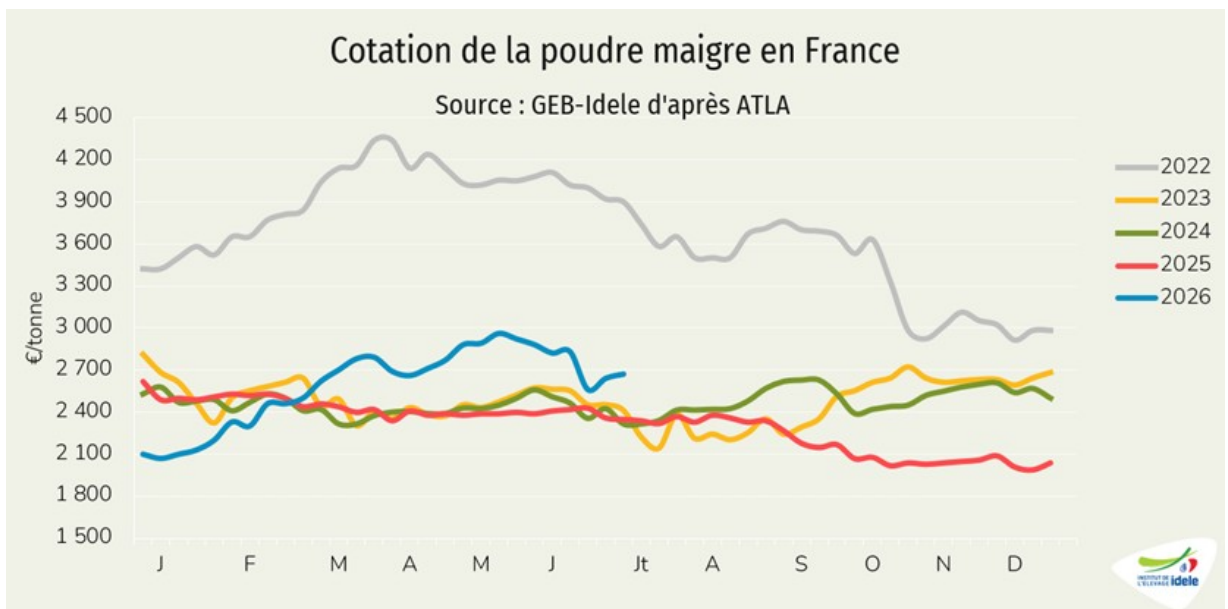
En Belgique, la hausse de la production se poursuivait à un niveau plus mesuré, avec 28 000 veaux abattus en mai (+1% /2025) pour 5 000 téc (+3% /2025). Là aussi, la forte hausse des poids carcasse conduit à amplifier la hausse des effectifs abattus. En cumul sur cinq mois, 149 000 veaux ont été abattus (+8% /2025) pour 27 000 téc produites (+9% /2025).

Légère détente sur les aliments laitiers

Les cours des ingrédients laitiers utilisés pour l'alimentation des veaux de boucherie restaient élevés au début de l'été.



En semaine 28, la **poudre de lactosérum doux** cotait 1 310 €/tonne d'après ATLA (+64% /2025), un prix supérieur au très haut niveau atteint en 2022. En comparaison, la poudre de lait écrémé se maintenait à des tarifs relativement modérés, qui pourraient la rendre intéressante pour l'alimentation des veaux de boucherie.



En semaine 28, la **poudre de lait écrémé** cotait 2 670 €/tonne, proche de ses niveaux habituels (+14% /2025). Pour en savoir plus, lisez notre article consacré au marché des produits laitiers.

Viandes bovines » Veaux laitiers »

Les disponibilités élevées font chuter les prix

Dernière révision le 21 juillet 2026

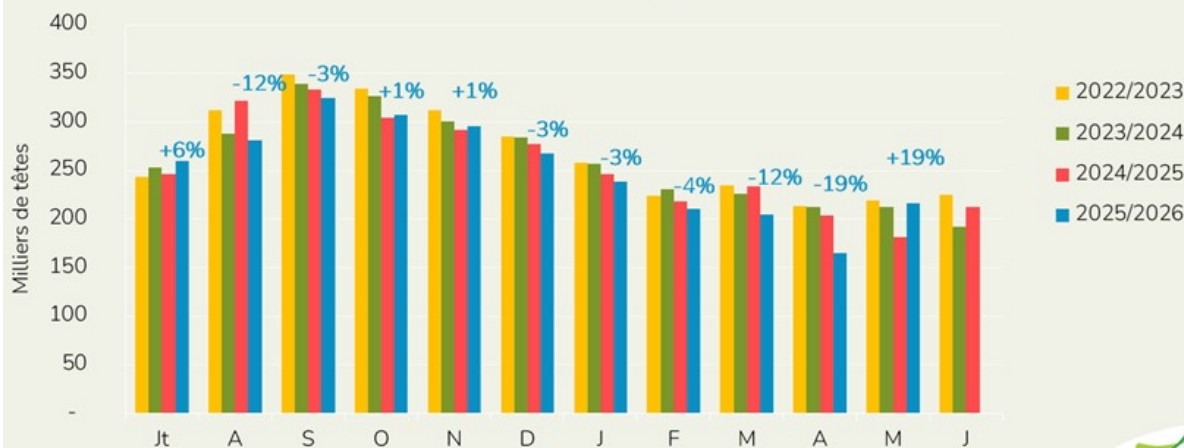
Les naissances de veaux laitiers se sont nettement redressées en mai, conduisant à une baisse marquée des cours.

Naissances en hausse en mai

Les perturbations liées aux maladies vectorielles du second semestre 2025 jouent à plein dans la dynamique de naissances de veaux laitiers depuis le début de l'année.

Naissances de veaux de mère laitière

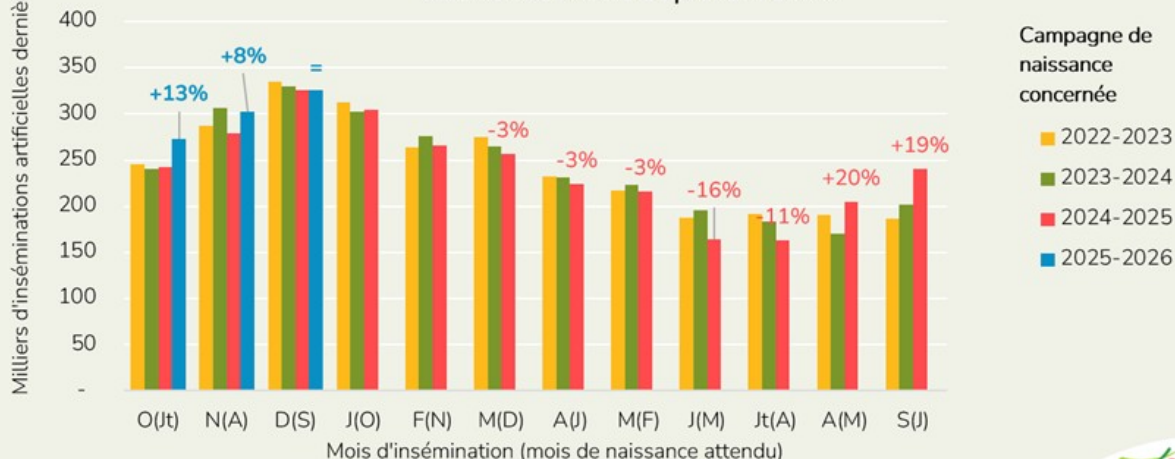
Source : GEB-Idele d'après SPIE BDNI



En mai, 216 000 veaux sont nés de mère laitière, un chiffre en forte hausse (+35 000 têtes ou +19%) après une année 2025 déprimée, retrouvant le niveau de mai 2024. Cette hausse des naissances au mois de mai 2026 avait été bien anticipée par l'**indicateur des inséminations artificielles dernières**, qui en août 2025, soit neuf mois plus tôt, affichait une hausse de 20% /août 2024.

Nombre d'inséminations artificielles dernières* sur femelle laitière**

Source : GEB-Idele d'après SIG bovin



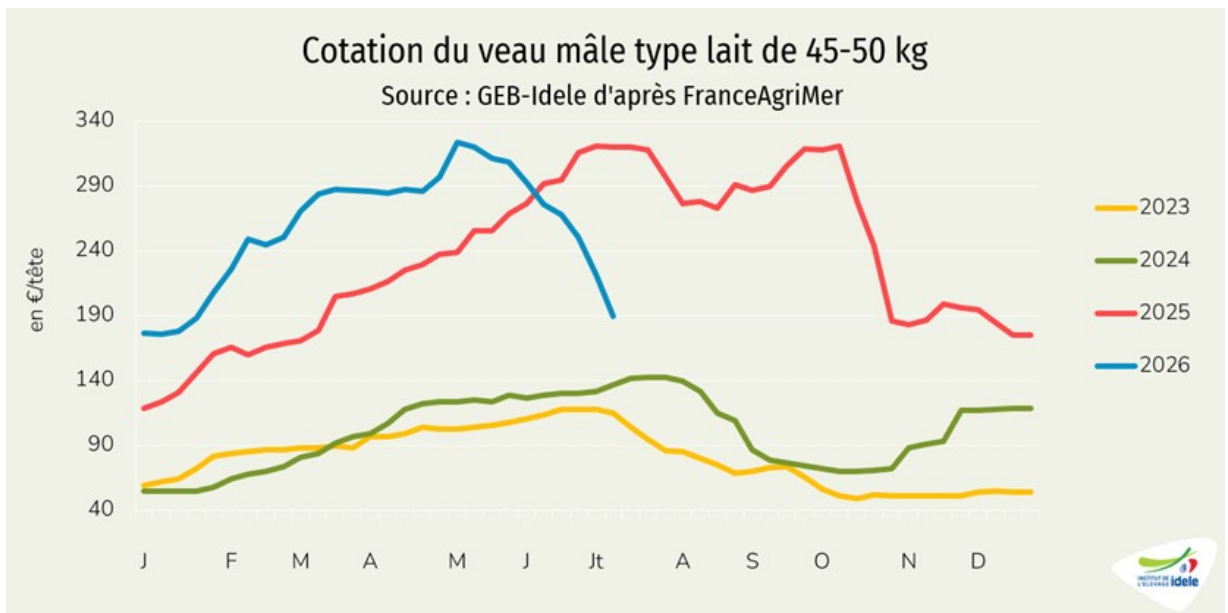
*IA non suivie d'une autre IA dans les 90 jours.

**uniquement femelles laitières inséminées en semence conventionnelle de race laitière pour leur première IA.

D'après cet indicateur, les **naissances de veaux laitiers devraient être à nouveau en hausse en juin et juillet**, et potentiellement également en août.

Cours sous pression de l'offre renforcée

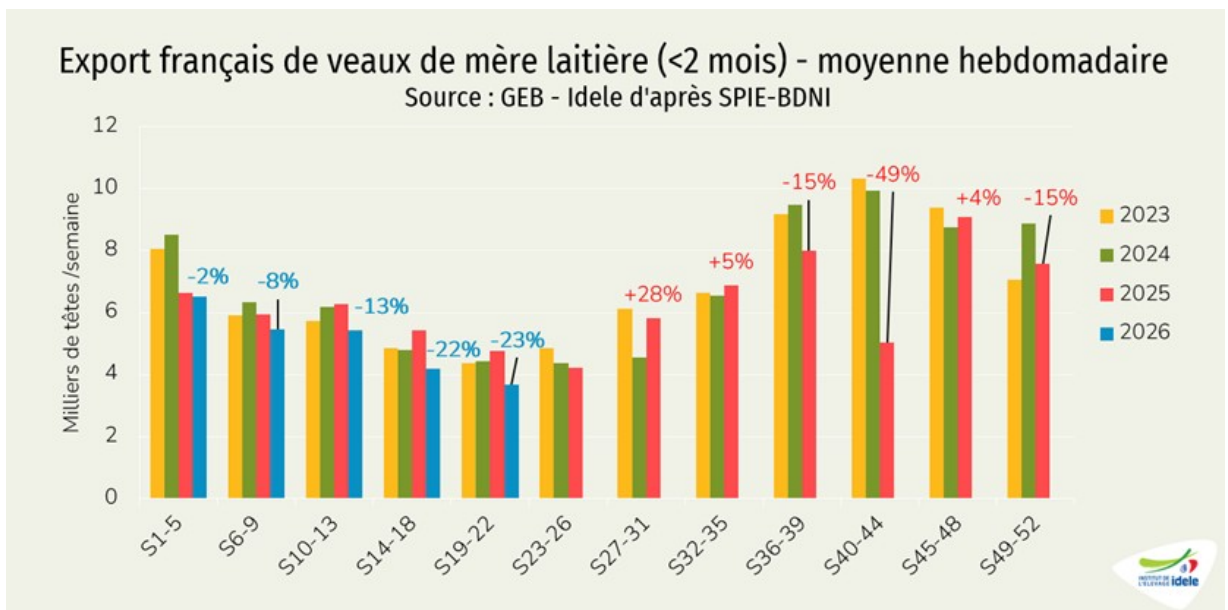
Après avoir atteint des niveaux très élevés au printemps, au moment du creux de naissances, les cours des veaux laitiers ont fortement reculé depuis début mai, sous l'effet d'une offre renforcée.



En semaine 28, le veau mâle laitier de 45 à 50 kg cotait ainsi 190 €/tête, en forte baisse de 71 € sur un mois et nettement inférieur (-99 €) à son niveau de 2025. Ce niveau de prix reste cependant élevé au regard des références historiques (2024 et avant), compliquant l'équation de rentabilité pour les intégrateurs déjà confrontés à la mauvaise situation des marchés des veaux de boucherie (lire notre article dédié).

Exportations en recul

Faute de disponibilités, les exportations de veaux laitiers français étaient en forte baisse en mai. En effet, les ventes de mai correspondent majoritairement à des naissances d'avril qui avaient enregistré une baisse prononcée (-19%).



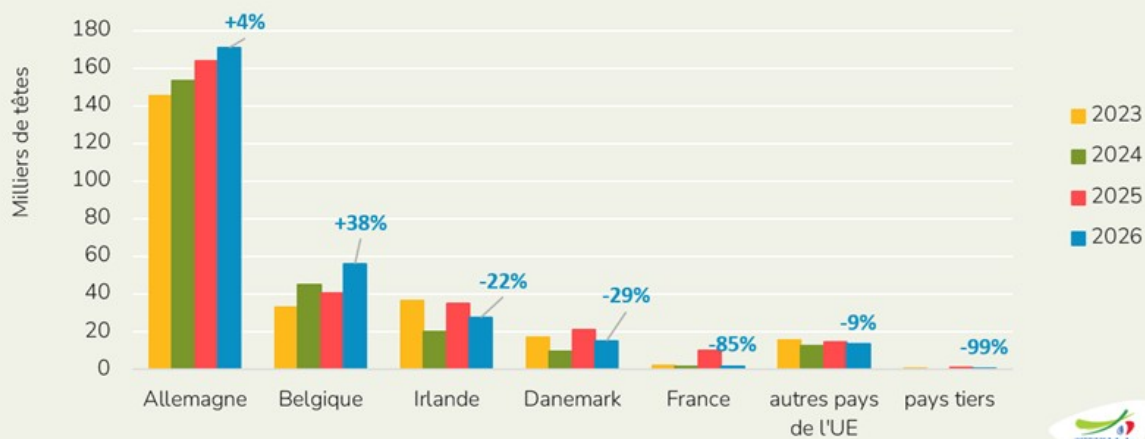
En cumul sur 25 semaines, seuls 131 000 veaux ont été exportés (-15 000 têtes /2025). D'après les douanes, **les envois vers l'Italie se sont effondrés** sur les cinq premiers mois de l'année (-77% /2025), renforçant encore le poids du débouché espagnol dans les exportations françaises de veaux (95% de part de marché).

Importations en hausse aux Pays-Bas

Aux Pays-Bas, l'offre en veaux laitiers nationaux et étrangers est un peu plus élevée par rapport à une année 2025 touchée par la FCO-3 (arrivée à l'été 2024 aux Pays-Bas et dans le nord de l'Allemagne). **Les importations néerlandaises de veaux laitiers** ont retrouvé leur niveau de 2025 sur les quatre premiers mois de l'année, avec 284 000 veaux importés, dont une large majorité d'Allemagne.

Importations néerlandaises de veaux entre janvier et avril (4 mois)

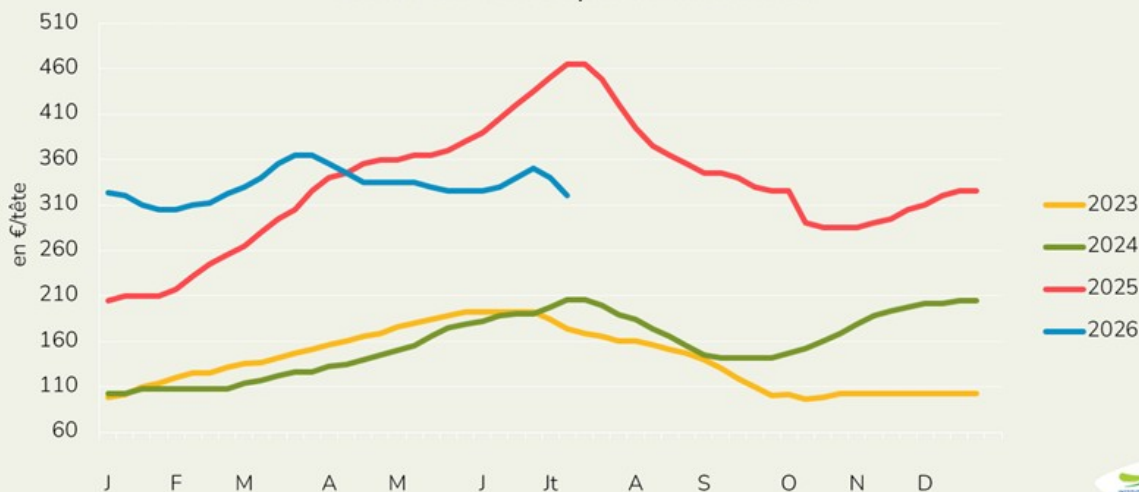
Source : GEB-Idele d'après Douanes néerlandaises



Cette offre renforcée conduit à un **maintien des cours des veaux laitiers néerlandais** qui empêche la hausse saisonnière habituelle.

Cotation néerlandaise du veau pie-noir de 43 à 47 kg

Source : GEB-Idele d'après de Kalverhouder



En semaine 28, les veaux pie-noirs de 43 à 47 kg cotaient 320 €/tête, un niveau inférieur de 145 € à 2025 mais toujours nettement supérieur à 2024 (+114 €).

La collecte en Europe de l'Ouest affectée par les canicules

Dernière révision le 21 juillet 2026

Lait de vache » Collecte laitière »

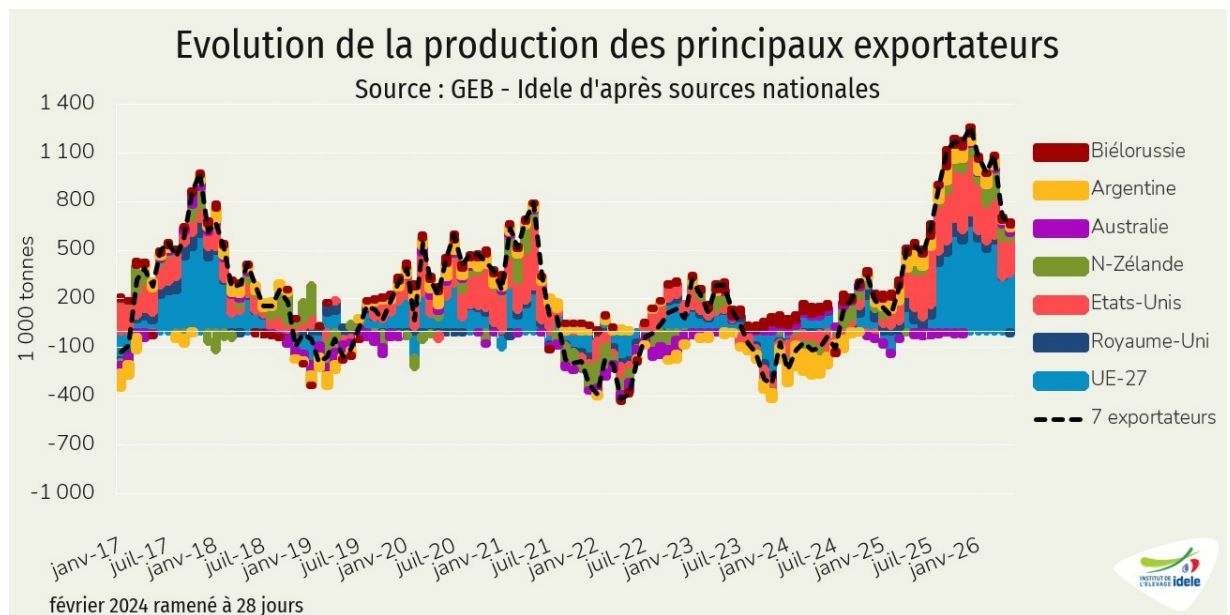
Ralentissement limité de la collecte globale. L'Europe affectée par la canicule

Dernière révision le 21 juillet 2026

Dans les principaux bassins exportateurs de produits laitiers, la production de lait restait globalement orientée à la hausse sur un an. Mais, comme en avril, les rythmes de progression ont divergé en mai 2026. Si les niveaux de production étaient toujours globalement élevés, la canicule qui a frappé l'Europe occidentale pourrait accélérer le réajustement de la production européenne.

Poursuite du ralentissement de la production chez certains exportateurs

La production laitière cumulée des sept premiers exportateurs mondiaux (Argentine, Australie, Biélorussie, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et UE) était **à nouveau en hausse sur un an en mai 2026, et ce pour le 22^{ème} mois consécutif**. Mais depuis deux mois, le rythme de la hausse a ralenti. Ainsi, en mai 2026, 661 000 tonnes ont été produites en plus sur un an (+2,4% /2025), contre 707 000 t en avril (+2,6% /2025) et 1 million de tonnes ou plus les sept mois précédents.



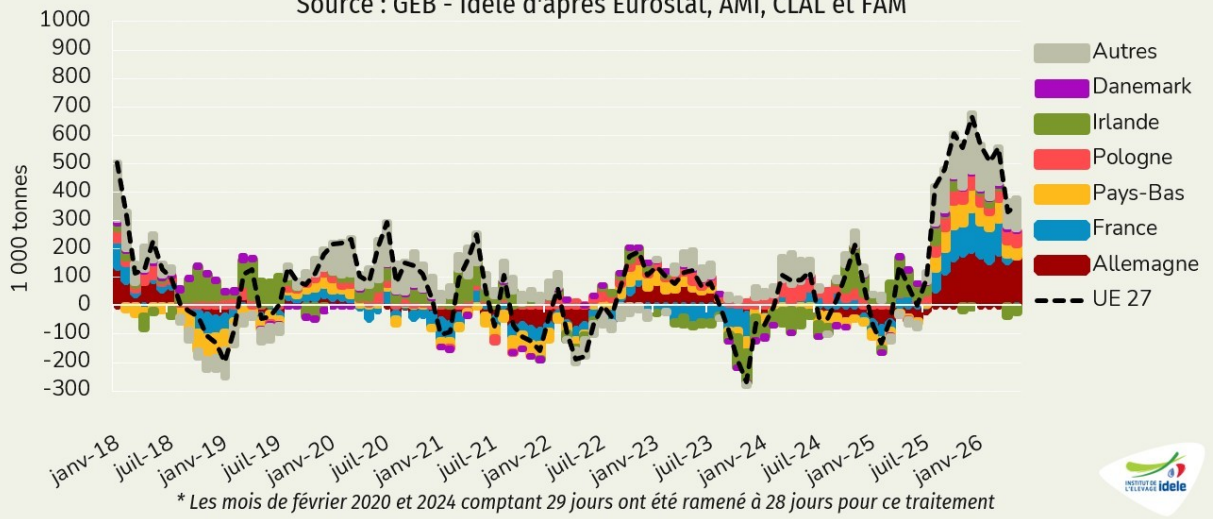
La hausse de la production européenne comptait pour 43% de la croissance des sept principaux exportateurs et celle des États-Unis pour 32%. Parmi les sept, seule la production britannique était orientée à la baisse en mai par rapport au standard élevé de 2025. Les progressions étaient parfois moindres, comme en Argentine, où le niveau de collecte s'est rapproché de celui de l'année 2025. En mai dernier, 859 000 tonnes ont été collectées (+1,9% /2025). Mais la production restait globalement élevée en mai 2026 dans la plupart des bassins exportateurs.

Entre évolutions divergentes en Europe et effets de la canicule

Comme en avril dernier, **la collecte laitière dans l'UE en mai 2026 a battu un record, à 13,83 Mt (+2,6% /2025)**. Mais les divergences de dynamiques observées un mois auparavant se sont confirmées : les quantités de lait collecté étaient toujours en nette hausse en Allemagne (+6,1% /2025 à 2,95 Mt) comme en Pologne (+3,8% à 1,27 Mt) ou aux Pays-Bas (+3,6% à 1,25 Mt). A contrario, la collecte avait légèrement reculé en France (-1,1% à 2,17 Mt), en Espagne (-0,3% à 660 kt) ou de façon un peu plus marquée en Irlande (-1,6% à 1,20 Mt).

Evolution de la collecte des principaux pays de l'UE-27 (n / n-1)

Source : GEB - Idele d'après Eurostat, AMI, CLAL et FAM

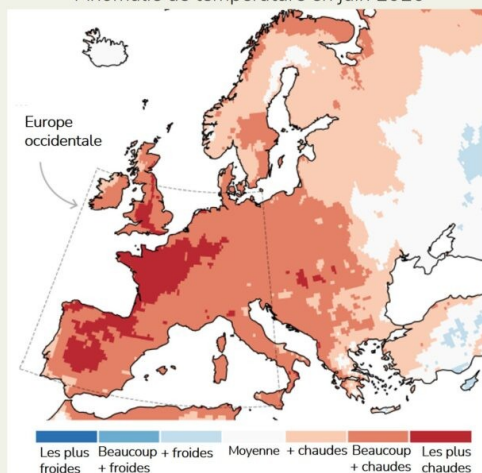


La collecte a été perturbée fin mai dernier par un épisode caniculaire en Europe occidentale et notamment en France. Depuis cette première vague caniculaire, la température moyenne relevée en Europe occidentale en juin 2026 a battu un record historique. Et l'anomalie relevée a été supérieure à 3°C par rapport à la moyenne des températures pour un mois de juin de 1991 à 2020. La canicule a été particulièrement intense dans le Sud-Est de la Grande Bretagne, l'Ouest et le Nord de la France, l'Ouest de l'Allemagne et dans le Centre et le Nord de l'Espagne. L'Europe a été depuis touchée par une troisième vague de canicule.

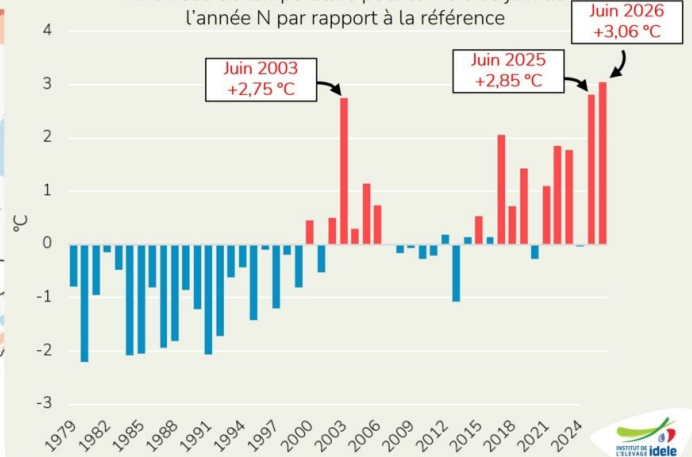
Anomalie* de la température de l'air en surface en Europe occidentale

*période de référence : 1991-2020 / Source : GEB-Idele d'après C3S/ECMWF

Anomalie de température en juin 2026



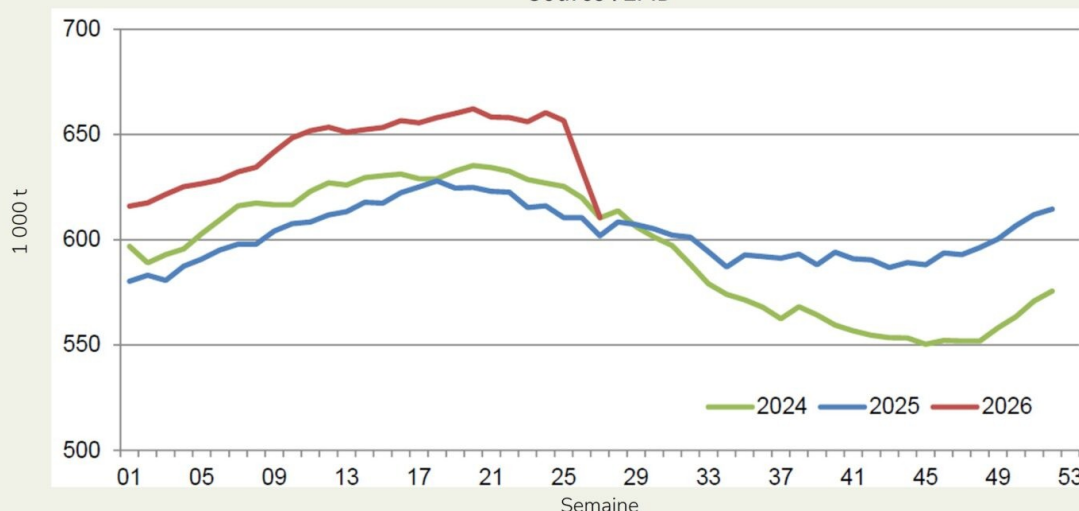
Anomalie de température pour le mois de juin de l'année N par rapport à la référence



Affectée par ces vagues de canicule à répétition, la collecte de lait en France s'est nettement repliée au mois de juin. **En Allemagne, les records de température ont récemment pesé sur la collecte.** En semaine 26 (du 22 au 28 juin 2026), d'après ZMB, la collecte de lait a reculé de 3,7% en une semaine mais elle restait en hausse sur un an (+3,6%). Et durant la semaine 27 (du 29 juin au 5 juillet 2026), le recul marqué de la collecte de lait s'est poursuivi avec des livraisons aux laiteries en baisse de 3,6% par rapport à la semaine précédente. La collecte restait toutefois supérieure de 1,4% sur un an. Mais les opérateurs font état de baisses des teneurs en matières utiles du lait. D'après AMI, la disponibilité réduite en lait entraînerait un raffermissement récent des prix sur le marché des matières premières.

Collecte hebdomadaire de lait en Allemagne

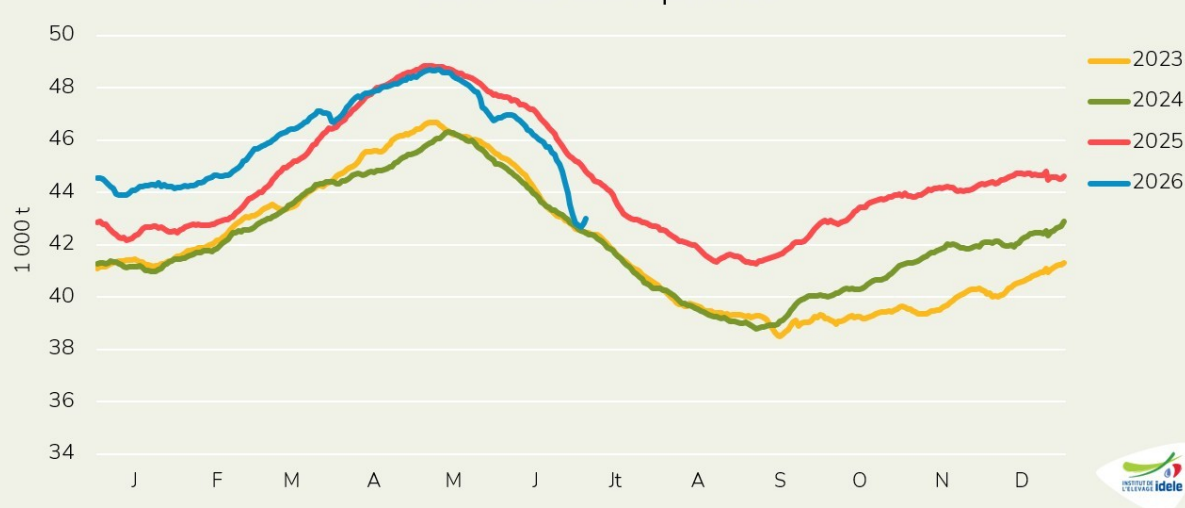
Source : ZMB



Autre exemple outre-Manche où les vagues successives de canicules depuis la fin du printemps ont également affecté la production et la collecte de lait. Entre le 1^{er} juin et le 4 juillet 2026, **la collecte de lait au Royaume-Uni a reculé de 2,6% par rapport à la même période de 2025**. Elle flirte désormais avec les niveaux de 2024 et 2023.

Collecte de lait de vache au Royaume-Uni - 7 jours glissants

Source : GEB-Idele d'après AHDB

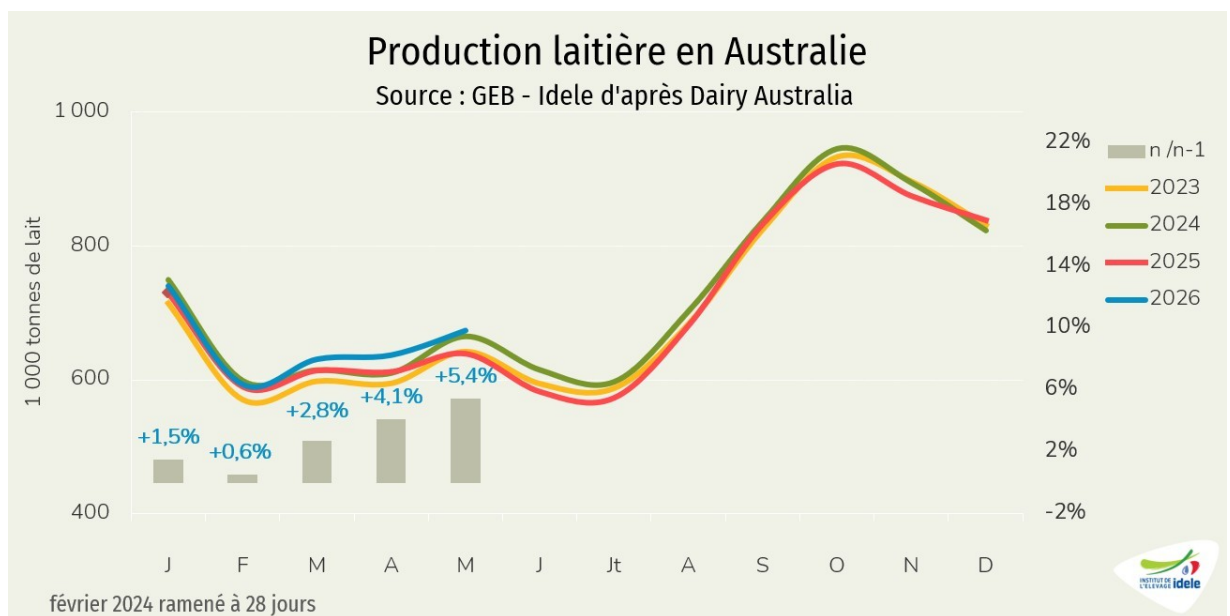


Des baisses de collecte auraient également été observées dans d'autres pays. Mais il est trop tôt pour dresser le bilan. Les perspectives de collecte en Europe restent compliquées avec des prix des commodités en repli et de probables températures élevées.

Autres conséquences des différentes vagues de chaleur, les **plus faibles disponibilités en fourrages et en grains**. Par exemple, les récoltes de maïs pourraient être limitées. L'USDA a revu à la baisse sa prévision de production de maïs dans l'UE, de 57,5 millions de tonnes à 53,8 millions de tonnes pour la campagne 2026-2027 (-5,3% /2025-2026) en raison des vagues de chaleur et de la sécheresse qui ont touché les principales régions productrices de maïs durant la phase critique de pollinisation, notamment en France.

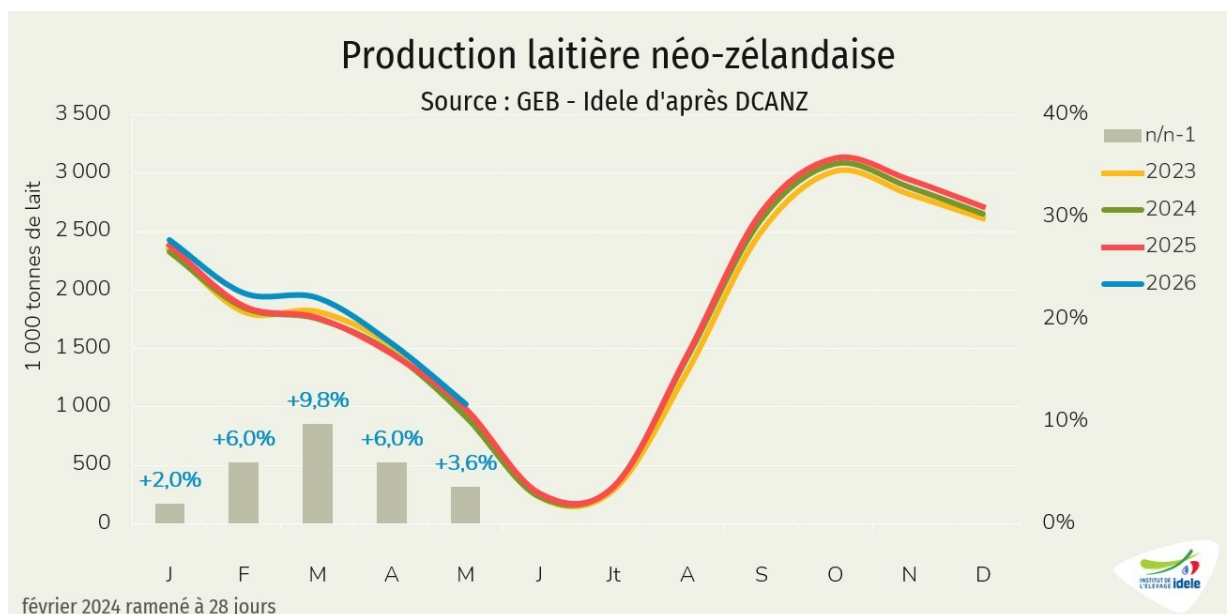
La production en hausse en fin de campagne en Océanie avant *El Niño*

Malgré des conditions climatiques souvent difficiles et une déprise structurelle, **la production australienne était à nouveau en hausse sur un an en mai dernier pour le 6^{ème} mois consécutif**. En avril 2026, 674 000 tonnes de lait ont été produites (+5,4% /2025). Cette hausse est néanmoins à relativiser. A un mois de la fin de la campagne 2025-2026 (juillet 2025-juin 2026), le total produit dépassait très légèrement le niveau de la campagne précédente, à 8,00 millions de tonnes, soit +0,7% sur un an. Ce niveau reste inférieur aux standards des années 2010 (entre 9 et 10 millions de tonnes).



Pour la suite, les incertitudes sont nombreuses. Des cas d'Influenza aviaire ont été détectés chez les oiseaux migrateurs en Nouvelle-Galles du Sud, en Australie méridionale et en Australie occidentale. Il n'y a pas eu à ce jour de détections de la grippe aviaire H5 chez les bovins laitiers australiens ou d'autres animaux d'élevage et la souche associée aux épidémies de bovins laitiers aux États-Unis (génotype H5, souche 2.3.4.4b) n'a pas été détectée en Australie. Les risques d'infection pour les bovins laitiers sont jugés comme encore faibles par les autorités australiennes mais pas impossible. C'est plutôt la perspective d'un phénomène *El Niño* annoncé intense qui inquiète la filière.

En **Nouvelle-Zélande**, les quantités de lait produites en mai 2026 étaient à nouveau en hausse sur un an à 1,54 millions de tonnes (+3,6% /2025). La campagne 2025-2026 (juin 2025-mai 2026) s'est ainsi soldée par une hausse conséquente de la production du pays, à 22,38 millions de tonnes (+3,5% /2025). Il s'agit là d'un nouveau record absolu, juste devant la campagne 2020/2021 (+0,2%).

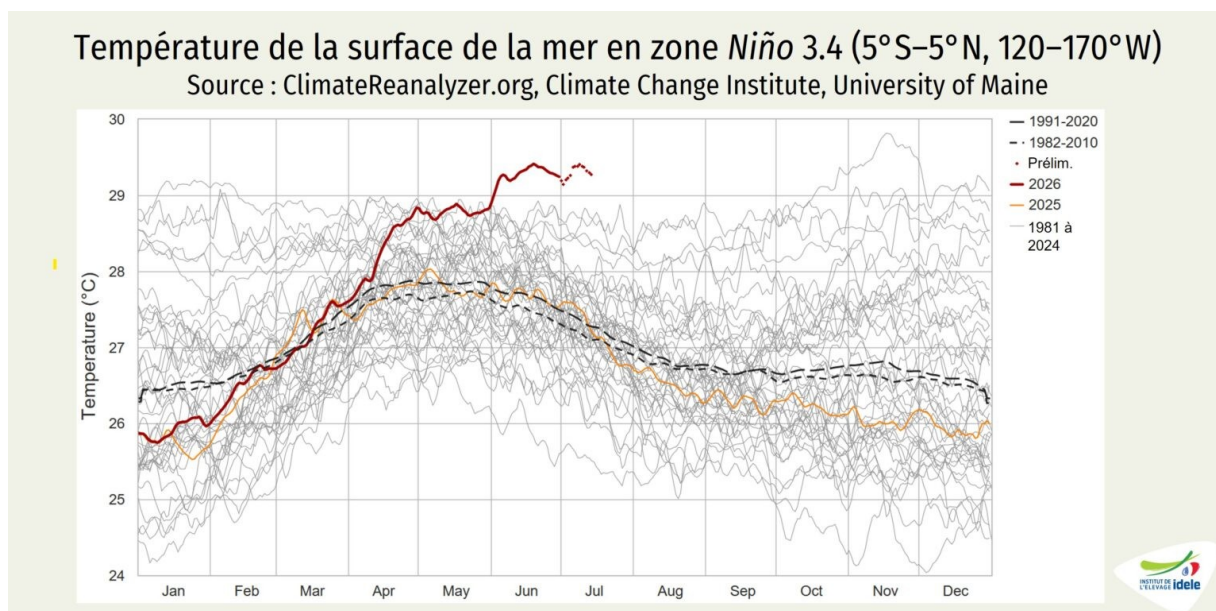


A l'approche du creux de production, les perspectives pour la prochaine campagne semblent cependant moins porteuses que prévu. La coopérative Fonterra, ultra-majoritaire dans la collecte du pays, a révisé à la baisse sa fourchette de prix du lait pour la campagne 2026/2027 en raison d'une demande mondiale moins dynamique qu'anticipé et de l'offre toujours abondante. La fourchette de prix du lait à la production est désormais estimée entre 8,00 et 10,50 NZ\$/kg de matières solides laitières (kgMS), contre 8,00 à 11,00 NZ\$/kgMS auparavant. Selon Fonterra, cette révision s'explique par le net recul des enchères observées sur la plateforme *Global Dairy Trade* depuis la publication des premières prévisions de prix fin mai, alors que la production laitière des grands pays exportateurs reste soutenue jusqu'ici.

En revanche, Fonterra a confirmé sa prévision pour la campagne 2025-2026, maintenue entre 9,60 et 9,80 NZ\$/kgMS, avec un prix médian de 9,70 NZ\$/kgMS, après quatre ajustements successifs effectués entre août dernier et mai.

Si Fonterra reste confiant concernant le démarrage de la nouvelle campagne en Nouvelle-Zélande, le phénomène *El Niño* demeure un facteur d'incertitude susceptible d'influencer l'offre mondiale de lait, notamment en Océanie. En effet, les campagnes 2026-2027 de la Nouvelle-Zélande et plus certainement de l'Australie pourraient connaître des conditions climatiques perturbées par l'arrivée d'un *El Niño* dont l'intensité pourrait atteindre des records. Tous les indicateurs sont en effet « au rouge ». C'est notamment le cas de l'indice *Niño 3.4* (indice calculé par l'écart moyen à la climatologie des températures de surface de l'océan sur la région définie entre 5° N et 5° S,

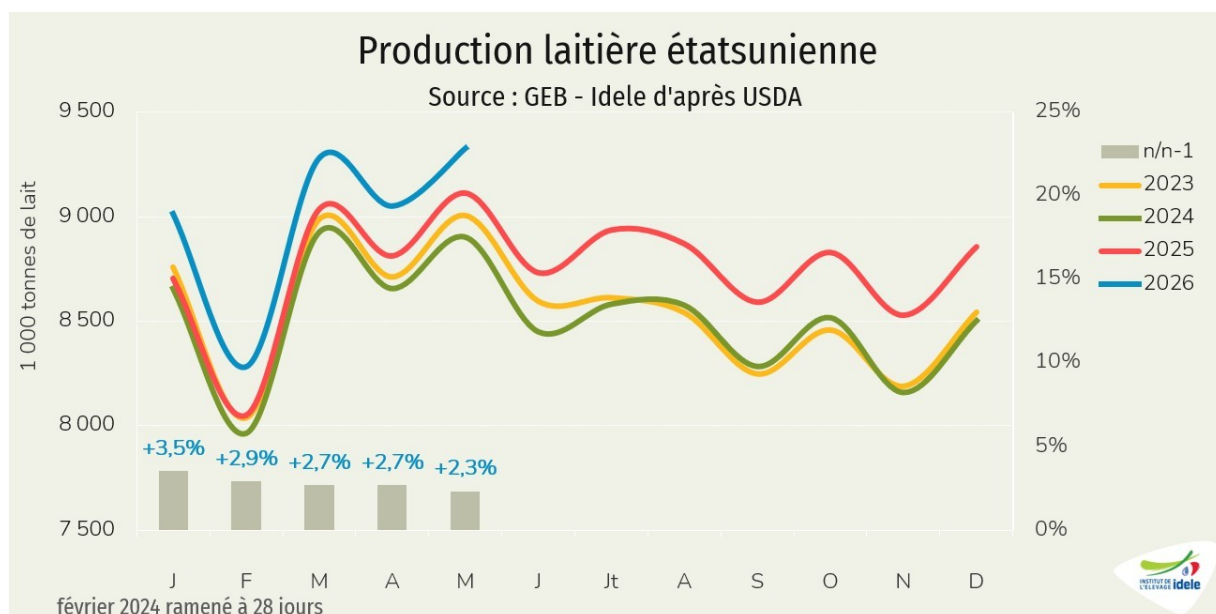
et 170°W et 120°W) qui dépassait +1,5°C sur le mois de juin 2026. Et cet indice dépassait aussi le seuil de +0,5°C sur les trois mois précédents. Ainsi, le phénomène *El Niño* est en cours et la réponse atmosphérique commence à se mettre en place autour du Pacifique.



D'après Météo France, « l'indice *Niño* 3.4 devrait poursuivre sa hausse au cours des prochains mois pour atteindre son maximum en fin d'année. Il pourrait alors atteindre une intensité forte à très forte, faisant partie des épisodes les plus forts observés depuis 1950 ». Selon l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), l'évolution vers un épisode *El Niño* de forte intensité entre juillet et septembre 2026 est désormais privilégiée avec des conséquences importantes sur le climat et la production laitière.

Toujours pas de ralentissement de la production aux États-Unis

Pas de changement jusqu'ici côté production aux **États-Unis**, alors que les marges en élevage sont restées jusqu'ici soutenues par les cours de la poudre maigre et du prix du lait. **En mai 2026, la production a atteint un nouveau record mensuel, à 9,33 millions de tonnes (+2,3% /2025)**. Même constat en cumul sur cinq mois : 44,96 millions de tonnes de lait ont été produites (+2,8% /2025), un nouveau record.

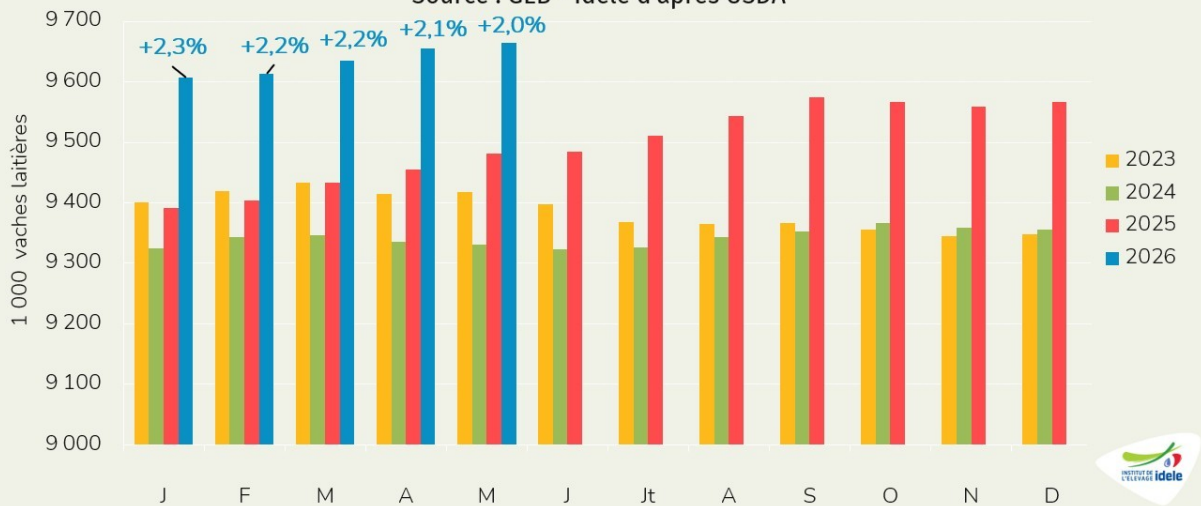


La progression de la production est soutenue à la fois par la hausse du cheptel et du rendement laitier par vache. En mai 2026, le rendement laitier moyen était ainsi estimé à 965 kg par vache et par mois, en hausse de 0,4% par rapport à mai 2025. Le cheptel laitier étatsunien a également poursuivi sa progression en mai 2026, soutenu par l'intégration de nouvelles vaches dans les troupeaux mais surtout par la conservation de vaches plus âgées, limitant ainsi les réformes.

Selon le *National Agricultural Statistics Service* (NASS) de l'USDA, le nombre de vaches laitières était de 9,665 millions de têtes en mai 2026, soit 184 000 de plus qu'un an auparavant (+2,0%) et 10 000 de plus que le mois précédent (+0,1%). **Il s'agit encore d'un niveau record** depuis le début de la série statistique en 2015.

Evolution du cheptel laitier étatsunien

Source : GEB - Idele d'après USDA



Pour le moment, les perspectives restent plutôt bonnes malgré le repli récent des cours des commodités, et notamment de la poudre maigre. D'après l'USDA, malgré un début de ralentissement, la production de lait aux États-Unis devrait ainsi restée soutenue au 2nd semestre 2026 et en progression sur un an (+1,3%).

Production de lait et prévisions aux Etats-Unis

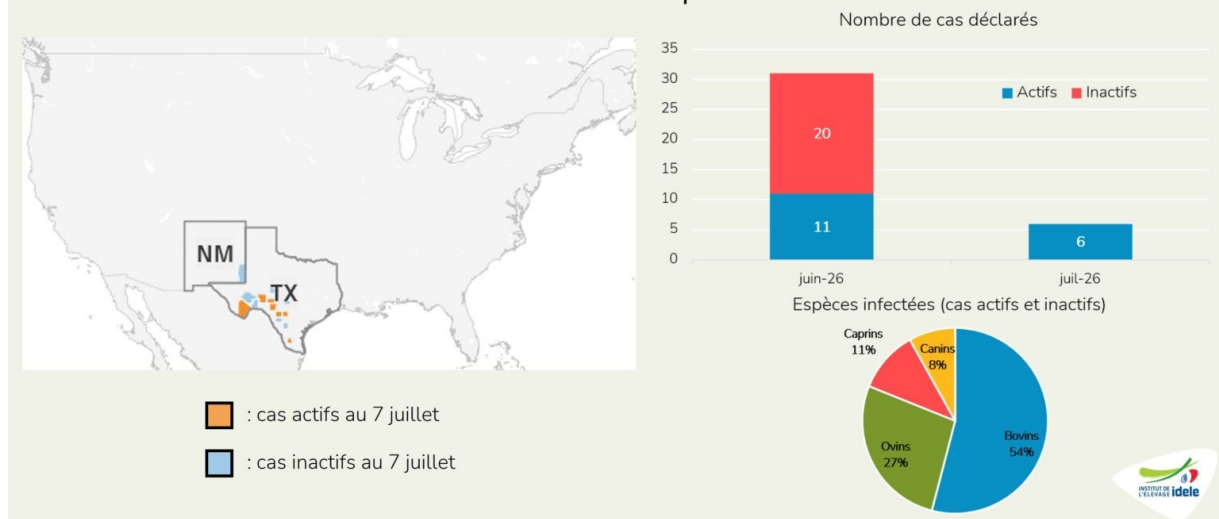
prévisions du 17 juin 2026 / Source : GEB-Idele d'après USDA



Par Ailleurs, la situation sanitaire reste contrôlée dans le sud du pays. Au 7 juillet 2026, 37 cas d'infection à la lucilie bouchère (*Cochliomyia hominivorax*) avait été répertoriés au Texas et au Nouveau Mexique, dont 20 sur des bovins. Sur les 37 cas diagnostiqués, 17 restaient actifs. Les effets sur la production restent, pour l'heure, limités.

Cas d'infections à la lucilie bouchère aux Etats-Unis

Source : GEB-Idele d'après USDA



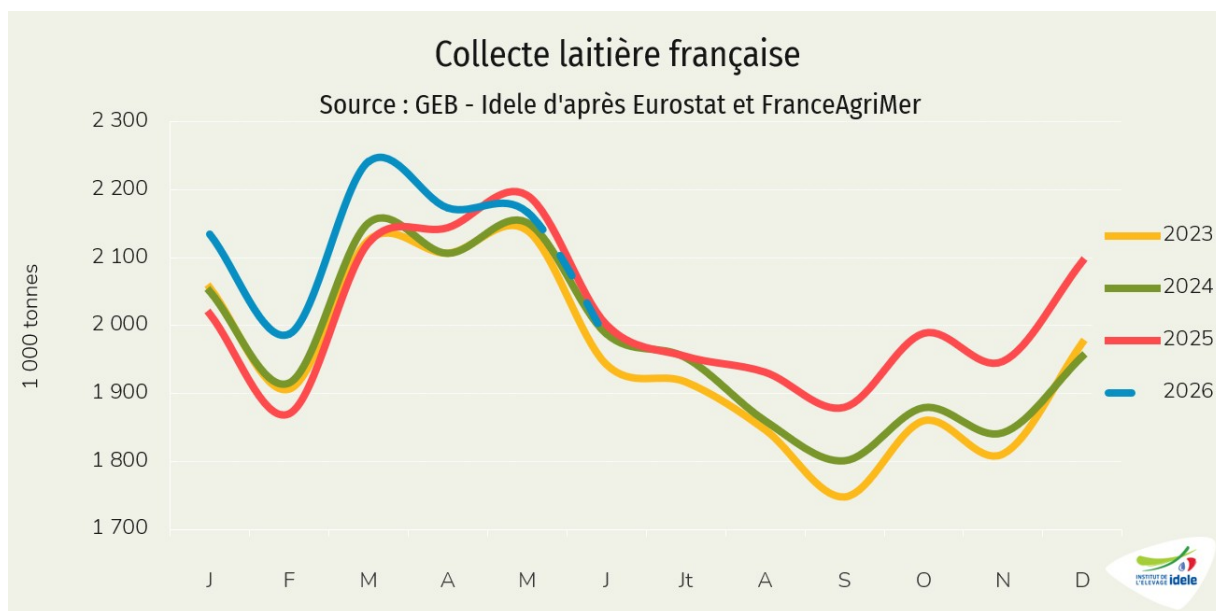
Dernière révision le 21 juillet 2026

Alors que la collecte française retrouvait une dynamique favorable depuis plusieurs mois, les conséquences de la FCO puis des vagues de chaleur ont inversé la tendance. La production estivale reste suspendue aux conditions climatiques et au retour des précipitations.

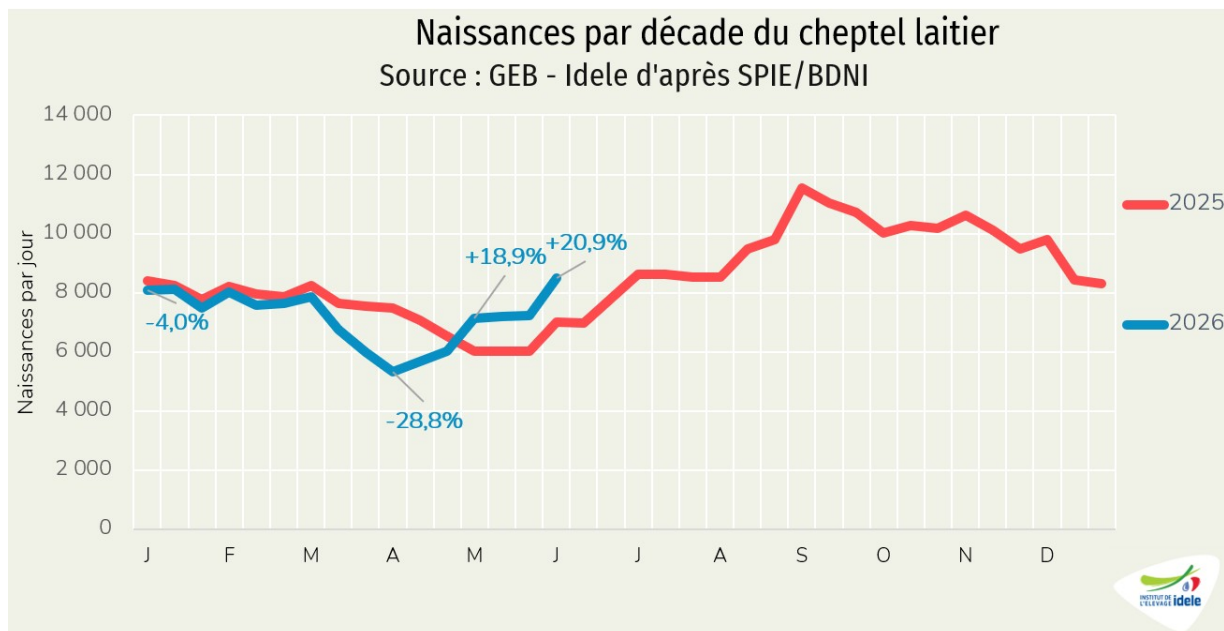
La reprise de la collecte stoppée par les fortes chaleurs

En mai 2026, la collecte laitière française a reculé (-1,1% /mai 2025). Selon les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, **la collecte poursuivrait son repli en juin (-1,1%)**. Après plusieurs mois de progression depuis août 2025, la collecte a décroché au moment où elle atteint habituellement son pic saisonnier. Cette inflexion s'explique d'abord par les conséquences de la FCO qui a affecté plusieurs bassins laitiers de l'Ouest à l'été 2025. Les fortes baisses de naissances enregistrées en mars et avril ont retardé la mise en production d'une partie des animaux. À ce **facteur sanitaire** se sont ajoutés des **épisodes climatiques extrêmes**. Une première vague de chaleur fin mai (semaine 22) a provoqué un recul immédiat de la collecte (-3,7% sur un an). Une deuxième vague, particulièrement intense, a touché la France fin juin (semaine 26), avec des températures dépassant 40°C. La baisse de collecte a alors atteint 7% au niveau national, avec des replis encore plus marqués dans l'Ouest : -14% en Bretagne, -12,5% en Normandie et -11% en Pays de la Loire.

Ces fortes chaleurs ont été aggravées par un déficit hydrique important : les précipitations ont été deux fois inférieures aux normales en juin, entraînant une dégradation rapide de l'état des sols et des prairies. Une troisième vague de chaleur s'est installée à partir du 9 juillet. Entre deux épisodes caniculaires, le retour de températures plus clémentes permet toutefois aux animaux de récupérer, ce qui explique l'évolution en « dents de scie » observée sur les collectes hebdomadaires.



Pourtant, les perspectives étaient favorables pour l'été. Le décalage des vêlages lié à la FCO s'est traduit par une hausse des naissances depuis mai, entraînant une arrivée plus importante de vaches en début de lactation, période où leur niveau de production est maximal. La collecte devrait donc naturellement progresser en juin, juillet et août par rapport à l'année précédente. Les épisodes successifs de canicule sont toutefois venus en grande partie gommer cet effet positif pour le mois de juin et début juillet.



Les fortes chaleurs et la sécheresse fragilisent les ressources fourragères. Dans de nombreuses régions, les prairies ont grillé et leur capacité à repartir dépendra désormais du retour de la pluie. Certaines pourraient même devoir être réimplantées. Les situations sont très contrastées pour le maïs. Les parcelles les plus touchées sont déjà récoltées en ensilage afin de préserver ce qui peut l'être. D'autres sont encore en place, dans l'attente de précipitations qui permettraient aux grains de poursuivre leur remplissage et d'améliorer le rendement comme la qualité du fourrage. Les éleveurs commencent déjà à mobiliser une partie des stocks destinés à l'hiver. Cette situation reste toutefois atténuée par une très bonne année fourragère en 2025 et par des stocks d'herbe de qualité constitués au printemps 2026, qui ont permis jusqu'ici d'adapter les rations des vaches.

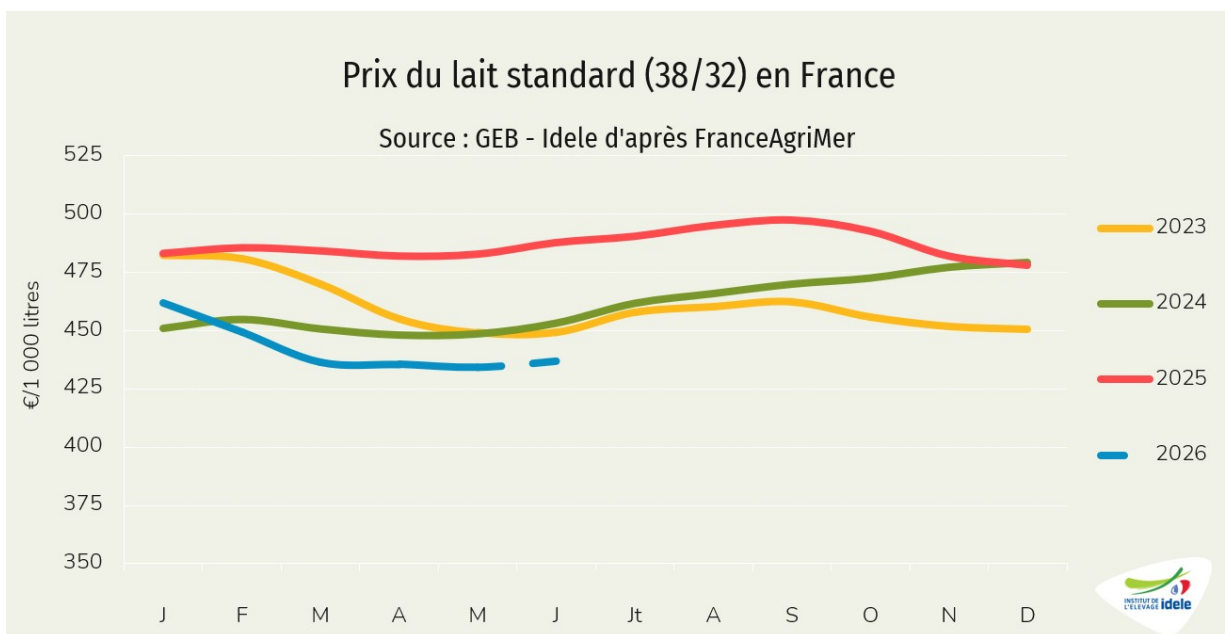
Les fortes chaleurs fragilisent aussi les équipements et les outils industriels. À la ferme comme en usine, les fortes températures peuvent provoquer des pannes sur les équipements électriques et les installations de froid : tanks à lait, pompes de collecte, machines à traire ou encore groupes frigorifiques. Certaines pannes empêchent le refroidissement du lait, pouvant conduire, dans les cas les plus critiques, à devoir en jeter une partie. La chaleur et la sécheresse posent aussi la question de l'eau en élevage et en usine. L'industrie laitière est consommatrice d'eau pour le nettoyage et les procédés de fabrication. En cas de restriction d'eau, l'activité des laiteries peut être perturbée.

Pour la suite de l'été, les vêlages décalés du printemps et les stocks fourragers disponibles devraient continuer à soutenir la collecte. Son évolution dépendra néanmoins fortement du retour des précipitations et de la fréquence d'éventuels nouveaux épisodes de forte chaleur.

Le prix du lait se stabilise après plusieurs mois de repli

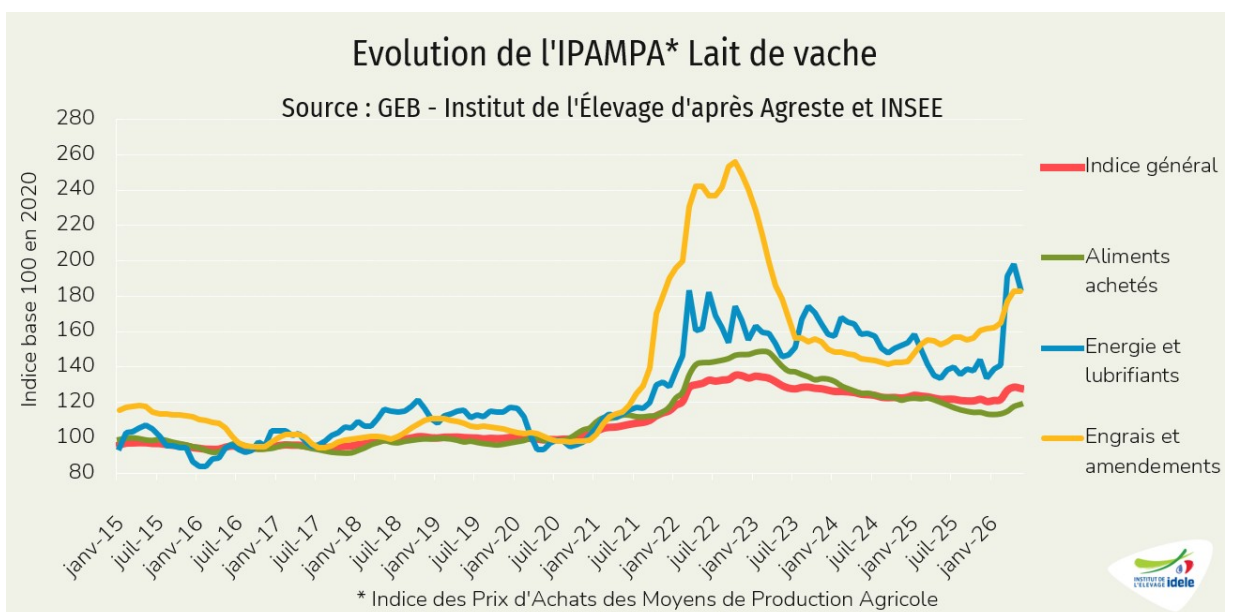
Depuis octobre dernier, le prix du lait en France suit une trajectoire baissière. En mai 2026 pour un lait standard (38 g/l de TB et 32 g/l de TP), le prix s'est établi à **434 €/1 000 litres**, passant largement sous son niveau de mai 2025 (-48 €). Depuis son point haut de septembre 2025, il a reculé de 63 €/1 000 litres. Cette baisse semble toutefois marquer le pas. Le prix du lait est stable depuis mars 2026 et, selon l'Observatoire de l'Éleveur Laitier, il devrait se maintenir autour de **437 €/1 000 litres** en juin comme en juillet.

En composition réelle, le prix est toutefois descendu à **457 €/1 000 litres** (-48 €/mai 2025) en recul de 8 € comparé à avril 2026.



La marge des éleveurs continue de se dégrader

Du côté des charges, l'**IPAMPA** lait de vache (qui représente 58% des coûts de production en zone de plaine), a **légèrement reflué en mai 2026** d'un mois sur l'autre (-0,5%) et a progressé de 5,1% /mai 2025. Sur un an, le recul est toujours de mise pour le poste aliment acheté (-0,9% /2025) mais se trouve en nette hausse pour l'énergie (+38,1%) et pour les engrais (+19,6%). Dans l'ensemble, les charges courantes ont progressé de 5,8% sur un an tandis que les biens d'investissement se sont renchérisés de 2,5%.



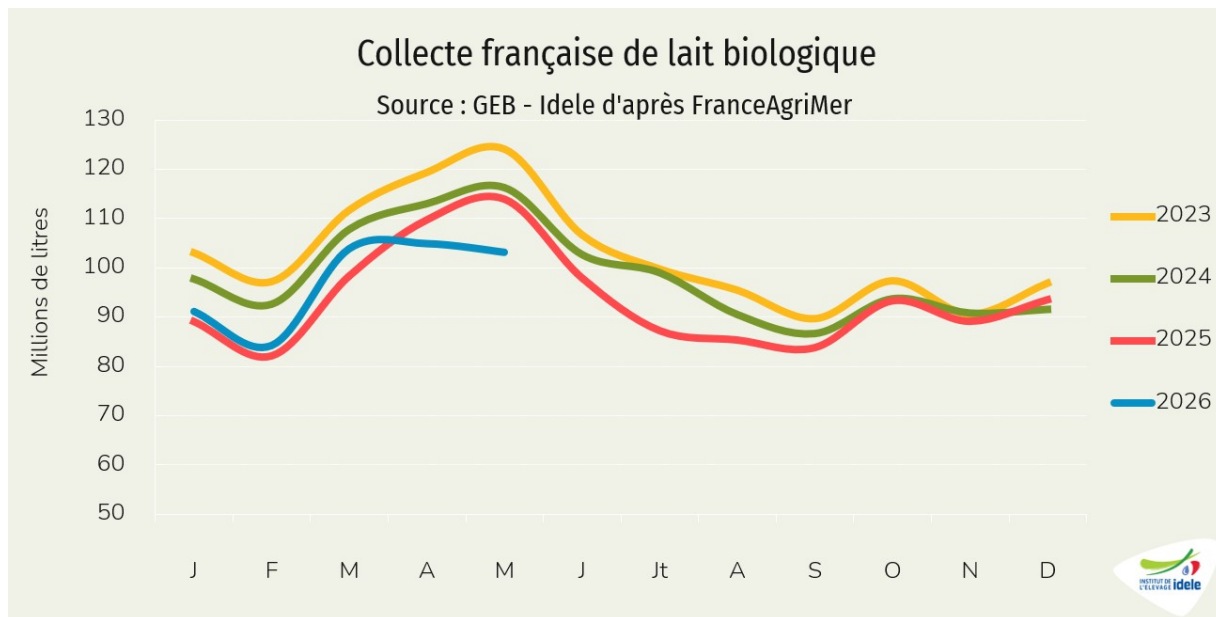
La marge MILC poursuit son érosion. Estimée à 179 €/1 000 l en mai dernier, elle connaît son septième mois consécutif de recul, perdant 10€ sur un mois. Ce repli résulte de la combinaison d'une baisse du prix du lait (lait conventionnel aux taux réels), d'une baisse des prix des vaches de réforme et d'un léger recul des charges. Sur un an, le recul de la MILC a atteint 62€/1000 l. Cette évolution s'explique par la hausse des charges (+19€) et le recul du produit lait (-53€) que la progression des coproduits viande (+10€) n'a que partiellement compensé. À noter, les charges considérées dans la marge MILC se basent sur l'IPAMPA lait de vache qui ne couvre pas l'ensemble des charges des exploitations. D'autres charges comme les coûts salariaux, les coûts des travaux par tiers ou les frais financiers qui ne sont pas prises en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à début 2025. Par ailleurs, les investissements en élevages laitiers ont été importants ces dernières années, notamment en robotisation, et l'évolution de la part croissante des investissements n'est pas prise en compte dans le calcul, l'indice IPAMPA étant établi sur la base 2020.

Après un début d'année favorable, la collecte bio cale

Après trois années de recul, la collecte française de lait biologique avait retrouvé une dynamique de croissance à la fin de l'année 2025, qui s'est poursuivie au premier trimestre 2026 malgré la diminution continue du nombre de producteurs, portée par une très bonne année fourragère. Ce **redressement s'est toutefois interrompu au printemps**. Après un **recul de 4,4% en avril** /avril 2025, la baisse s'est fortement accentuée en **mai (-9,5%)**. Comme pour le lait conventionnel, cette évolution résulte de la combinaison de deux facteurs. D'une part, la FCO survenue dans l'Ouest durant l'été 2025 : les décalages de vêlages induits par la maladie ont entraîné une baisse des naissances au printemps, limitant ainsi la production de lait. D'autre part, les fortes chaleurs de fin mai sont venues amplifier ce recul en pesant directement sur la production.

La collecte devrait rester pénalisée en juin sous l'effet de la canicule de fin de mois. Les stocks d'herbe de qualité récoltés au printemps permettent toutefois aux éleveurs d'adapter les rations.

Les perspectives pour juillet et août apparaissent plus favorables grâce au décalage des vêlages, qui devrait soutenir la production. Cette amélioration reste néanmoins conditionnée à l'évolution des conditions météorologiques : de nouveaux épisodes de forte chaleur pourraient en limiter, voire en effacer, les effets.



Lait de vache » Consommation »

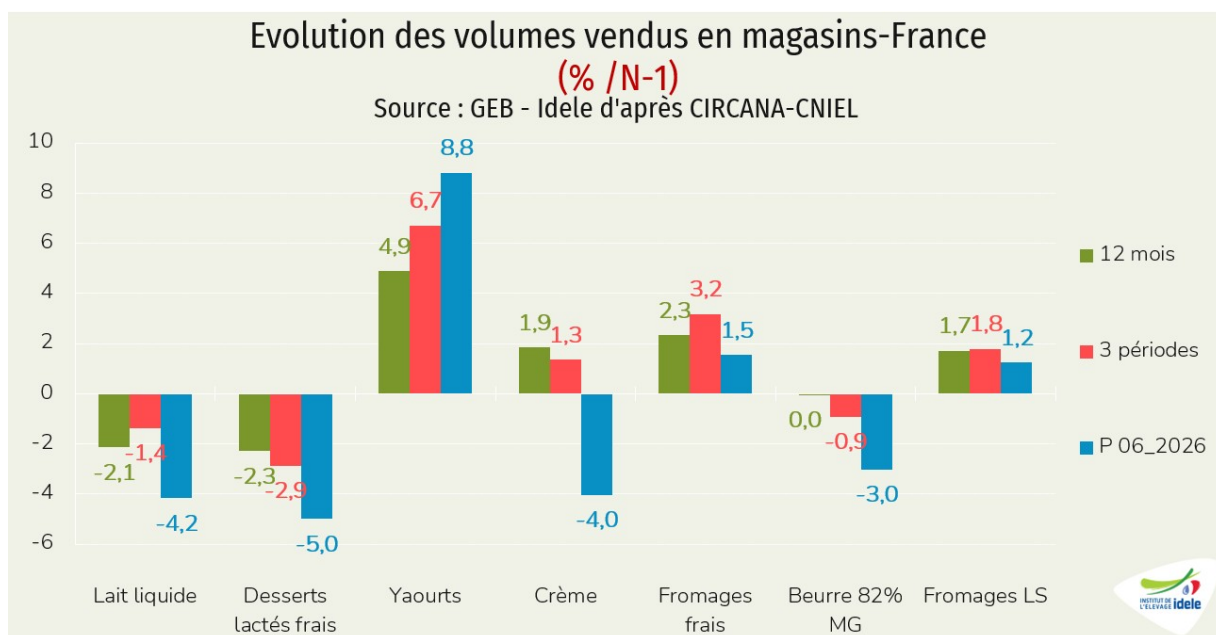
Les yaourts tirent la croissance des produits laitiers

Dernière révision le 21 juillet 2026

Dans un marché laitier marqué par des évolutions contrastées, les yaourts confirment leur dynamisme, portés notamment par les références hyper-protéinées et allégées. À l'inverse, le lait liquide et les desserts lactés frais poursuivent leur recul.

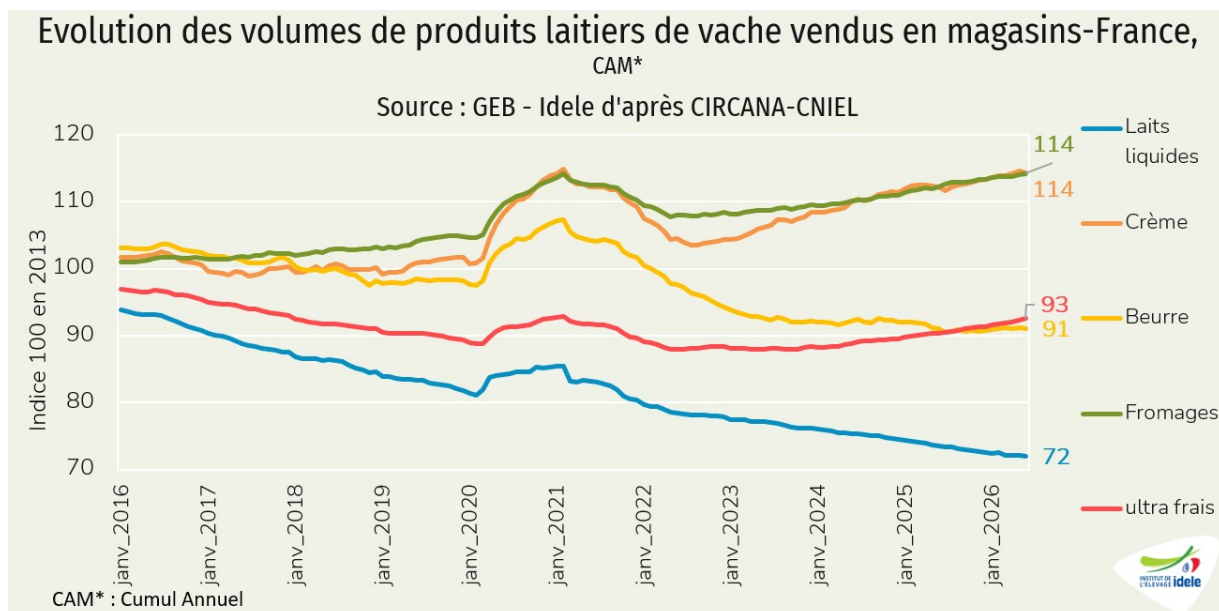
Des achats de produits laitiers contrastés

Après une année 2025 globalement stable, les achats de produits laitiers en magasins généralistes ont bien résisté en ce début d'année 2026. **Ils ont toutefois marqué le pas en P6** (mi-mai à mi-juin), avec un recul de 1,1% sur un an. Cette baisse est principalement imputable aux catégories en recul structurel depuis plusieurs années. **Les ventes de lait liquide ont diminué** de 4,2% en P6 et affichent un recul de 23% sur dix ans. **Les desserts lactés frais poursuivent également leur érosion** (-5% en P6, -12% sur dix ans). **Les ventes de beurre reculent** de 3% en P6 et de 12% sur dix ans. Plus inhabituel, les ventes de crème se replient de 4% sur la période, alors que cette catégorie reste orientée à la hausse sur le long terme (+12% en dix ans).



À l'inverse, les **fromages** continuent de gagner du terrain. Les ventes de fromages libre-service **progressent de 1,2% en P6 et de 12% sur dix ans**. Les évolutions sont toutefois très contrastées selon les familles. Les pâtes molles (-15%) et les pâtes persillées (-12%) sont en recul sur dix ans, tandis que les pâtes pressées cuites (+12%) et les pâtes pressées non cuites (+9%) progressent. La croissance est particulièrement marquée pour les pâtes

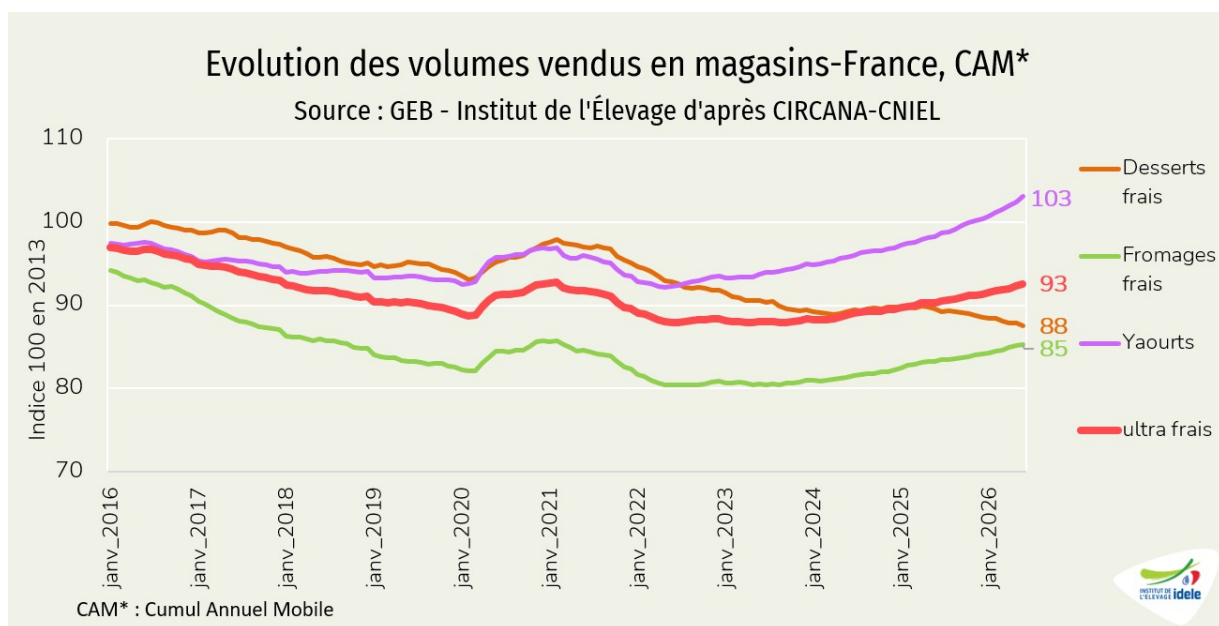
fraîches salées, dont les ventes ont bondi de 78% en dix ans, principalement sous l'effet de l'essor de la mozzarella et, plus récemment, de la burrata.



Les **yaourts** confirment également leur bonne dynamique. Après plusieurs années de baisse, les ventes progressent depuis la fin de 2022 et accélèrent depuis 2025. **En P6, elles augmentent de 8,8%**, portant la hausse à **6% sur dix ans**. Cette progression est largement soutenue par les **yaourts hyper-protéinés**, dont les ventes continuent d'afficher une croissance spectaculaire (+167% en P6). Ce segment ne représente toutefois encore qu'environ **1%** des volumes de yaourts. Les **yaourts allégés** poursuivent eux aussi leur développement (+32%), avec une part de marché désormais de 14% des volumes.

Les **fromages frais**, après plusieurs années de recul, ont retrouvé une **trajectoire de croissance depuis 2024**.

Au total, le segment de l'**ultra-frais** reste orienté à la baisse (**-4% sur 10 ans**). Le recul des desserts lactés frais, qui représentent encore près d'un quart des volumes du rayon, continue de peser sur l'ensemble de la catégorie, malgré la bonne tenue des yaourts, qui concentrent près de la moitié des achats.



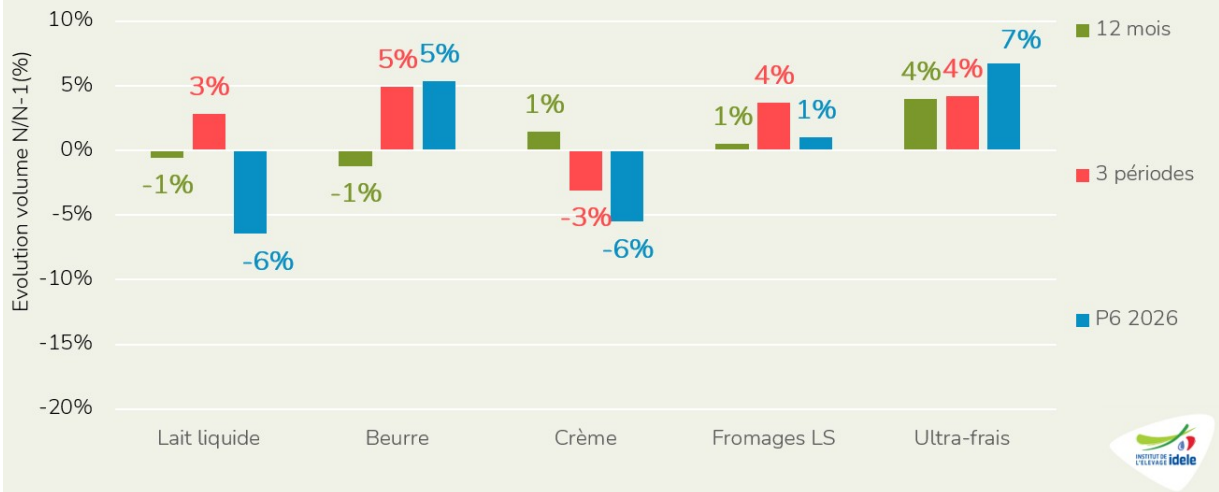
Les prix des produits laitiers en magasins généralistes poursuivent leur progression. En P6, ils ont augmenté de 1,4% par rapport à la même période de 2025. Sur les douze derniers mois, la hausse atteint 2%. Les évolutions restent toutefois contrastées selon les produits, avec des progressions plus marquées pour le beurre (+2,5%) et les yaourts (+2,7%).

Le bio retrouve de la dynamique, porté par l'ultra-frais

Les ventes de produits laitiers bio en magasins généralistes sont reparties ces derniers mois sur une dynamique positive. En P6, le lait liquide bio a reculé de 6%, dans le sillage de l'ensemble du marché du lait liquide. La crème bio affiche un repli de même ampleur. À l'inverse, les autres segments poursuivent leur progression, avec une très bonne dynamique pour l'ultra-frais bio (+7%), porté par les yaourts (+9%) et les fromages frais (+18%).

Evolution des ventes de produits laitiers bio en magasins généralistes (en volume)

Source: GEB-Idele d'après CNIEL et CIRCANA



La consommation de produits laitiers progresse en food service

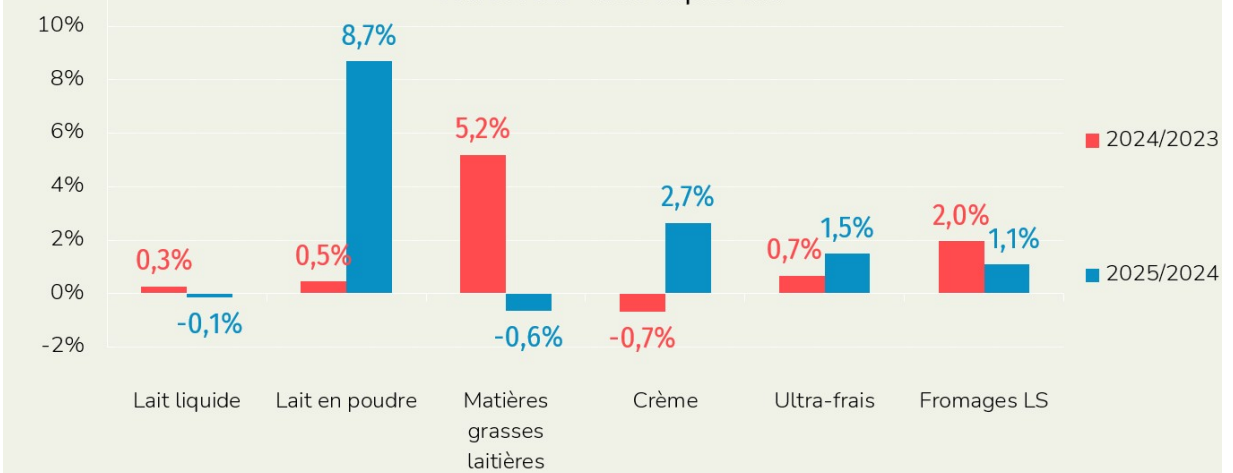
En 2025, les achats de produits laitiers en food service ont atteint 3,9 milliards d'euros, en progression de 4,6% /2024. Cette hausse résulte principalement de l'augmentation des prix (+3,5%), les volumes n'ayant progressé que plus modestement (+0,9%, en équivalent lait).

Dans le détail, la plupart des produits laitiers ont enregistré une hausse de leur consommation en volume. Seuls le beurre (-0,6%) et le lait liquide, dont les utilisations sont restées stables, font exception. **Le recul du beurre intervient dans un contexte de forte hausse des prix (+8,5%), nettement supérieure à celle des autres produits laitiers.** La baisse des volumes consommés est principalement observée en boulangerie-viennoiserie-pâtisserie artisanale (BVP) (-1,2%), tandis que la consommation est restée stable en restauration hors foyer (RHF). La BVP demeure néanmoins le principal débouché, représentant 53% des utilisations de beurre en food service.

À l'inverse, les achats de lait en poudre ont fortement progressé (+8,7%), dans un contexte de hausse de prix beaucoup plus modérée (+1,4%). Les utilisations de crème poursuivent également leur progression (+2,7%), avec une croissance particulièrement soutenue en BVP (+6,7%). Ce secteur représente à lui seul 27% des volumes de crème consommés en food service.

Evolution de la consommation de produits laitiers en food service en volume

Source : GEB - Idele d'après Gira



Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Recul des cotations des commodities

Dernière révision le 21 juillet 2026

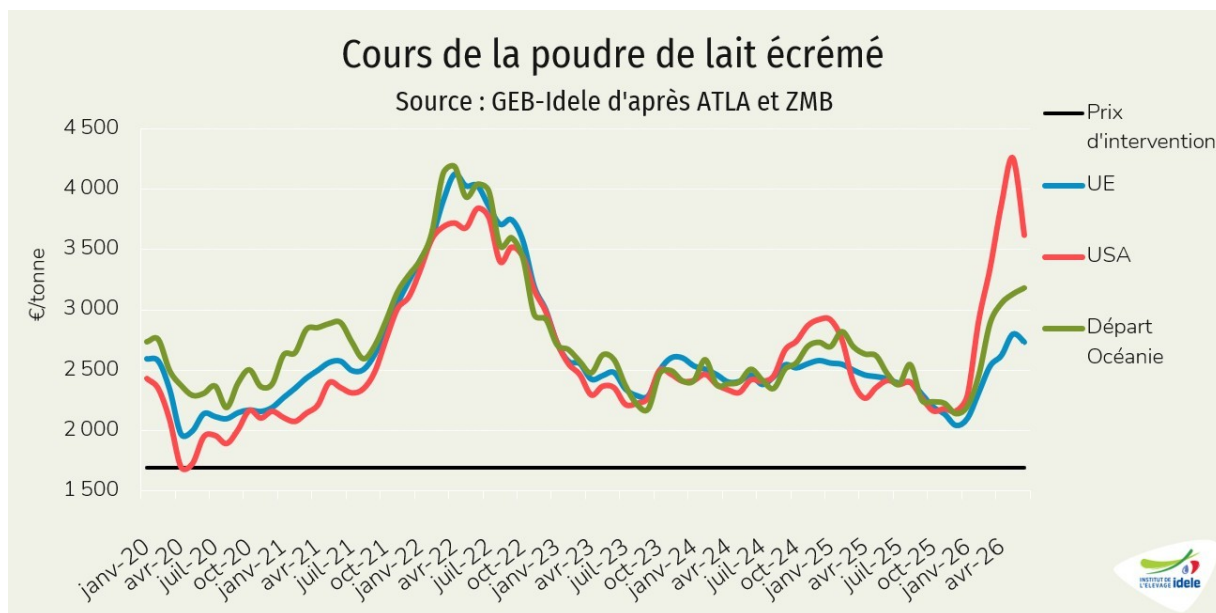
Avec des quantités de lait produit toujours globalement importantes, les cotations des commodities laitières se sont repliées. Après son envolée, le cours étatsunien de la poudre maigre se réajuste alors que les disponibilités rebondissent.

Réajustement des cours de la poudre maigre

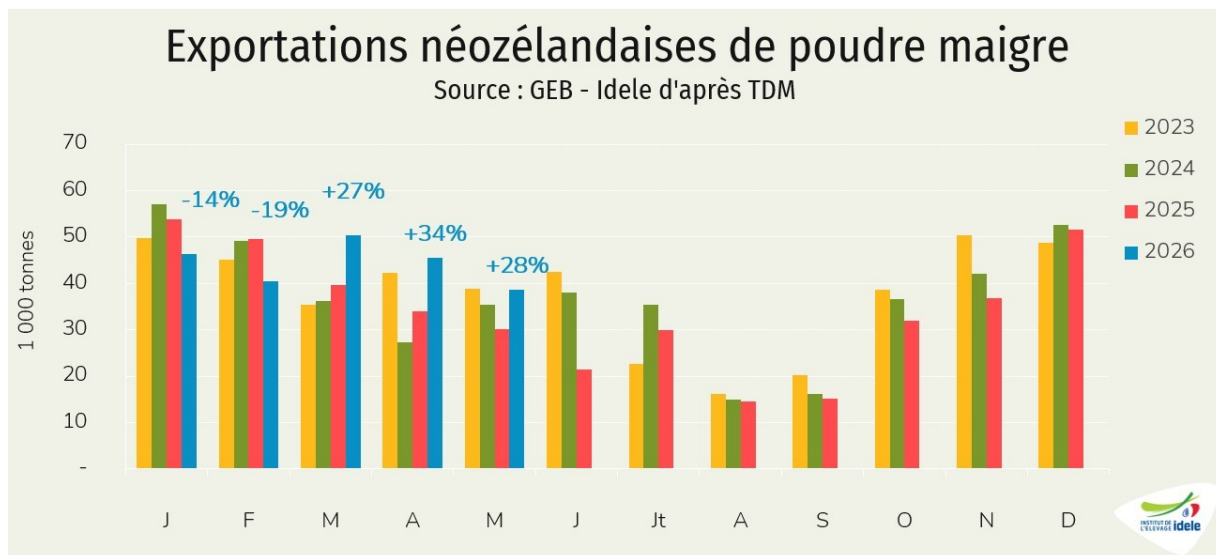
Les cours mondiaux de la poudre maigre ont été soutenus au printemps, portés par le manque de disponibilités aux États-Unis. En effet, les incertitudes sur les marchés mondiaux, la demande en protéines et des fermetures de

sites de production pour des raisons sanitaires ont créé un déficit important dans le pays. Faute de production aux États-Unis, les exportations de poudre maigre en mai 2026 ont même reculé de 20% sur un an, à moins de 50 000 t.

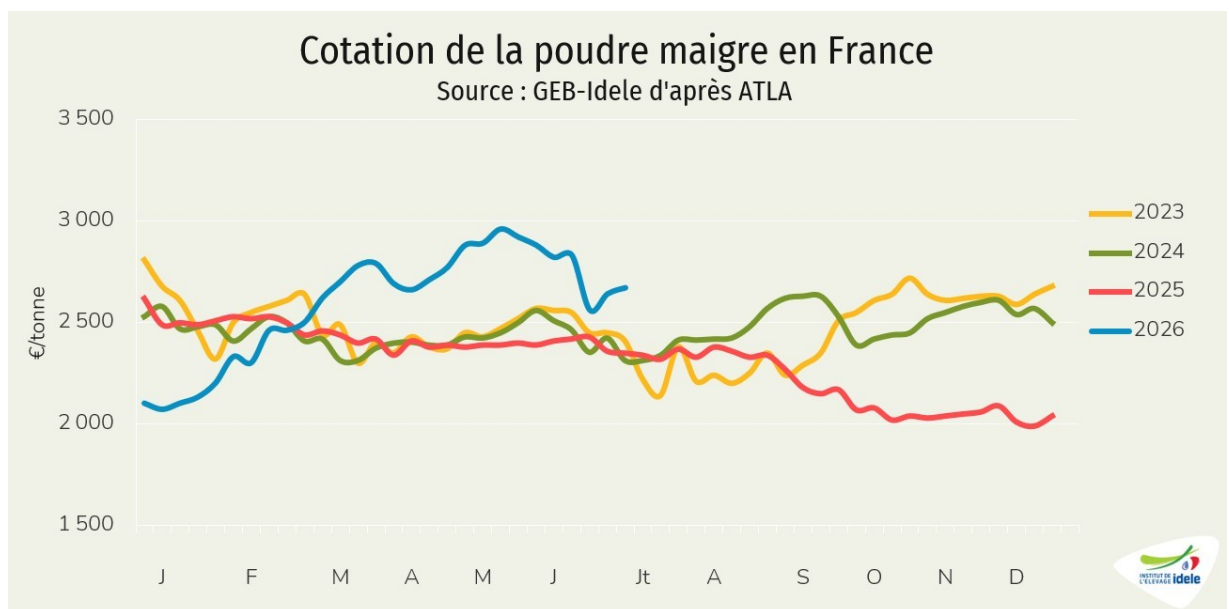
Depuis, les disponibilités y ont à nouveau progressé. Ainsi, en juin 2026, les cotations de la poudre de lait écrémé étaient désormais sous pression sur les marchés mondiaux. C'était bien sûr le cas pour la cotation départ USA qui avait jusque-là atteint des niveaux records. En juin, elle a ainsi reculé à 3 617 €/t (-15% /mai 2026 et +50% /juin 2025). Il s'agit encore du 7^{ème} niveau le plus élevé de l'histoire, mais la baisse va se poursuivre comme le suggère les données de cotations hebdomadaires dans le pays. La cotation en UE était aussi orientée à la baisse après un rebond plus modeste. Elle s'établissait à 2 732 €/t (-2% en un mois mais +12% /2025).



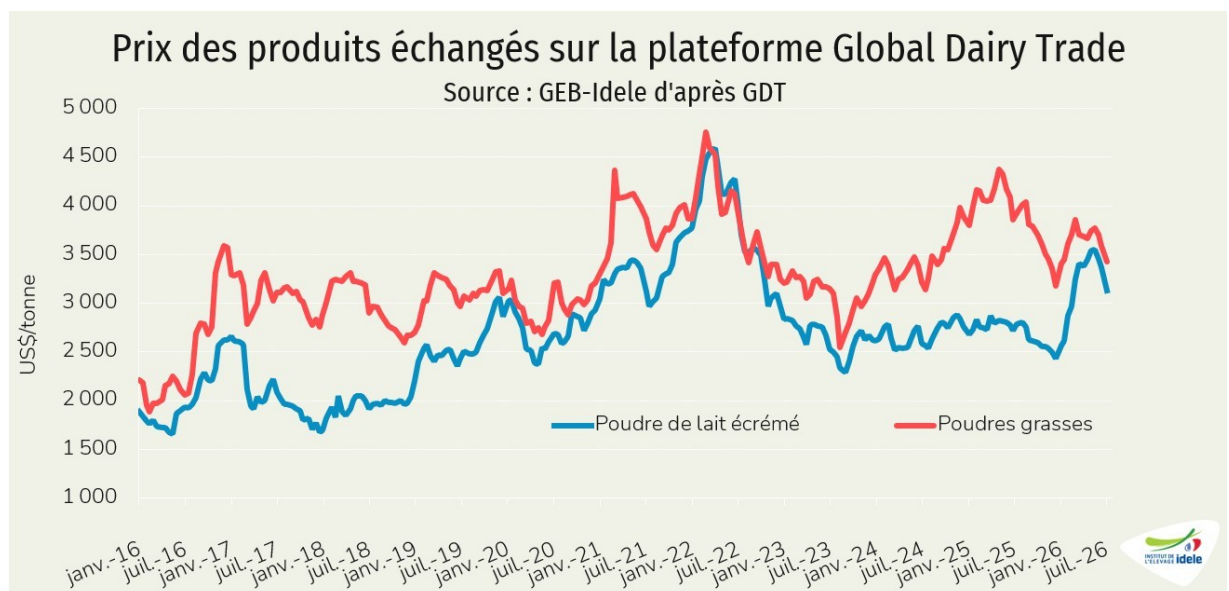
La cotation départ Nouvelle-Zélande avait mieux résisté, en légère progression à 3 182 €/t, soit +2% en un mois et +29% en un an. Signe jusqu'ici du manque de poudre maigre sur le marché mondial au printemps, les performances à l'export de la Nouvelle-Zélande ont été plutôt bonnes ces derniers mois après un début d'année plus compliqué. Entre janvier et mai 2026, la Nouvelle-Zélande a exporté 221 000 t de poudre maigre (+7% /2025), un record.



En France, après un rebond lié notamment au raffermissement des prix mondiaux, la cotation de la poudre maigre s'est repliée. D'après ATLA, La cotation s'est établie à 2 670 €/t en semaine 28, en baisse de 5% sur un mois mais en hausse sur un an de 14%, soit de 320 €/t.



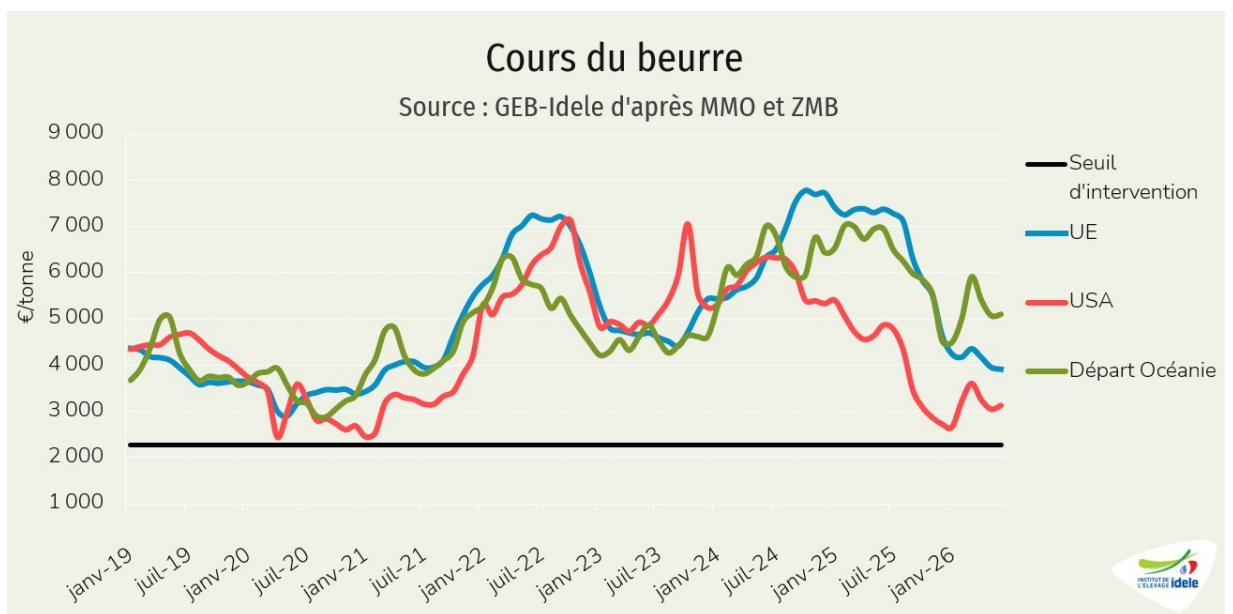
Les réajustements des cours à la baisse se poursuivent. Les dernières enchères pour la poudre maigre sur la plateforme du *Global Dairy Trade* étaient orientées à la baisse. Entre la dernière enchère de juin et la première de juillet (7 juillet 2026), le prix de la poudre maigre avait reculé de 7%, à 3 135 US\$/t.



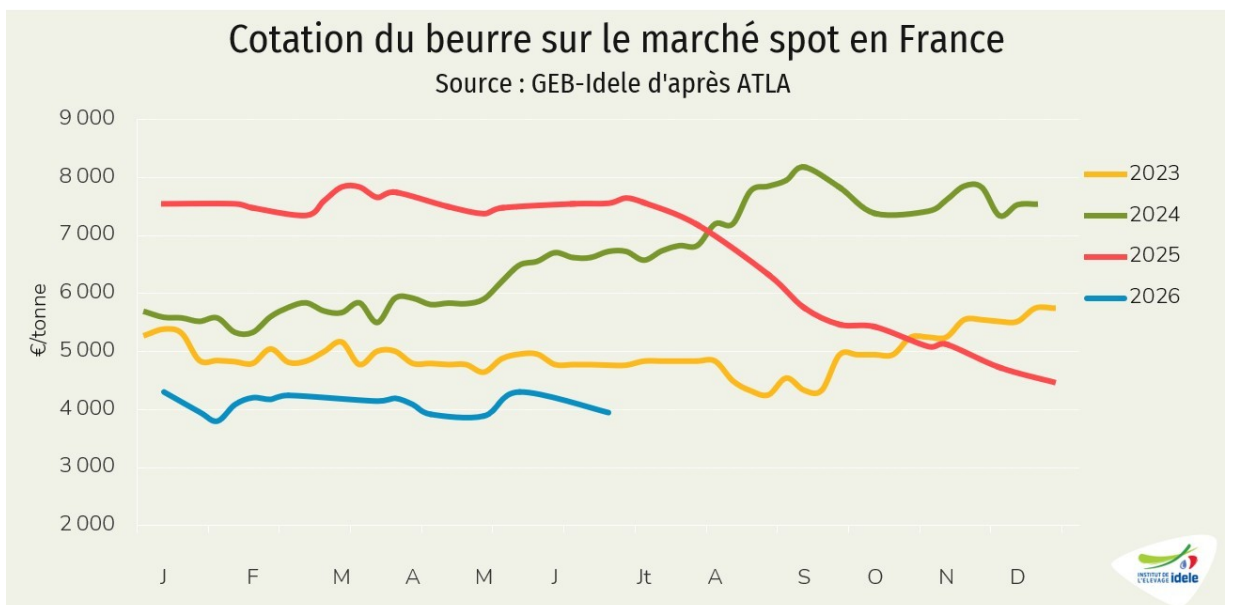
Après un bref rebond, les cours du beurre ont reculé

Après avoir progressé sur le premier trimestre 2026 alors que les opérateurs se couvraient sur les marchés, les cours du beurre se sont repliés en avril et en mai avant de se stabiliser. Les évolutions étaient diverses en juin 2026 :

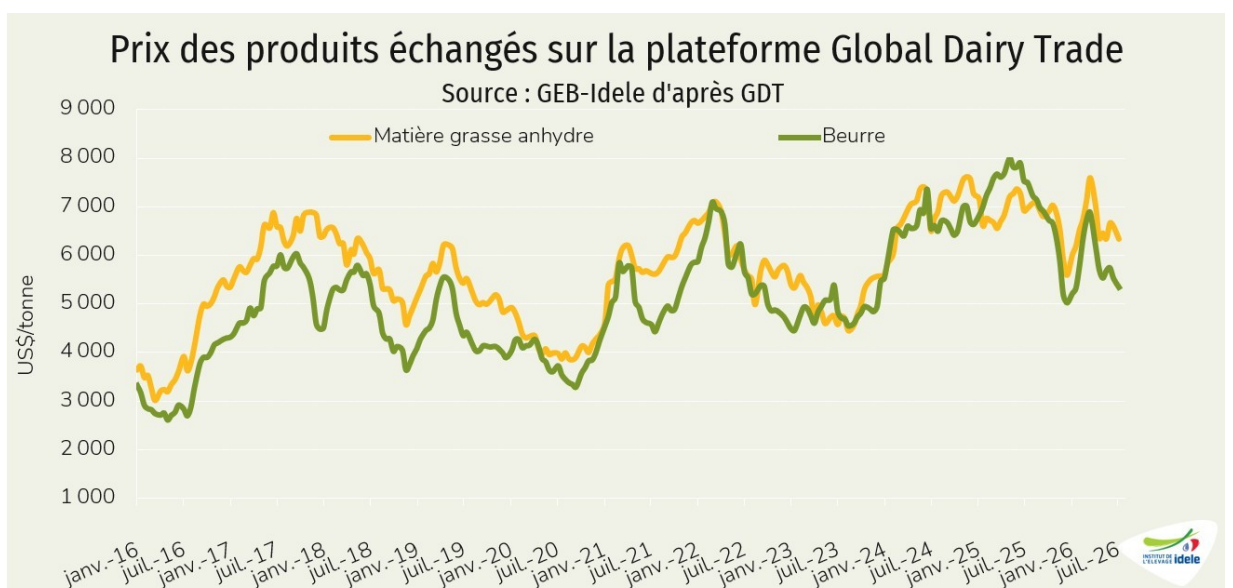
- En UE, la cotation a atteint 3 915 €/t (−1% en un mois, −47% /2025) ;
- En Nouvelle-Zélande, la cotation était en légère hausse à 5 096 €/t (+1% en un mois, −27% /2025) ;
- Aux États-Unis, la cotation était en progression à 3 123 €/t (+3% en un mois, −36% /2025).



Sur de nombreux marchés, la demande en beurre rencontre une offre plutôt soutenue. C'est notamment le cas en France. D'après ATLA, s'il n'y a pas eu de cotation en semaine 28, la cotation du beurre en France en semaine 27 s'est établie à 3 950 €/t (-8% sur un mois et -48% /2025).



A l'instar de la poudre maigre, les dernières enchères pour le beurre sur la plateforme du *Global Dairy Trade* étaient en baisse. Entre mi-juin et début juillet, le prix du beurre s'était déprécié de 3%, à 5 336 US\$/t.



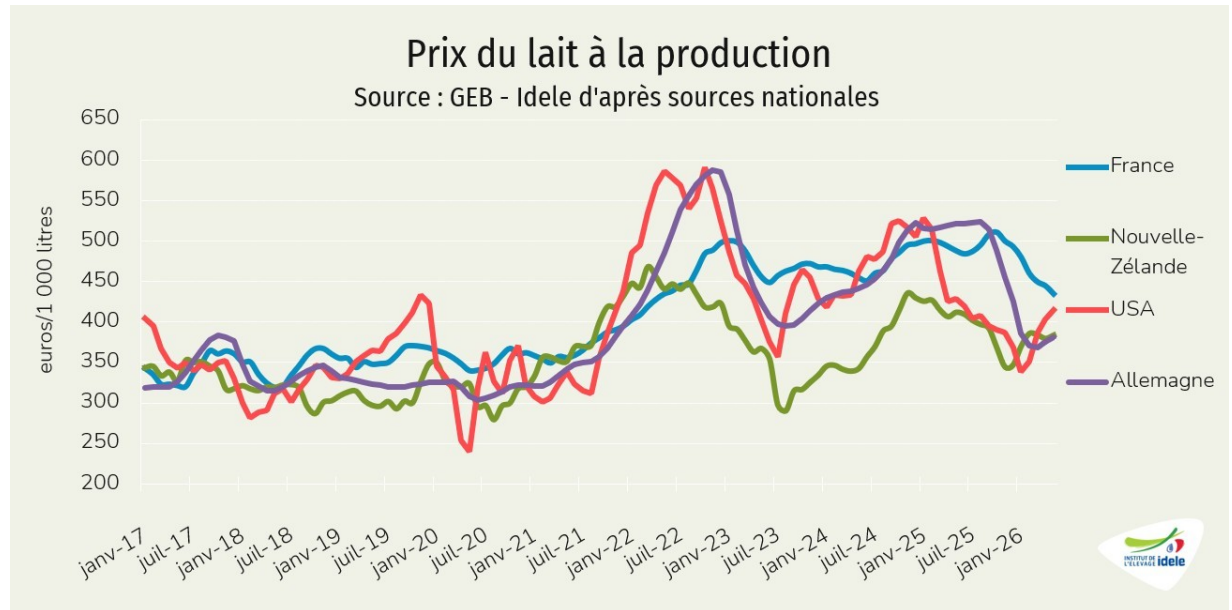
Les prix du lait se sont rapprochés

Portée notamment par la pénurie de poudre maigre jusqu'en mai, le prix du lait à la production **aux États-Unis**

s'est apprécié depuis le début de l'année alors qu'il partait d'un point bas. Entre janvier et mai 2026, il a progressé de 22% en euros pour atteindre à 414 €/1 000 l en mai 2026. Il demeurait en retrait de 3% sur un an.

En Nouvelle-Zélande, il est resté relativement stable alors que Fonterra avait maintenu des prévisions plutôt optimistes jusqu'ici. Il atteignait 384 €/1 000 l en mai 2026, soit -7% /2025. Dans l'UE, les dynamiques étaient divergentes.

En France, le prix à la production poursuivait son lent repli à 435 €/1 000 l (-11% /2025) quand le prix allemand se redressait à 382 €/1 000 l (-27%).



Le cours français décline sous l'effet de la canicule

Dernière révision le 21 juillet 2026

Viande ovine » France »

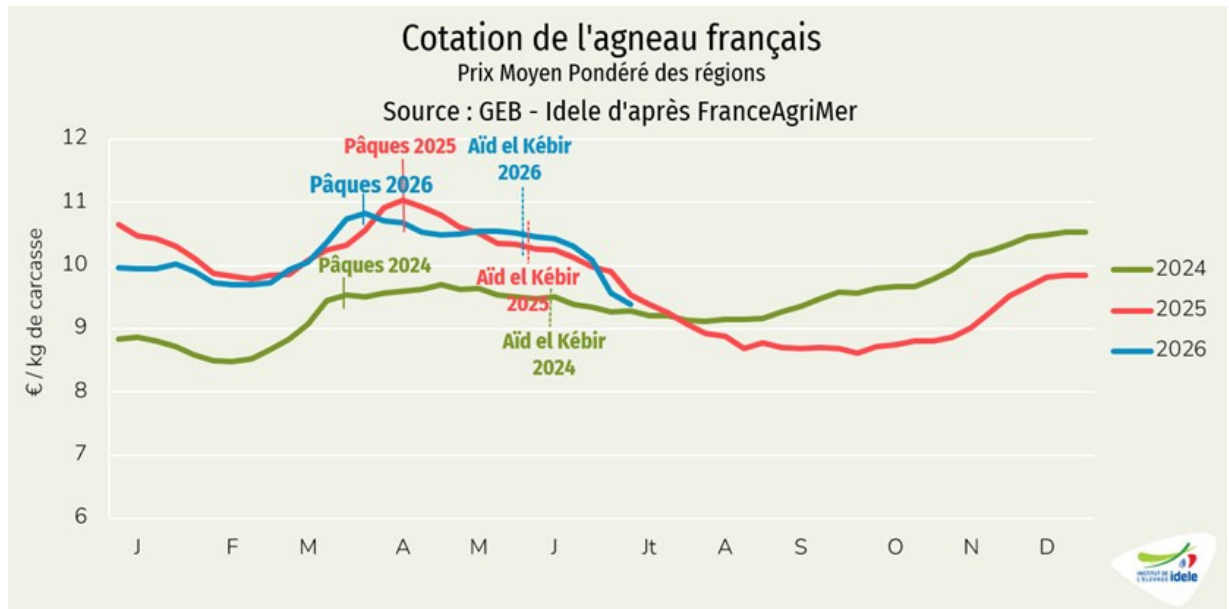
Le thermomètre s'affole et la cotation dégringole

Dernière révision le 21 juillet 2026

Le mois de juin a été le plus chaud jamais enregistré en France et cela s'est senti sur les achats de viande, et notamment de viande ovine. Nulle envie de faire un barbecue ou d'allumer sa poêle (pour la plupart des consommateurs), quand le thermomètre frôle voire dépasse les 40°C.

Le cours français chute sous l'effet d'un effondrement de la consommation

En **semaine 28** de 2026 (se terminant le 12 juillet), la cotation entrée abattoir de l'agneau français chutait nettement pour la deuxième semaine consécutive, repassant sous ses niveaux de 2025. Elle atteignait **9,39 €/kg**, en baisse de 0,17 €/kg d'une semaine sur l'autre et 0,14 € en-dessous de son niveau de 2025. **Sur la première moitié de juillet, le cours perd 70 cents du kilo carcasse.**

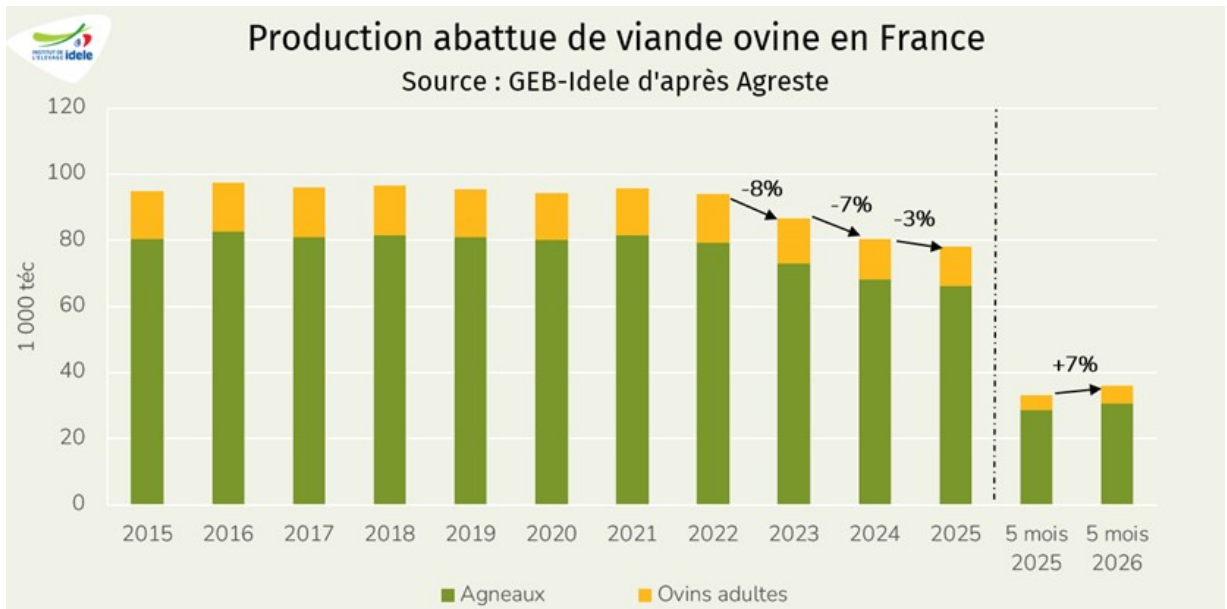


Une fois l'Aïd el-Kébir passé, fin mai, la consommation a retrouvé son bas niveau, ce qui pèse traditionnellement sur la cotation de l'agneau entrée abattoir. Mais à cela se sont ajoutés cette année **les épisodes successifs de fortes chaleurs** faisant **décrocher les achats de viande ovine** et finalement, dégringoler la cotation.

Au 1^{er} semestre 2026, la production française ne rattrape pas le retard pris en 2025

Selon Agreste, qui recense l'ensemble des abattages ovins français, la **production abattue de viande ovine en France était en hausse de 7% d'une année sur l'autre sur les cinq premiers mois cumulés de 2026**, totalisant 30 700 têtes, mais a reculé de 7% comparée à la moyenne des cinq dernières années (2021-2025). Il manque ici le mois de juin 2026 : le décalage des dates de l'Aïd (26/27 mai 2027 et 5/7 juin 2025) a artificiellement augmenté les abattages de mai 2026 (+30% /2025).

Cette hausse de production reflète à la fois à l'augmentation du nombre de **réformes** abattues (+14% à 192 000 têtes) et le net alourdissement de leurs carcasses (de 27,2 à 28,1 kg). Le nombre **d'agneaux** abattus augmente de 3%, à 1,3 M de têtes, avec un poids moyen de carcasse légèrement haussier, de 18,6 à 18,8 kg.



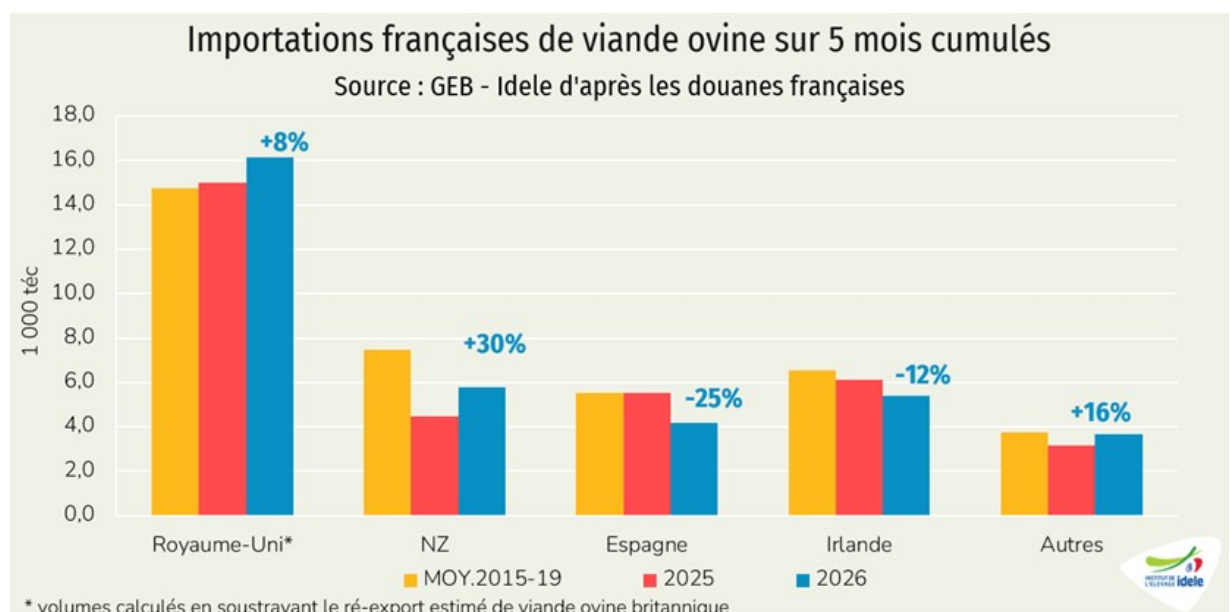
Selon les données d'Ovinfos (basées sur un échantillon d'abattoirs qui représente plus de 90% des notifications de déchargement d'ovins en abattoirs en 2025), fournies par Interbev, les abattages de juin seraient en recul de 15% /juin 2025 (décalage des dates de l'Aïd). Finalement, **le nombre d'ovins abattus au 1 r semestre 2026**, soit sur 26 semaines, **est en recul de 1,5% /2025**, totalisant 1,7 M de têtes. En termes d'effectifs abattus, **2026 est pour le moment une année de rattrapage partiel** du retard pris en 2025, avec les conséquences de la FCO qui a frappé les élevages au 2 d semestre 2024. En effet, si on compare au 1 r semestre 2025, le repli est de 11%.

La production française a très légèrement augmenté malgré la **forte baisse des effectifs d'agneaux vivants importés** : aucun en janvier, -74% /2025 en février, -31% en mars, -83% en avril et +56% en mai, soit -56% sur cinq mois. La part des agneaux importés dans les abattages français a nettement diminué au fil des ans et 2026 semble ne pas faire exception. Les imports de réformes ont reculé de 86%, totalisant seulement 760 têtes, toutes espagnoles, sur ces cinq mois.

Les exports français d'agneaux vivants ont par ailleurs augmenté de 68% sur la période, totalisant 251 000 têtes, avec des envois qui ont quasiment triplé (x2,7) vers l'Italie et augmenté de 65% vers l'Espagne et de 21% vers l'Allemagne. Les exports de **réformes**  taient **en hausse de 10%**, cumulant 18 000 têtes.

Des imports de viande ovine en hausse sur cinq mois cumulés

Les importations françaises de viande ovine destinées au marché français (en soustrayant le r export estimé de viande ovine britannique) ont logiquement chuté en avril du fait du décalage des dates de Pâques d'une année sur l'autre, **et bondi en mai**, en lien avec le décalage des dates de l'Aïd (26/27 mai 2026 contre 5/6 juin 2025), malgré la hausse continue des prix des viandes britanniques, espagnoles et irlandaises.

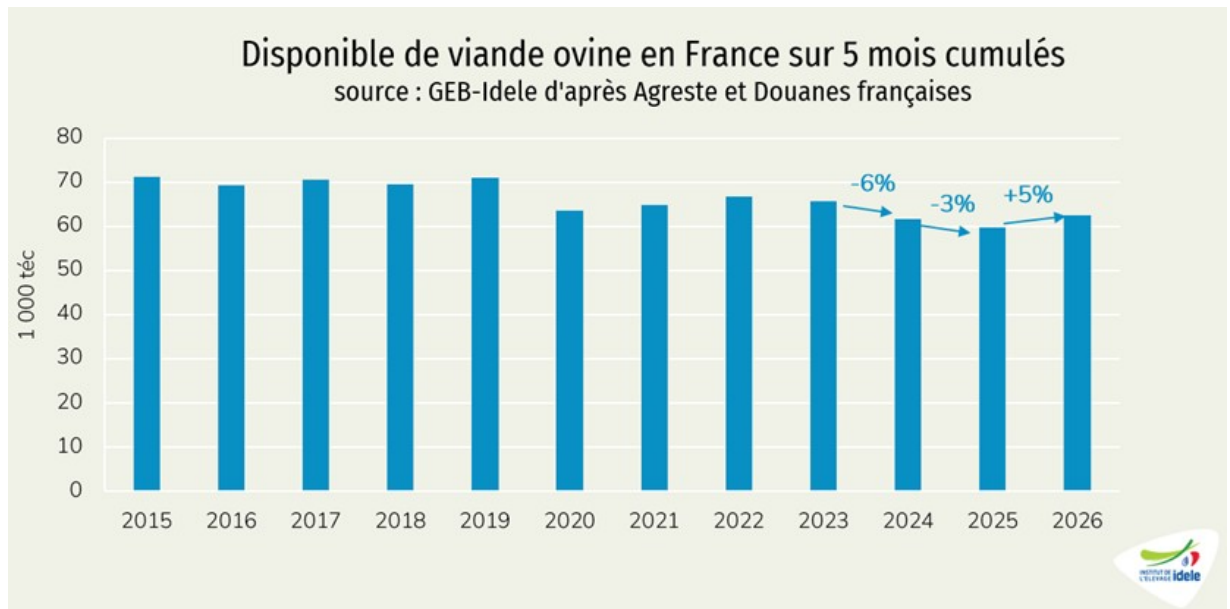


En cumul sur les cinq premiers mois de 2026, elles **ont augmenté de 3% /2025**, totalisant 35 000 t c (-8% / moyenne 2015-2019). Elles ont reculé en provenance d'Espagne et d'Irlande mais ont augmenté en provenance du Royaume-Uni et de Nouvelle-Zélande.

Le disponible français en viande ovine artificiellement en hausse sur cinq mois

Sur cinq mois cumulés en 2026, la production française et les importations de viande ovine sont en hausse d'une

année sur l'autre, du fait de fortes hausses en mai, imputables au décalage des dates de l'Aïd entre 2025 et 2026 : le **disponible français en viande ovine augmente ainsi de 5% /2025**, même s'il reste 11 % sous la moyenne 2015-2019 (avant Covid et *Brexit*).



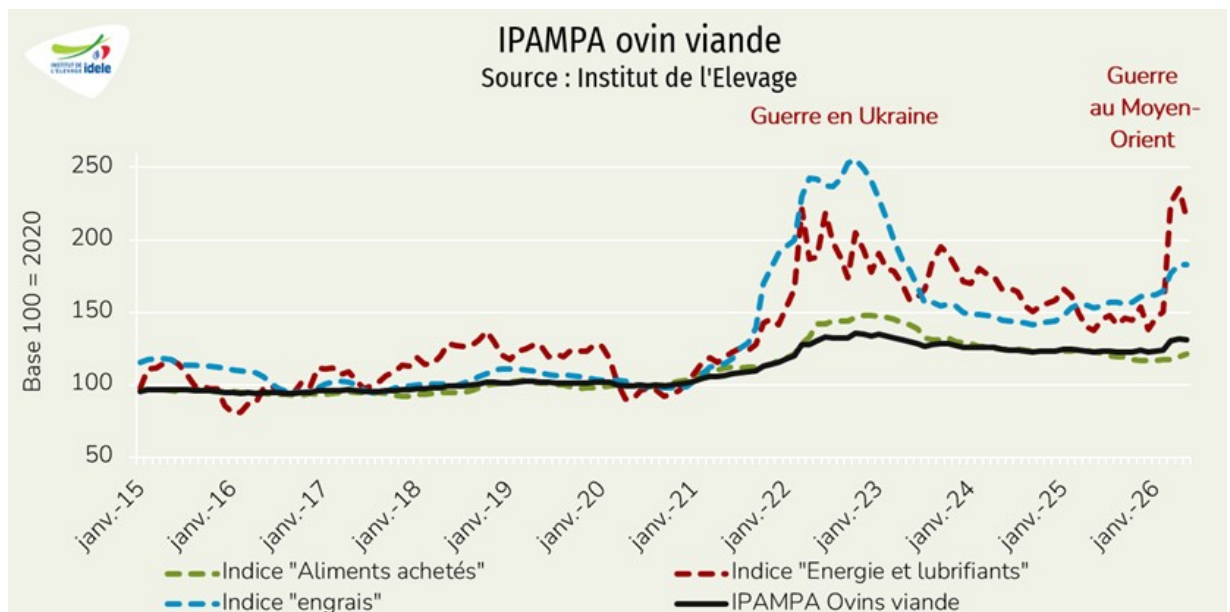
Le mois de juin 2026 a été le plus chaud jamais enregistré en France, avec une température moyenne supérieure de 3,8 °C aux normales saisonnières. La vague de chaleur exceptionnellement précoce qui a touché le pays du 17 au 30 juin a particulièrement affecté toute la moitié ouest. De très nombreux records de température ont été battus et plus de 70 départements ont été placés en vigilance rouge canicule.

Si cela a impacté animaux, végétaux et le travail des agriculteurs, cela a aussi modifié les habitudes de consommation des Français, au détriment des viandes, notamment ovines.

Selon les professionnels de la distribution, cette chaleur est venue aggraver la baisse des **achats de viande ovine par les ménages français, déjà en retrait depuis quelques années : ils observeraient une baisse à deux chiffres sur le 1^{er} semestre 2026** comparé à 2025.

Après un bond en mars et avril, l'IPAMPA se replie légèrement en mai

La hausse des prix du carburant, sur fond de **guerre au Moyen-Orient**, a provoqué une forte hausse de l'IPAMPA, qui s'est rapproché de ses records de 2022 (135,4 en octobre 2022) en mars et avril. Il se replie légèrement en mai, sous l'effet d'une accalmie des tensions géopolitiques : il était enregistré à 130,7, soit +7% /2025 : l'indice relatif aux carburants bondissait toujours de 56% /2025 (contre +68% en avril) et celui relatif aux **engrais**, de 20%. Malgré ce repli, il est loin de retrouver son niveau de février 2026, à 123,6.



Viande ovine » UE et monde »

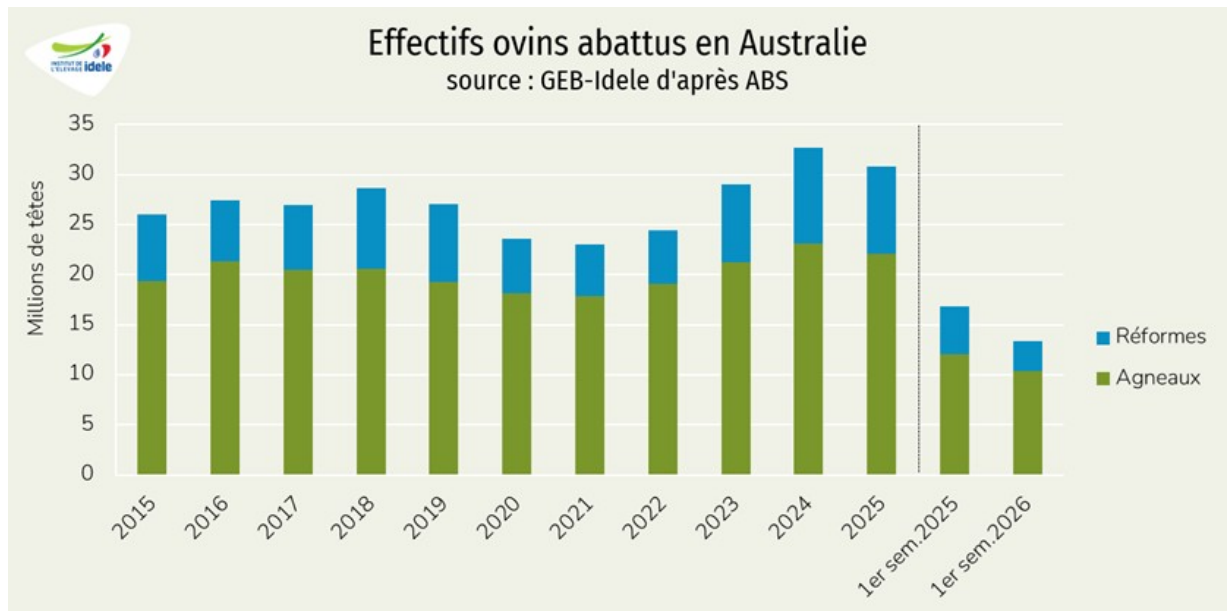
L'Océanie se prépare à affronter un El Niño potentiellement très virulent

Dernière révision le 21 juillet 2026

Alors que les deux premiers exportateurs mondiaux de viande ovine semblent se remettre doucement de la sécheresse de 2024 en recapitalisant leur cheptel ovin, ils doivent se préparer à affronter un nouvel épisode de El Niño. Annoncé pour le 2nd semestre 2026, cet évènement climatique pourrait être bien plus dévastateur que lors de ses précédentes apparitions.

Australie : recapitalisation en cours avant qu'El Niño ne frappe le pays

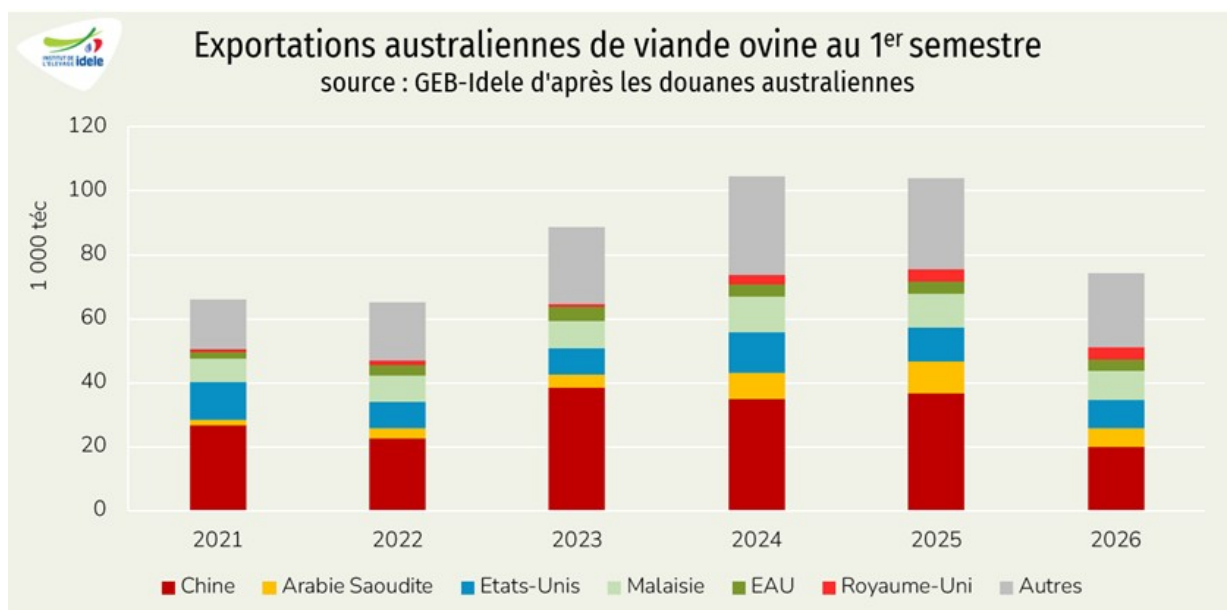
Après des années records en partie du fait d'une forte sécheresse en 2024, les abattages ovins australiens diminuent. **Au 1^{er} semestre 2026, on enregistre une baisse de 21% /2025**, à 13 M de têtes, avec un repli de 14% des abattages d'agneaux et de 37% des abattages de réformes. La **recapitalisation** est en cours.



Toutefois, le *Bureau of Meteorology* (BOM) australien a récemment confirmé la présence du phénomène **El Niño** pour 2026 : il s'agit d'un phénomène climatique récurrent, qui crée des situations de chaleur et de sécheresse, et qui devrait impacter le pays au **2nd semestre 2026**. Ce phénomène pourrait cette année revêtir un **niveau exceptionnel**, le taux de réchauffement qui le caractérise en début de phase étant déjà très élevé.

On s'attend alors à une nouvelle phase de décapitalisation en Australie, potentiellement plus importante que la précédente de 2024 où on observait déjà un pic exceptionnel des abattages ovins face à un manque sévère d'aliments.

Du côté des **exportations australiennes de viande ovine**, la **baisse observée est de 29% sur le 1^{er} semestre 2026**, comparées à 2025, avec près de 74 000 téc au total. On observe des reculs importants vers la Chine (-45%), l'Arabie Saoudite (-42%) et les États-Unis (-16%), les trois premiers clients de l'Australie.

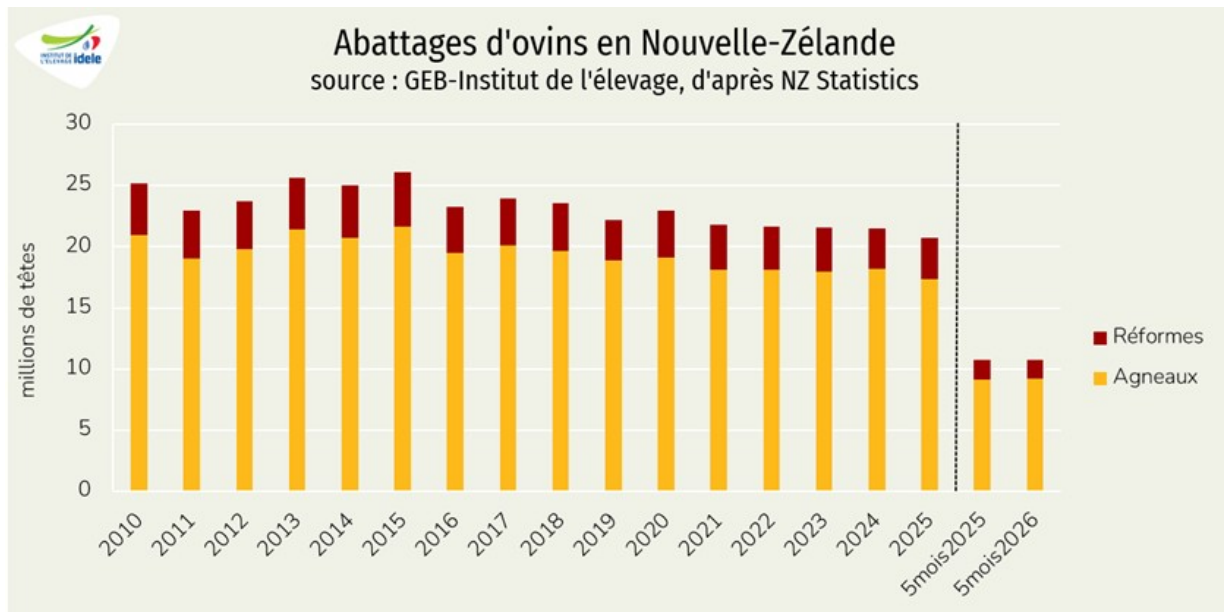


Face au disponible en retrait alors que la demande mondiale reste soutenue, **les prix de la viande ovine australienne poursuivent leur hausse entamée fin 2023**.

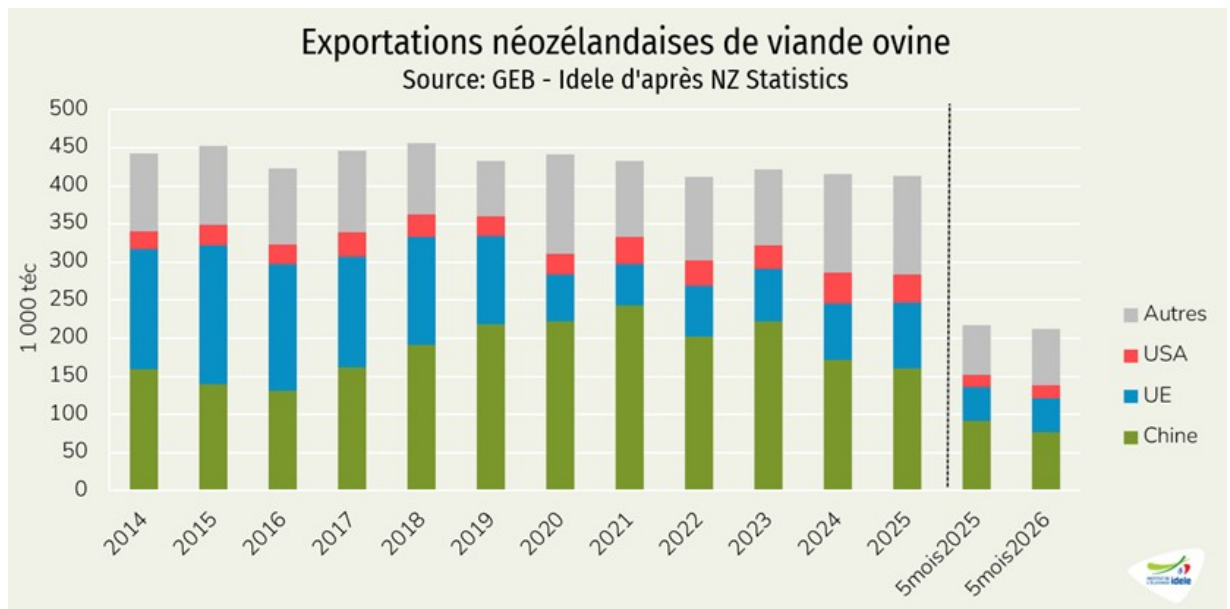
Nouvelle-Zélande : les exportations de viande ovine résistent

Après avoir augmenté de 2% entre 2023 et 2024, puis baissé de 1% /2024, **la production ovine néozélandaise diminue de 1% /2025 sur cinq mois cumulés en 2026**, à 216 000 téc.

En 2025, les abattages **d'agneaux** sont en hausse de 1% alors que les **réformes** reculent de 7%, en effectifs.



Les exportations néozélandaises ont reculé de 2%, totalisant 212 000 téc sur cinq mois en 2026, comparées à la même période en 2025. On constate un net recul vers la Chine (-16% soit -14 000 téc), le Royaume-Uni (-10% soit -2 400 téc) et l'Arabie Saoudite (-36% soit -2300 téc, du fait de fortes baisses en mars, avril, et mai, en lien avec le conflit au Moyen-Orient), que les hausses vers l'Amérique du Nord, le Japon, Taïwan et la Malaisie, n'ont su contrebalancer.



Tout comme en Australie, face au disponible en retrait en Nouvelle-Zélande alors que la demande mondiale reste soutenue, **les prix de la viande ovine néozélandaise poursuivent leur hausse entamée en 2024.**

Le phénomène **El Niño** devrait aussi impacter fortement la Nouvelle-Zélande au 2nd semestre 2026.

Coup de frein au dynamisme des livraisons

Dernière révision le 21 juillet 2026

Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre »

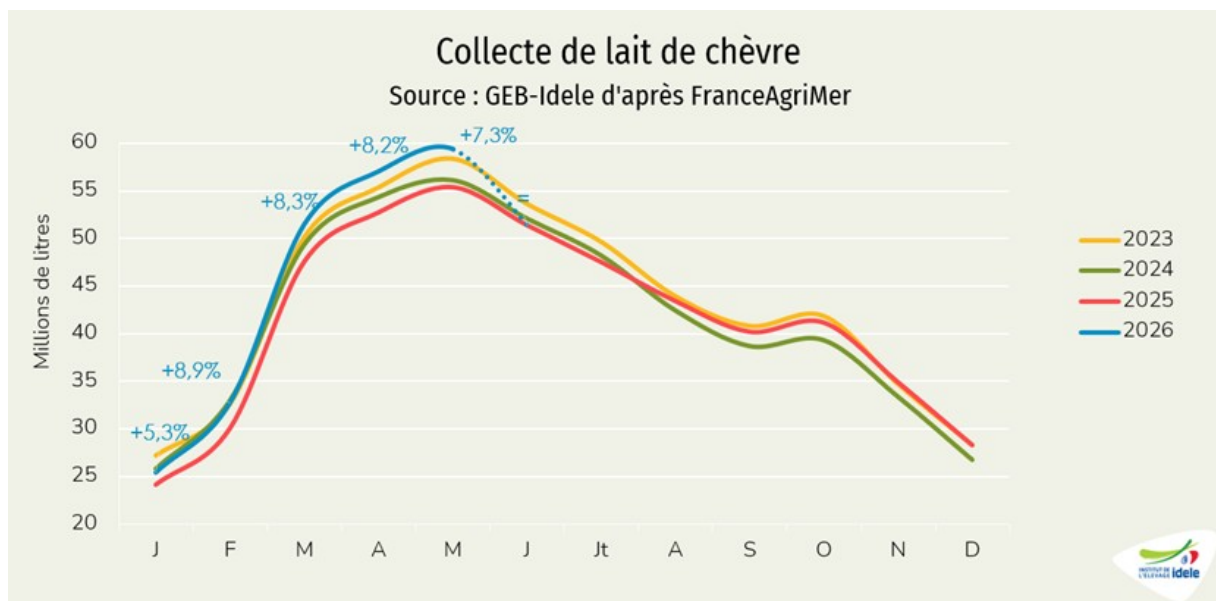
Les fortes chaleurs pénalisent la production laitière

Dernière révision le 21 juillet 2026

Si en mai, la production laitière caprine a continué sur sa bonne dynamique, en juin et début juillet elle marque un pas face aux fortes chaleurs. Ces dernières ont fortement impacté l'état des animaux et pénalisé les lactations.

Coup de frein à la hausse de collecte en juin à cause des fortes chaleurs

La collecte de lait de chèvre s'est élevée à 59,4 millions de litres en mai 2026, une hausse de 7% /2025.



En cumul **sur les cinq premiers mois de l'année, les livraisons ont atteint 226 millions de litres (+8% /2025).**

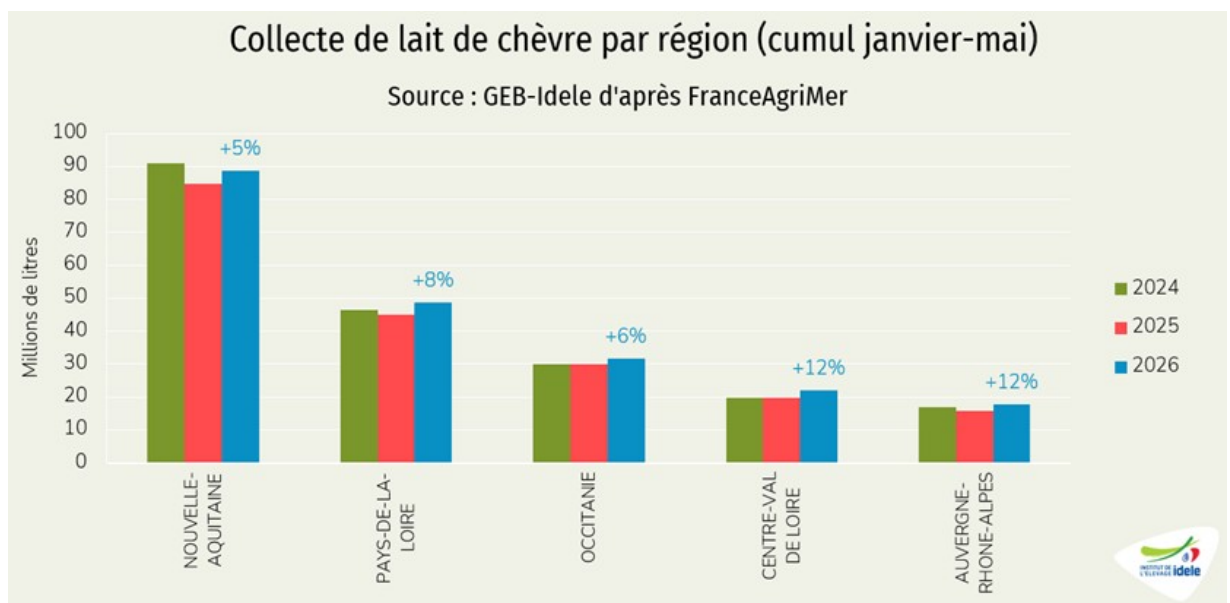
Avec trois épisodes successifs de fortes chaleurs en juin et juillet, la production de lait de chèvre a marqué un coup d'arrêt. Cela est visible sur les données de collecte hebdomadaires transmises par FranceAgriMer : en semaine 22, soit la première canicule, la collecte hebdomadaire s'est affichée en recul de 2% d'une semaine sur l'autre. Mais l'épisode de fin juin a fortement touché les chèvres par sa durée et son intensité. **On a ainsi observé une baisse de 9% de la collecte entre les semaines 25 et 26, et de nouveau de 3% en semaine 27, soit un repli de 12% en deux semaines alors que la collecte était très dynamique jusque-là.**

Par ailleurs, les conséquences sur les fins de lactations, les mises-bas désaisonnées, et la production fourragère restent encore à évaluer.

+12% pour la collecte en Centre-Val de Loire en mai

En mai, la collecte a progressé dans toutes les régions, à des niveaux variables :

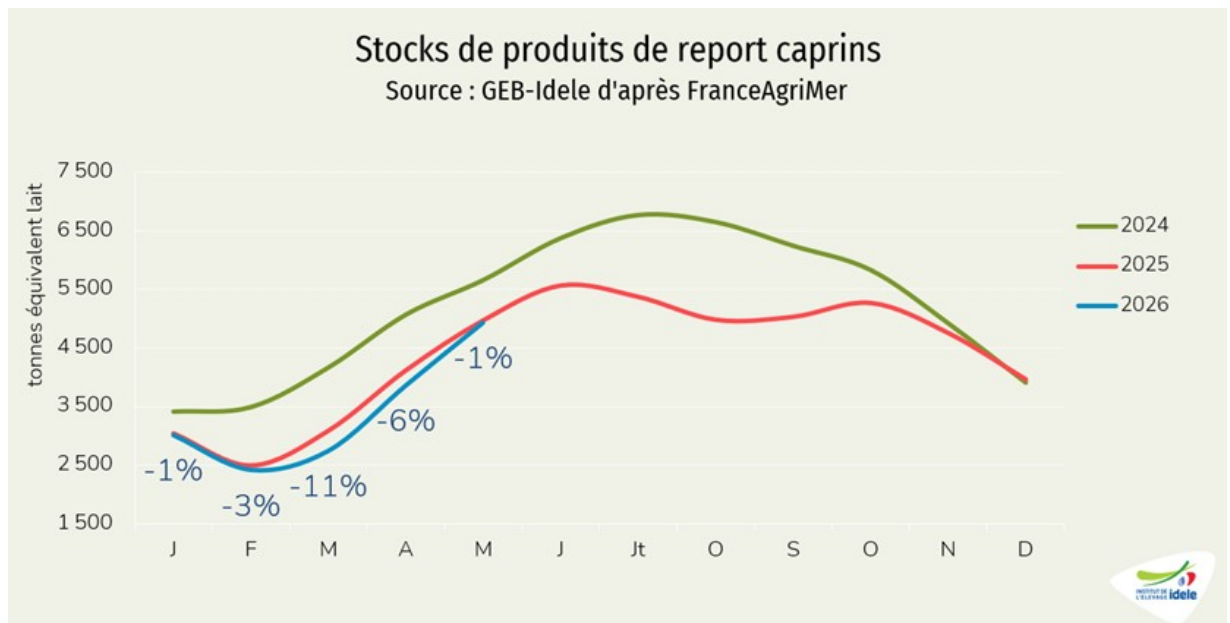
- +12% en Centre-Val de Loire et en AURA,
- +7% en Pays de la Loire
- +6% en Occitanie
- +5% en Nouvelle-Aquitaine.



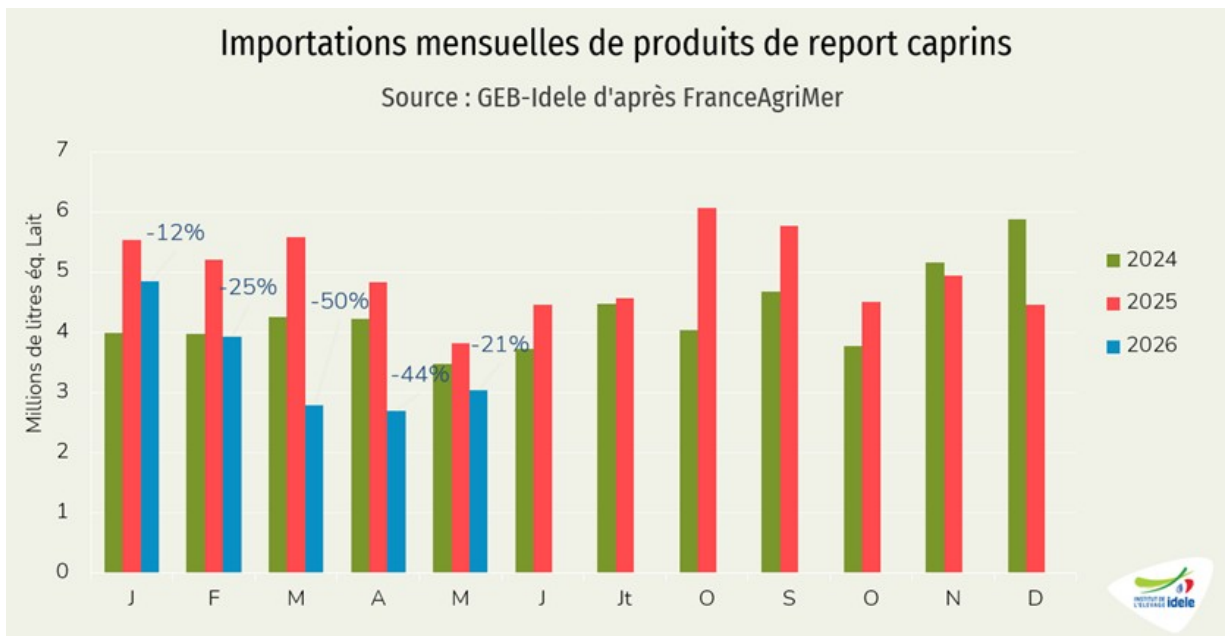
En cumul sur les cinq premiers mois de l'année, les hausses sont significatives dans toutes les régions, et notamment +12% en Centre-Val de Loire et en AURA.

Hausse significative des approvisionnements en mai

En mai 2026, les stocks de produits de report caprins ont poursuivi leur hausse saisonnière : +28% d'un mois sur l'autre. Ils ont quasiment rejoint leur niveau de 2025.

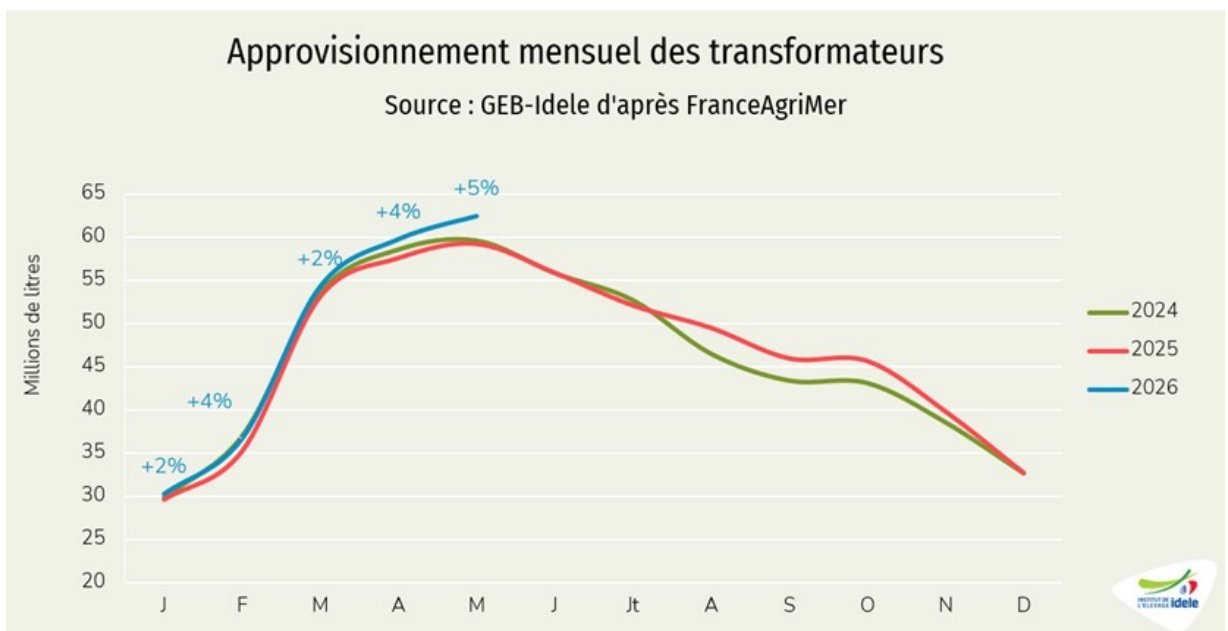


Les industriels français ont importé 3,0 millions de litres équivalent lait en mai 2026 (-21% /2025). En cumul sur cinq mois, 17 millions de litres équivalent lait ont été importés, soit 31% de moins que sur la même période de 2025.



Avec une collecte en forte progression depuis janvier, les importations sont très réduites. Hausse des stocks et recul des importations, pour les entreprises qui ont ce levier, permettent de temporiser la hausse de collecte au niveau des sites de transformation.

En mai 2026, les approvisionnements des transformateurs ont augmenté par rapport à mai 2025, à 62,4 millions de litres (+5% /2025).



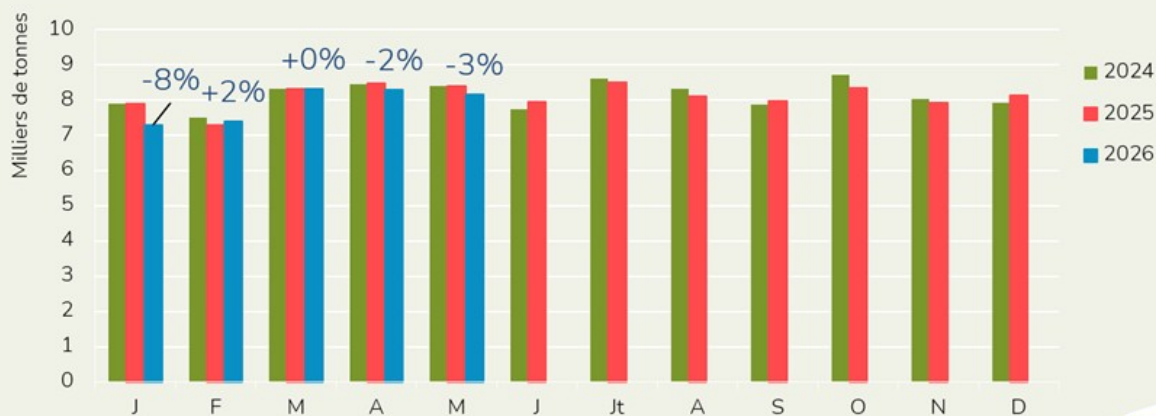
En cumul sur cinq mois, 243 millions de litres de lait étaient disponibles pour les laiteries, soit une hausse de 4% /2025.

Recul des fabrications toutes catégories

Les fabrications de fromages de chèvre reculent de 3% en mai d'une année sur l'autre, totalisant 8 166 tonnes.

Fabrications industrielles de fromages de chèvre

Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer



En cumulo sur cinq mois, elles s'élèvent à plus de 39 500 tonnes, en retrait de 2% /2025.

Les fabrications de fromages de chèvre dits « à la coupe », c'est-à-dire destinés à la restauration hors domicile et à l'industrie agro-alimentaire, sont en recul en cumulo sur cinq mois (-2% /2025), en lien avec les difficultés du secteur de la restauration. Mais fait marquant, les bûches de 1kg dites « à la coupe » sont en baisse de 10% quand les autres fromages « à la coupe » de cette catégorie sont en hausse de 8%.

Fabrications par type de fromages de chèvre (janvier-mai)

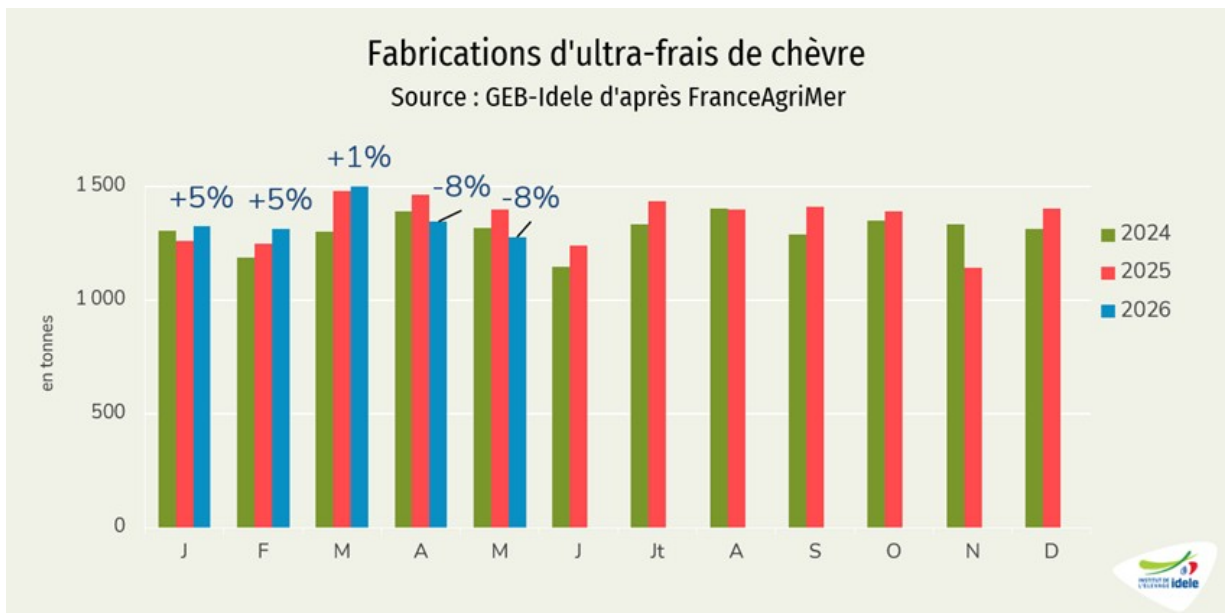
Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer



La catégorie fromages frais est en retrait de 4%, mais cela cache des disparités : les fabrications de « frais à tartiner » augmentent de 4% sur cinq mois, tandis que les « frais traditionnels » diminuent de 11%.

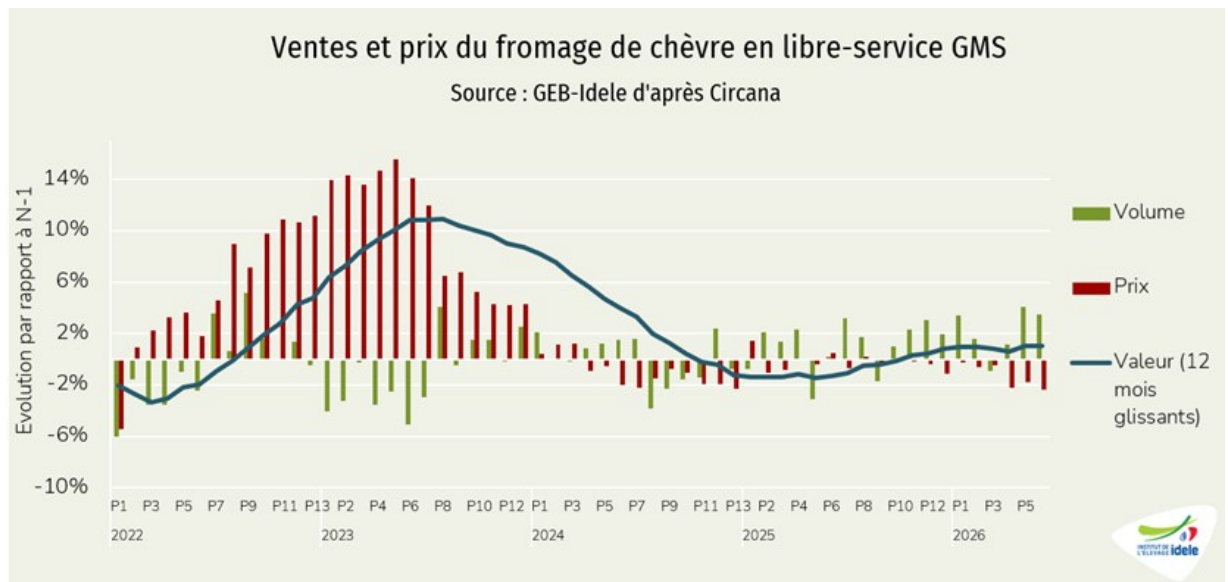
Quant aux fabrications de fromages de chèvre à la pièce destinés à la vente au détail, elles sont en recul de 2% en cumulo. Les fabrications de bûchettes, de crottins et la catégorie « autres fromages affinés à la pièce » ont régressé de 1% en cumulo annuel.

Du côté de l'ultra-frais au lait de chèvre, on constate des fabrications en retrait en mai 2026 (-8% /2025). L'évolution est de -1% en cumulo annuel.



Consommation en grandes surfaces toujours dynamique

Selon les données du panel Circana de la période 6 (du 18/05 au 14/06), **les ventes de fromages de chèvre au rayon libre-service des grandes surfaces sont toujours sur une bonne dynamique : en hausse de 3,5% /2025 en volume.**



Dans le détail, les marques de distributeurs ont progressé de 1% et les marques nationales de 9% sur la P6, et de respectivement 1,7 et 4,4% en cumul annuel en volume. La baisse des prix au kilo explique ces évolutions en volume, même si elle limite les évolutions en valeur.

Recul de 20% des semis de maïs en France

Dernière révision le 21 juillet 2026

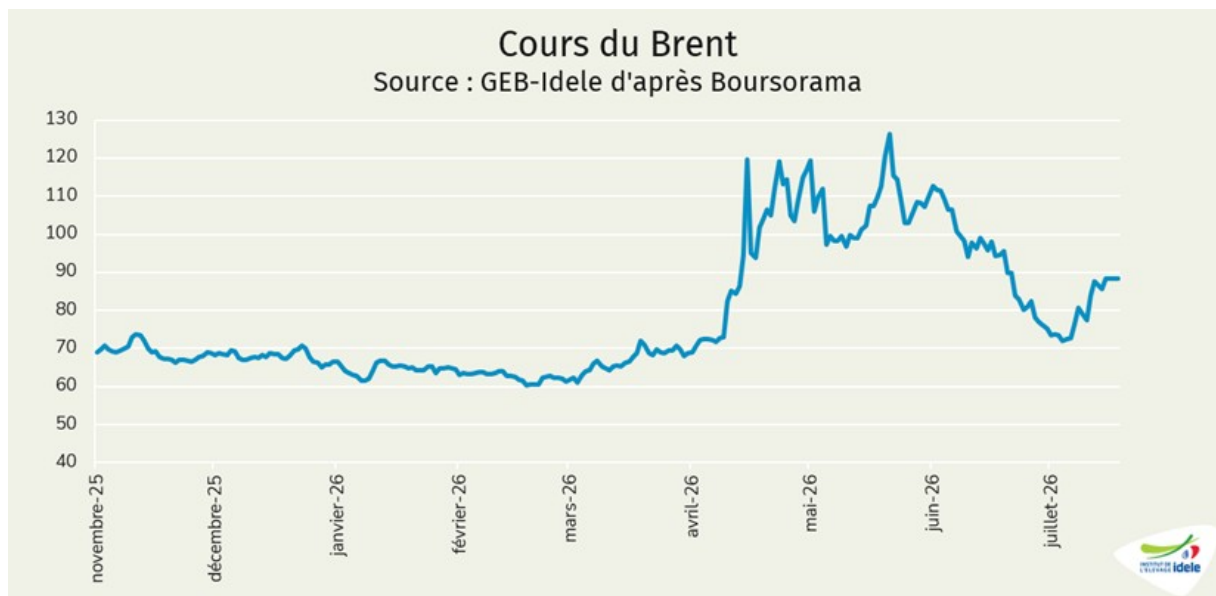
L'énergie toujours sous tension

L'accord signé le 17 juin entre les États-Unis et l'Iran avait ouvert une période de repli des cours des énergies. **Mais la reprise des hostilités le 8 juillet a relancé les hausses et les cours sont, mi-juillet, autour de 90 \$/Bbl.** Le détroit d'Ormuz, par lequel transitent en temps normal environ 20% du pétrole et 30% du gaz naturel mondiaux, mais aussi 30 à 40% de l'urée et 20 à 30% de l'ammoniac échangés dans le monde, reste quasiment fermé.

Pour les filières agricoles et agroalimentaires, outre le prix du GNR, le transport et les emballages plastiques font augmenter les coûts de façon significative. Il y a une réelle inquiétude sur une nouvelle période d'inflation et d'incertitude économique et géopolitique. **Pour en savoir plus, l'Institut de l'élevage a publié un article sur l'estimation des surcoûts liés au conflit au Moyen-Orient. Pour le consulter, cliquez ici.**

Le Brent brièvement sous 80 \$ le baril, avant de repartir à la hausse en même temps que les hostilités

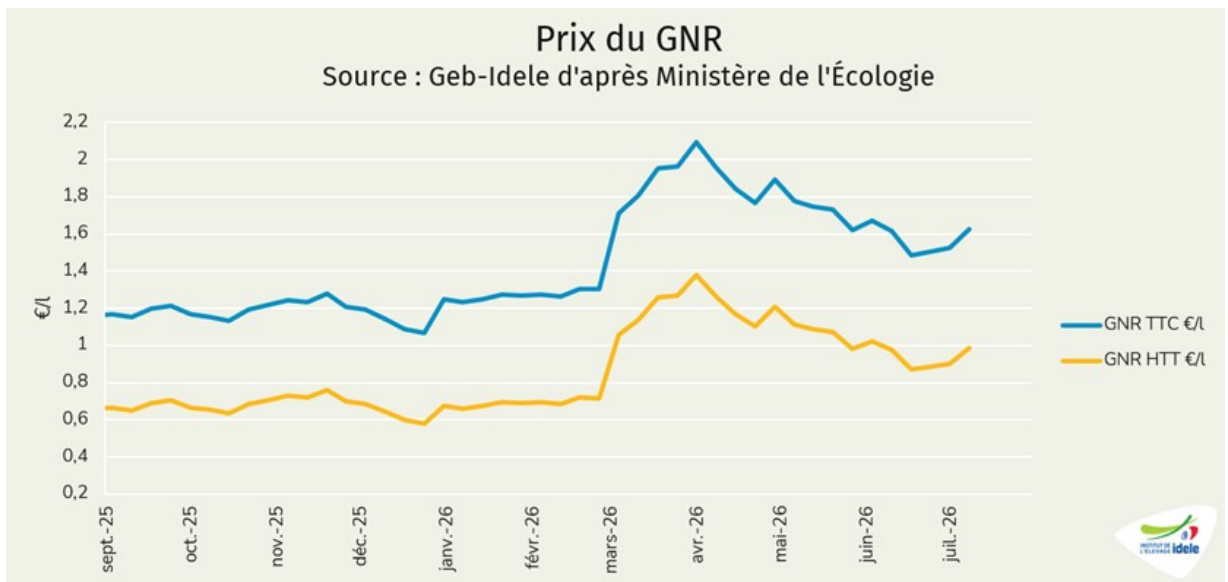
Les cours du pétrole sont soumis à une très forte volatilité depuis le début du conflit qui oppose les États-Unis et Israël à l'Iran. Après une première phase de forte hausse, ils sont un peu redescendus, sous les 100 \$/Bbl à l'annonce le 8 avril d'un cessez-le-feu de 15 jours. Puis de nouveau mi-juin lorsque les belligérants étaient parvenus à un accord, en passant même sous 80 \$/Bbl. La reprise des tirs de part et d'autre a fait remonter les cours qui varient fortement au sein d'une même journée et d'un jour à l'autre en fonction des négociations et des attaques de navires dans le détroit d'Ormuz. **Le pétrole Brent (dit « brut de mer du Nord », le baril de référence en Europe) est ainsi passé de 72 \$ le baril le 27 février à 120 \$/Bbl le 9 mars, soit +64% et il frôle les 90 \$/Bbl le 20 juillet.**



Quant au gaz naturel, il est lui aussi fortement impacté. Le prix du gaz naturel liquéfié TTF (gaz néerlandais constituant un prix de référence européen) était à 39,9 €/MWh le 21 avril après un pic à 61,8 €/MWh le 19 mars. **Le 20 juillet, il est à près de 60 €/MWh.** La reprise des combats entre USA et Iran intervient alors que l'Europe est dans sa période de reconstitution des stocks, renforçant les tensions sur les prix.

Aide de 15 centimes par litre pour le GNR

Les cours du pétrole ont entraîné dans leur sillage les carburants. **Le gazole non routier (GNR) en France a bondi jusqu'à 2,094 €/l TTC début avril, soit +79 cents par rapport à fin février, avant de redescendre à 1,8398 TTC mi-avril. Le 8 juillet, il était à 1,6261 €/l.**



La ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, a annoncé plusieurs mesures de soutien aux agriculteurs. En avril, les droits d'accise ont ainsi été exonérés, soit environ 3,86 centimes par litre, et **de mai à août inclus, une prise en charge par l'État de 15 centimes par litre de GNR est mise en place.**

Détente temporaire pour les engrais ?

Côté engrais azotés, dont la matière première est le gaz, les prix se sont envolés depuis fin février. Mais la situation est plus complexe. Ils avaient déjà connu des hausses liées à la mise en œuvre de la taxation des engrais russes depuis juillet 2025 puis du mécanisme d'ajustement du carbone aux frontières (MACF). Selon AgrIdées, ce dernier coûterait de 42 à 62 €/ha pour une exploitation type, soit un surcoût de 6 à 8 €/tonne de blé tendre. Sa mise en œuvre plusieurs fois reportée est effective depuis le 1er janvier 2026, et a conduit à des achats importants d'anticipation en décembre.

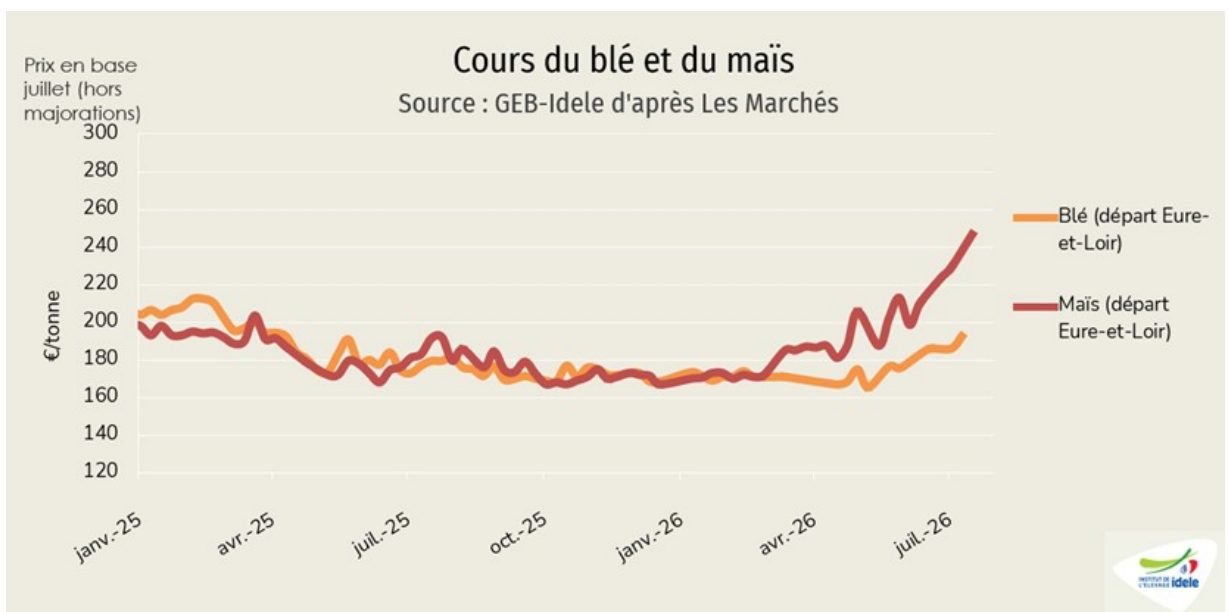
Ainsi, **l'ammonitrate 33,5% départ usine était affiché à 501,25 €/t le 27 février et à 607,75 €/t le 13 avril, soit +106 €/t et +21% en un mois. Le 20 juillet, il était à 540,5 €/t.** La détente récente est liée à l'attentisme des acheteurs face aux prix en hausse, à la reprise des exportations d'urée par la Chine et des annonces de l'Inde indiquant des besoins inférieurs aux prévisions.

Même si la guerre venait à cesser rapidement et que le passage des bateaux par le détroit d'Ormuz était de nouveau possible, la remise en fonction des sites pétroliers, gaziers et de production d'engrais pourrait prendre plusieurs semaines à plusieurs mois, sans compter la nécessaire réorganisation logistique. Les conséquences pourraient s'étendre aux semis et récoltes 2027.

Début juillet, la ministre de l'Agriculture a annoncé une enveloppe d'aide de 145 millions d'euros pour encourager l'achat d'engrais. Les exploitations d'élevage spécialisées seraient, à date, peu concernées par cette aide qui se déclencherait à partir de 30 t d'engrais achetées (aide minimale de 750 €).

Les céréales sous pression de la météo

Les cours des céréales ont peu réagi jusque fin avril, sous l'influence de fondamentaux lourds, et notamment d'une récolte mondiale importante. De plus, le Moyen-Orient n'est pas une région productrice ni exportatrice et les achats de la zone avaient été réalisés en début d'année. Le maïs, aussi utilisé pour la production de bioéthanol, a été toutefois plus volatil.



Le blé départ Eure-et-Loir était à 193 €/t début juillet, toujours sous les 200 €/t, mais tout de même +15% par rapport à mi-avril.

Le maïs départ Eure-et-Loir était lui à 247 €/t mi-juillet, soit +43% par rapport au début du conflit entre les USA et l'Iran.

Depuis plusieurs semaines, les alertes sur les conditions de culture, en France notamment, ont apporté une tension sur les cours. La récolte française de blé était quasiment terminée mi-juillet. **Selon le site Céréobs de FranceAgriMer, « semaine 28 (du 07/07/2026 au 13/07/2026), les conditions de cultures bonnes et très bonnes sont stables, à 65% (69% en 2025). Les récoltes passent de 59% à 92% (66% en 2025 et 37% sur la moyenne 5 ans) ».** Selon FranceAgriMer toujours, **la production française de blé tendre atteindrait 32,0 millions de tonnes en 2026, en baisse de 4% par rapport à la campagne 2025.** Par ailleurs, FAM précise que « *durant la majeure partie de la campagne, les cultures se sont développées dans de meilleures conditions qu'en 2025, mais qui se sont dégradées en fin de cycle, avec les épisodes de canicule successifs* ».

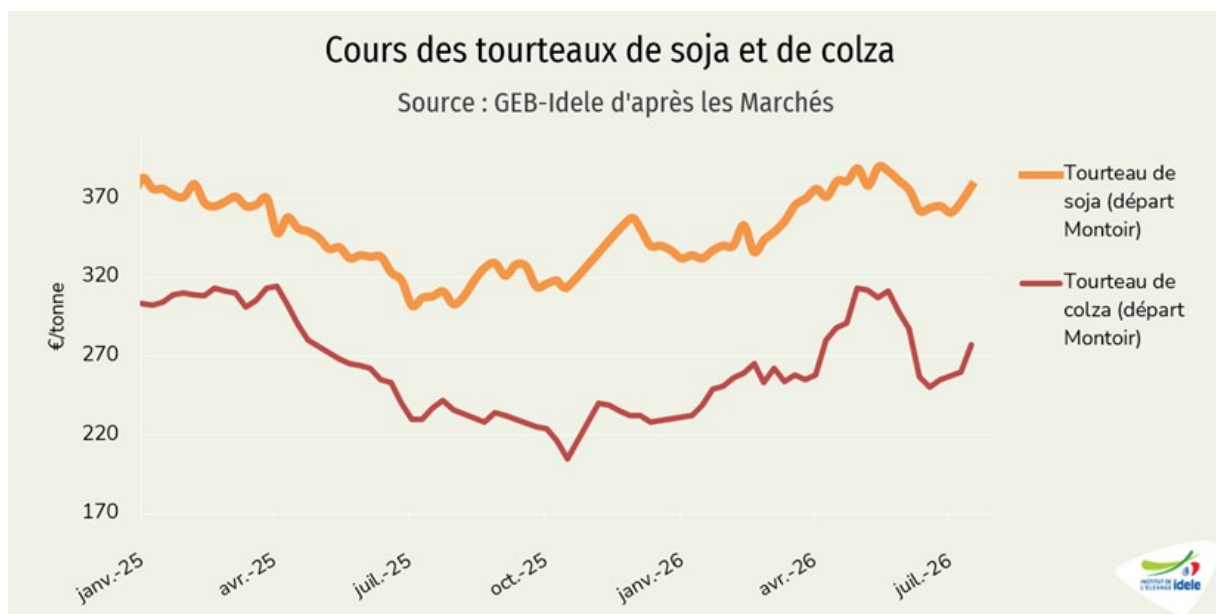
Quant aux maïs, ils ont subi trois épisodes de chaleur intense en six semaines, pour beaucoup en pleine floraison, venant amputer un potentiel de récolte déjà mis à mal par un recul des assolements de 20% /2025. Selon Céréobs, « *semaine 28 (du 07/07/2026 au 13/07/2026), les conditions de cultures bonnes et très bonnes passent de 47% à 41% (72% en 2025)* ».

Plus récemment, l'impossibilité pour la Russie d'exporter ses céréales depuis les ports de la mer d'Azov, avec la fermeture du détroit de Kertch ajoute de la volatilité aux céréales. Pour mémoire, les exportations de la Russie représentent entre 20 et 25% du blé exportés dans le monde chaque année.

Hausse modérée des tourteaux

Les prix des oléoprotéagineux suivent ceux du pétrole, de façon atténuée.

Le tourteau de soja départ Montoir était à 378 €/t mi-juillet, soit +10% par rapport à fin février. L'évolution est la même pour le tourteau de colza, départ Montoir, à 277 €/t.



Selon FranceAgriMer, « *la production française de colza en 2026, évaluée à 4,6 Mt, serait équivalente à celle de 2025. La forte progression des surfaces cultivées (+12%) compenserait le recul du rendement.* »

La production mondiale de soja pour la campagne 2026-2027 est estimée à 441 millions de tonnes par l'USDA, soit +3% /campagne 2025-2026. Des hausses de productions sont prévues aux États-Unis et au Brésil. Les achats de la Chine, avec des engagements importants en termes de volume vis-à-vis des USA, sont un des facteurs haussiers des cours du soja. Cet appétit de la Chine pour le soja vient s'ajouter aux tensions sur l'énergie pour faire monter les prix des tourteaux.